

BILAN 2010

INVESTISSEMENTS
ETRANGERS CREATEURS
D'EMPLOI EN FRANCE



BILAN 2010

INVESTISSEMENTS
ETRANGERS CREATEURS
D'EMPLOI EN FRANCE

*“France : un marché séduisant,
des ressources attractives”*

Business Location, *Financial Times*, décembre 2010



PREFACE

Après trois années de stabilité, le nombre des investissements étrangers créateurs d'emploi recensés par l'AFII et les Agences régionales de développement (ARD) a connu **une hausse de 22 % en 2010, pour atteindre 782 projets.**

Ainsi, chaque semaine en moyenne, 15 dirigeants d'entreprises étrangères ont pris la décision d'investir dans notre pays.

Plus de 30 000 emplois seront créés ou préservés par ces nouveaux investissements. Tendance observée depuis plusieurs années dans les principaux pays d'Europe occidentale, la baisse du nombre moyen d'emplois par projet se poursuit, due, notamment, au plus faible nombre des implantations créant plusieurs centaines d'emplois et à l'augmentation de celui des investissements dans des secteurs à forte valeur ajoutée, souvent moins intensifs en main-d'œuvre.

L'Allemagne et les Etats-Unis restent les deux premiers pays d'origine de ces investissements, tandis que la Chine, pour la première année, devance le Japon. Si le nombre de projets correspondant à des créations est en légère hausse, les extensions connaissent une augmentation de 69 %. Les entreprises étrangères déjà implantées anticipent la reprise et renouvellent leur confiance dans le site France.

La politique de soutien à la compétitivité et à l'innovation les y encourage. Elle a, plus largement, favorisé une forte croissance du nombre des investissements étrangers dans les activités de production et dans celles liées à la R&D. Le secteur des énergies renouvelables suscite toujours un intérêt marqué de la part des investisseurs étrangers et les implantations de quartiers généraux sont plus nombreuses que les années précédentes.

L'enjeu sera de **consolider ces résultats dans la durée.** Aux facteurs structurels de l'attractivité française se sont ajoutés, depuis 2007, la réactivité de la France face à la crise, la poursuite résolue des réformes et le programme d'investissements d'avenir. Dans un environnement très concurrentiel, **rester dans le mouvement, pour moderniser et simplifier,** sera essentiel pour continuer d'attirer compétences, investissements et emplois.

Tels sont quelques-uns des enseignements tirés du présent rapport, qui illustre, par-delà l'analyse des projets, la contribution des investissements étrangers à l'économie française, et qui brosse le tableau d'une **France ouverte, dynamique et innovante.**

David APPIA

Ambassadeur délégué aux investissements internationaux
Président de l'AFII

Le contexte international

La reprise économique se confirme en 2010

La croissance mondiale, qui avait régressé de -0,6 % en 2009, devrait progresser de +4,8 % en 2010 selon les dernières estimations du FMI. Quant au commerce mondial de biens et services, il devrait connaître une progression de + 11,4 % en 2010.

Après un repli du PIB en volume de - 3,2 % en 2009, les pays développés devraient renouer avec une croissance de l'ordre de +2,7 % en 2010. Dans les pays émergents, la croissance du PIB en volume devrait atteindre +7,1 % en 2010, contre 2,5 % en 2009, une hausse résultant principalement de la forte croissance observée en Chine (+10,5 % en 2010) et en Inde (+9,7 % en 2010).

La récession a été moins marquée en France que dans la plupart des pays européens: -2,6 % en 2009, contre -4,9 % pour le Royaume-Uni, -4,7 % pour l'Allemagne, -3,7 % pour l'Espagne, -4,1 % pour la zone euro, et -3,2 % pour les pays développés. En 2010, la croissance devrait être de +1,5 % en France, contre 1,7 % pour la zone euro, 1,7 % pour le Royaume-Uni, -0,3 % pour l'Espagne et +3,3 % pour l'Allemagne.

Une reprise contrastée des investissements directs étrangers en 2010

Selon la CNUCED⁽¹⁾, les flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) ont augmenté de 1 % en 2010, passant de 1 114 milliards de dollars en

2009 à près de 1 122 milliards de dollars. Les flux d'IDE auraient bénéficié du rebond des opérations de fusions-acquisitions, qui ont augmenté de 37 % en 2010, après une chute de 66 % en 2009.

Les IDE entrants dans les pays développés (526,6 Mds USD) se sont contractés en 2010, de l'ordre de -6,9 %. L'Union européenne reste la première région d'accueil, recevant plus de la moitié (55 %) des IDE destinés aux pays développés (290 Mds USD), contre 63 % en 2009 (362 Mds USD). Mais elle a enregistré un fort repli des flux d'IDE entrants en 2010 (-20 %).

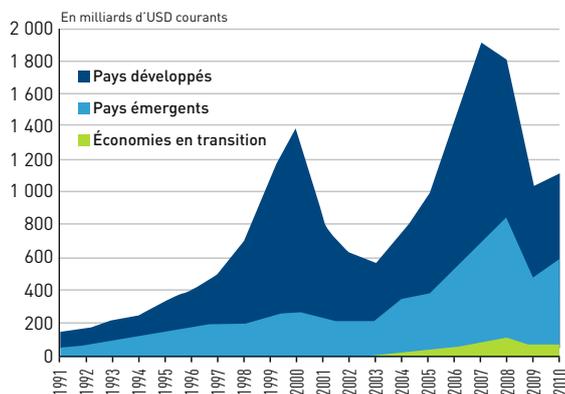
Les entrées d'IDE vers les économies en développement (524,8 Mds USD) ont progressé de près de 10 %. Leur part dans l'ensemble des flux d'IDE entrants est en croissance, passant de 43 % en 2009 à 47 % en 2010 [fig. 1].

Avec 57,4 Mds USD d'IDE entrants⁽²⁾, selon les dernières estimations de la CNUCED, la France serait, en 2010, la quatrième destination mondiale des flux d'IDE, derrière les Etats-Unis (186,1 Mds USD), la Chine (101 Mds USD) et Hong Kong (62,6 Mds USD). Elle resterait la première destination européenne, devant la Belgique (50,5 Mds USD), le Royaume-Uni (46,2 Mds USD) et l'Allemagne (34,4 Mds USD). La France accueillerait, en 2010, 20 % des flux destinés à l'Union européenne [fig. 2].

⁽¹⁾ UNCTAD, « Global and Regional FDI Trends in 2010 », n°5, January 2011

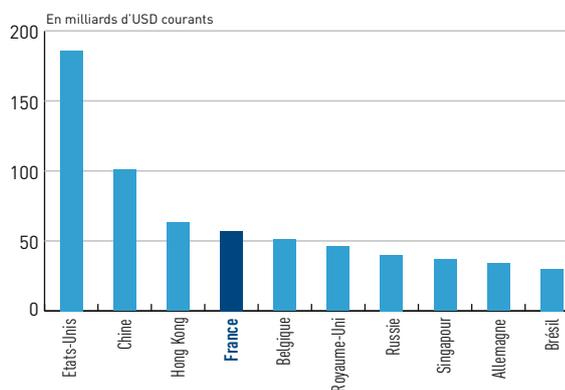
⁽²⁾ Les estimations provisoires de la Banque de France relatives à la balance des paiements pour l'année 2010 indiquent un flux d'IDE entrants en France pour un montant de 28,8 milliards d'euros (38,2 milliards de dollars).

fig. 1. FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ENTRANTS
EVOLUTION 1991-2010 (ESTIMATIONS PROVISOIRES)



Source : CNUCED, 2011

fig. 2. FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS
ETRANGERS ENTRANTS (2010)



Source : CNUCED, 2011

Selon la même source (CNUCED), les flux d'IDE entrants en France ont connu une baisse de l'ordre de -3,7 % en 2010, de même ampleur que celle enregistrée par l'Allemagne (-3,5 %). En revanche, une hausse des IDE serait enregistrée pour le Royaume-Uni (+1,2 %), les Etats-Unis (+43,3 %), et la Belgique (+49,5 %).

Les pays émergents tiennent une place croissante dans les flux d'investissements

Si la crise a ralenti la croissance de l'activité dans les pays émergents, en particulier ceux d'Asie, la reprise y a été beaucoup plus marquée que dans les pays développés (+2,7 % en 2010)⁽³⁾. La plupart des économies émergentes avaient renoué, dès le deuxième trimestre 2009, avec une croissance vigoureuse, qui devrait atteindre 7,1 % en 2010. Cette moyenne est tirée par la performance des pays émergents d'Asie (+9,4 %), au premier rang desquels la Chine (+10,5 %) et l'Inde (+9,7 %).

Selon Goldman Sachs, les BRICS pourraient, en termes de PIB cumulé, compter plus que les économies du G7 en 2032. Le PIB de la Chine pourrait dépasser celui des Etats-Unis en 2025, le PIB par habitant ne représentant cependant qu'un quart de celui des Etats-Unis à cette date.

L'internationalisation des entreprises des économies émergentes est récente, mais soutenue et rapide. Après une première vague d'internationalisation inscrite sur une base régionale, ces entreprises ont renforcé leur présence sur les marchés mondiaux dès le début des années 1990. La multiplication des opérations d'investissement à destination des pays développés s'observe depuis une dizaine d'années.

Aujourd'hui, 68 entreprises des principales économies émergentes figurent parmi les 500 plus grandes entreprises mondiales du classement international *Forbes*⁽⁴⁾. Elles étaient 41 en 2007, et 27 en 2003. Dans ce classement, *Forbes* répertoriait, en 2010, 24 entreprises chinoises, contre quatre en 2003, et huit entreprises indiennes, contre quatre en 2003.

Les investissements étrangers créateurs d'emploi se maintiennent à des niveaux élevés

Les données sur les IDE qui précèdent, établies par la CNUCED, intègrent des opérations financières telles que les fusions et acquisitions, ainsi que **des flux financiers intra-groupe, qui peuvent représenter une part très significative de ces investissements directs**. C'est pourquoi, les agences de promotion de l'investissement étranger, telles que l'AFII, ne recensent dans leurs bilans que les projets d'investissement physique permettant de créer ou de sauvegarder de l'emploi.

Dans ce domaine, les données rassemblées par des consultants tels fDi Markets permettent de suivre les évolutions au plan mondial. Elles sont utilisées dans le présent rapport pour établir, en particulier, les comparaisons et évolutions dans la zone européenne.

Sur les 15587 projets recensés par fDi Markets en 2010 (- 6 % par rapport à 2009), la répartition par région d'implantation classe l'Europe à la première place. Représentant 33 % des investissements créateurs d'emploi dans le monde, ces projets dirigés vers l'Europe ont connu une baisse de 2 % en 2010.

REPARTITION DES INVESTISSEMENTS CREATEURS D'EMPLOI DANS LE MONDE

Régions	Part des projets en 2010	Taux de croissance 2009-2010
Europe	33 %	-2 %
Amérique du Nord	27 %	11 %
Asie, Océanie	25 %	-11 %
Amérique latine	7 %	-14 %
Moyen-Orient	5 %	-16 %
Afrique	4 %	-17 %
Monde	100 %	-6 %

Source: fDi Markets

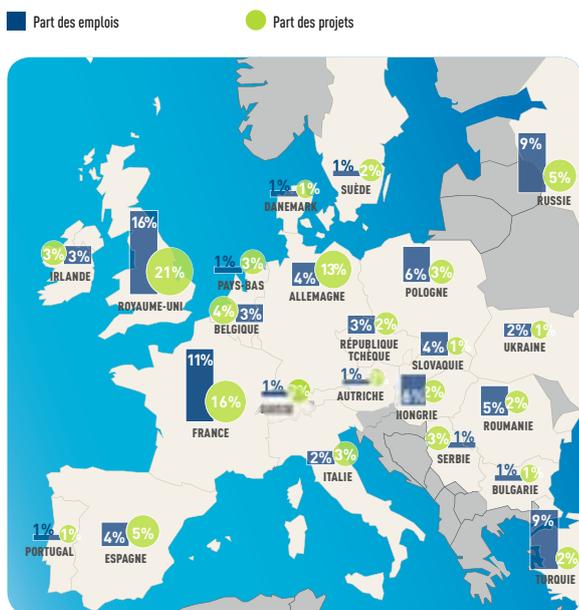
⁽³⁾ FMI, World Economic Outlook, *Recovery, Risk and Rebalancing*, octobre 2010.

⁽⁴⁾ «Forbes Global 2000» est un classement annuel des 2000 plus grandes entreprises mondiales, publié par le magazine américain *Forbes*. Ce classement est fondé sur quatre critères : le revenu, le résultat d'exploitation, l'actif comptable et la capitalisation boursière de la firme.

Le positionnement de la France en Europe

Le *Baromètre de l'attractivité européenne*⁽⁵⁾ publié au printemps 2010 par Ernst & Young fournit, pour 2009, des données sur le nombre des investissements étrangers créateurs d'emploi dirigés vers les pays européens. Leur nombre a baissé de 11 % en 2009, les emplois induits chutant de 16 %. La France s'est maintenue au second rang en Europe pour le nombre des investissements étrangers créateurs d'emploi en 2009, derrière le Royaume-Uni [fig. 3]. La même année, le *Baromètre européen* la classait première pour le nombre des investissements dans les activités manufacturières et dans les technologies vertes, ainsi que pour le nombre des emplois créés par les investissements étrangers dans la logistique et la R&D. Selon le même rapport, les dirigeants d'entreprises étrangères implantées en France affichent massivement leur satisfaction (80 %) et leur intention de rester en France (79 %), et disent leur confiance dans la capacité de la France à sortir de la crise (72 %).

fig. 3. LES PROJETS D'INVESTISSEMENTS ETRANGERS CREATEURS D'EMPLOI EN EUROPE EN 2009



Sources : Ernst & Young, 2010

La perception de l'attractivité de la France dans certains pays émergents

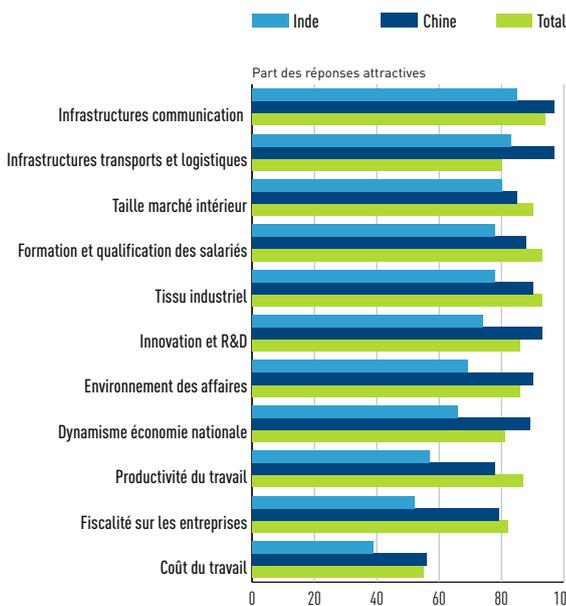
Le sondage réalisé au second semestre 2010 par TNS-Sofres⁽⁶⁾ auprès d'un millier de dirigeants d'entreprises étrangères apporte un éclairage plus récent sur la perception de la France comme terre d'investissement.

Parmi les questions posées, l'une visait les facteurs d'attractivité sous la forme suivante : « Sur chacun des critères suivants, la France est-elle selon vous "tout à fait", "plutôt", "plutôt pas" ou "pas du tout" attractive pour des investissements internationaux ? ». Le graphique ci-dessous rend compte des réponses positives (cumul des "tout à fait" et "plutôt"), en isolant les décideurs indiens et chinois [fig. 4].

(5) Les données courant 2010 figureront dans le *Baromètre de l'attractivité européenne*, dont la publication est publiée en mai 2011.

(6) Encadré méthodologique : « Attractivité économique de la France », page 81.

fig. 4. ATTRACTIVITE RECONNUE DE L'ECONOMIE FRANÇAISE PAR LES INVESTISSEURS ETRANGERS



Sources : TNS-Sofres 2010

Les déterminants de la localisation

Qu'elle soit mesurée par les flux d'investissements directs étrangers, par l'emploi qu'elle génère ou par le nombre de filiales étrangères, l'activité des firmes multinationales a connu une forte croissance au cours des dernières décennies. Selon la CNUCED, près de 35 000 multinationales possédant 150 000 filiales opéraient à travers le monde en 1990. En 2009, leur nombre a progressé de 134 % pour atteindre 82 000, et le nombre de filiales a quintuplé pour atteindre 807 000 dans le monde.

La concurrence pour attirer les investissements de ces multinationales s'est accrue. Elle est particulièrement vive en Europe. Elle incite à mieux comprendre les déterminants des choix de localisation de l'investissement étranger productif.

Une première réponse, fondée sur des éléments subjectifs, est apportée par les enquêtes d'opinion. L'analyse économique relative aux choix de localisation des investissements est une seconde voie. La plupart des études mettent l'accent sur trois aspects principaux : un meilleur accès au marché du pays hôte, l'exploitation de différences internationales des coûts de facteurs de production, et la dynamique de polarisation des activités économiques.

L'AFII a réalisé une étude* à partir de 2 817 décisions de localisation d'investissements par des sociétés étrangères dans les régions métropolitaines [fig. 5]. La base utilisée présente les projets selon une double dimension sectorielle et fonctionnelle, à partir de 16 secteurs et de six fonctions (production, logistique, R&D, services aux particuliers, services aux entreprises, centres de décision et points de vente). L'analyse économétrique met principalement en évidence l'effet positif de l'agglomération des activités économiques : les entreprises multinationales qui viennent s'implanter en France ont tendance à se concentrer géographiquement, et la probabilité d'implanter une filiale dans une région est d'autant plus forte que la demande y est soutenue. Ce résultat corrobore l'observation (cf. p.28 «Région d'accueil») selon laquelle les régions et les métropoles les plus dynamiques économiquement

captent une part importante des nouveaux investissements étrangers.

En second lieu, l'étude montre que la capacité d'innovation et de recherche de la France affecte positivement l'implantation des multinationales. Les résultats soulignent également l'importance du niveau de qualification de la main-d'œuvre, et de la qualité des infrastructures dans le choix de localisation des activités.

* Article soumis à publication à la revue *Économie et Prévision* : *Déterminants des investissements étrangers en France sur la période 2003-2009* S. Montout, L. Guenchi, 2011.

fig. 5. REPARTITION DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS CRÉATEURS D'EMPLOI EN FRANCE SUR LA PÉRIODE 2003-2009



QUESTIONS À...

Lionel Fontagné, Professeur à l'École d'économie de Paris, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Conseiller scientifique au CEPII, Paris

David Appia, Ambassadeur délégué aux investissements internationaux, Président de l'AFII

Si la mondialisation suscite des inquiétudes, elle contribue à une utilisation plus efficiente des ressources, stimule la concurrence, contraignant à des gains de productivité et de compétitivité.

Le rapport du Conseil d'Analyse Economique intitulé *Investissement direct étranger et performances des entreprises*, réalisé par Lionel Fontagné et Farid Toubal en janvier 2010, est à ce titre riche d'enseignements, en particulier sur la contribution des investissements étrangers à l'économie française.

Comment définir la nationalité d'une entreprise multinationale et appréhender son activité ?

“ **L.F.** : Une firme multinationale se définit simplement comme une entreprise ayant des filiales à l'étranger. Bien qu'étant présente dans plusieurs pays, une entreprise multinationale sera toutefois contrôlée par une tête de groupe dont la nationalité peut être retracée sans trop de difficultés. On peut associer dans la plupart des cas à chaque entreprise installée en France un statut précis : entreprise indépendante, entreprise appartenant à un groupe français, entreprise appartenant à un groupe étranger.

L'activité en France des entreprises multinationales françaises (i.e. des groupes français ayant des filiales à l'étranger) et celle des filiales françaises (i.e. « localisées en France ») des groupes étrangers est facile à décrire. Chaque entreprise a un numéro SIREN, chaque établissement un numéro SIRET, et l'on peut attribuer à chaque SIREN l'un des statuts précédemment évoqués. La production, l'emploi, la valeur ajoutée, les salaires distribués, ou encore les investissements sur le territoire national, sont donc renseignés. Ceci permet de comparer les performances des entreprises – ou des groupes – français et étrangers pour la partie de leur activité localisée en France.

Pour étudier l'activité à l'étranger des groupes français, à ne pas confondre avec leurs exportations depuis le territoire français qui sont recensées par les statistiques douanières, d'autres statistiques sont nécessaires : les FATS. Cet acronyme anglais renvoie aux statistiques d'activité à l'étranger des filiales. La collecte de ces statistiques est désormais obligatoire en Europe, mais nous sommes au tout début du processus de collecte. L'objectif est de centraliser au niveau européen ces statistiques pour mieux décrire l'activité des multinationales en Europe. En tout état de cause, il est assez illusoire de vouloir retracer cette activité à l'étranger par les flux d'investissements directs étrangers.

“ **D.A.** : Cette question des sources statistiques est centrale. Elle est traitée dans le dernier chapitre du présent rapport. Qu'en retenir ? L'OCDE travaille sur la définition et la classification des IDE. La CNUCED fournit un état annuel des investissements directs étrangers dans le monde, mais ces données incluent des flux de nature très diverse, notamment les flux de trésorerie intra-groupe. Le rapport sur les investissements co-rédigé par Lionel Fontagné l'année dernière, de même que les travaux de la Banque de France montrent toute l'importance de ces flux financiers intra-groupe, qui peuvent fausser l'appréciation de l'attractivité relative des pays.

La France est concernée par cette problématique, puisque 30 000 de ses entreprises sont implantées à l'étranger, et qu'elle accueille plus de 20 000 entreprises étrangères sur son territoire. L'AFII, comme la plupart des agences « Invest in » européennes, se concentre sur les investissements physiques générateurs d'emploi. A cette aune, **l'attractivité de la France n'a pas été amoindrie par la crise, tout au contraire** : second pays de destination des investissements étrangers en Europe, la France était, en 2009, à la première place en Europe par le nombre de projets d'investissements étrangers dans l'industrie et les éco-technologies.

Quel est l'impact du processus d'internationalisation sur la performance des entreprises ?

“ **L.F.** : De nombreux travaux ont été réalisés sur ce thème, avec aujourd'hui une méthode statistique assez performante. L'Allemagne, les Etats-Unis ou encore la Suède ont constitué un terrain d'étude privilégié, de même que la France en raison de la qualité de son système statistique d'entreprises. Pour répondre à la question posée, il faut donc raisonner en double différence : chaque entreprise doit être appariée à une entreprise « sœur » ayant les caractéristiques les plus voisines possible, et l'on doit comparer les performances de ces sœurs avant et après l'internationalisation de l'une des deux, l'autre demeurant domestique. L'on observe que si l'internationalisation « récompense » en fait les entreprises les plus efficaces et n'augmente pas leur productivité, l'emploi et l'activité en France s'accroissent après la première implantation, relativement à l'entreprise sœur n'ayant pas fait ce choix.

Ce bénéfice est limité aux filiales en France de groupes français et ne concerne pas les filiales en France de groupes étrangers qui investiraient à leur tour à l'étranger. La méthode est assez exigeante sur le plan statistique et ne nous dit pas ce qu'il advient d'un groupe se multinationalisant à grande échelle. C'est là que les données FATS sont utiles. Un premier examen des données françaises montre que l'intensité

de l'activité à l'étranger n'est pas corrélée négativement avec l'emploi en France.

Sur les différences de performance entre entreprises contrôlées par des groupes étrangers et par des groupes français évoquées au début de ma réponse. Comme pour les investissements sortants, la réponse est en deux temps. D'une part, les études statistiques montrent dans le cas français que **les performances des entreprises contrôlées par des capitaux étrangers sont globalement meilleures**. S'agissant maintenant des conséquences du rachat d'une entreprise française par un groupe étranger, l'analyse en double différence montre qu'après une phase de restructuration défavorable à l'emploi, les performances sont meilleures que si cette acquisition n'avait pas eu lieu, y compris en termes d'emplois. Seule la propension à exporter décline, dans un chiffre d'affaires en hausse.

Quelle est la contribution des entreprises étrangères à l'économie française ?

D.A. : L'emploi retient toute l'attention : 30 000 sont créés ou maintenus chaque année, en moyenne, par les entreprises étrangères. Ces dernières « musclent » la catégorie des ETI, assurant un tiers de l'emploi recensé dans cette population d'entreprises. Elles assurent 22 % de la R&D conduite dans notre pays, et environ un tiers des exportations françaises. Les rachats d'entreprises en difficulté apportent une autre forme de contribution à l'économie des territoires, tout comme la présence de plus de 700 établissements d'entreprises étrangères dans les pôles de compétitivité. Il faut aussi considérer l'ensemble des effets indirects des investissements étrangers sur le comportement général des acteurs économiques et publics. Je pense, en particulier, à l'exigence de modernisation et de compétitivité pour préserver l'attractivité.

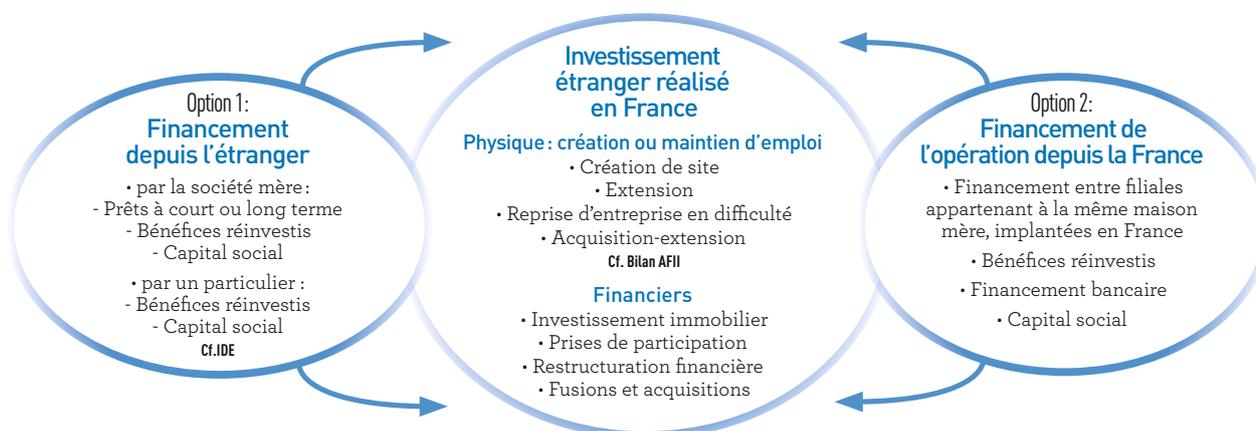
Le comportement d'une entreprise étrangère est-il différent de celui d'une entreprise française ?

L.F. : Le bon point de comparaison est : filiale de groupe français contre filiale de groupe étranger, dans la mesure où, comme on l'a vu, l'appartenance à un groupe peut impacter vos performances. Un problème difficile apparaît immédiatement à cet énoncé : les statistiques françaises nous donnent une vision biaisée de ces comportements. Les filiales de groupes français sont peu ou prou « protégées » par la nationalité de leur tête de groupe. Il est plus facile pour une multinationale française d'ajuster son volume d'activité en fermant ses usines dans un pays voisin qu'en France. La réciproque est vraie pour une multinationale allemande ayant des filiales en France.

En réalité, l'investissement direct étranger, entrant ou sortant, n'est finalement ni « bon » ni « mauvais ». Il reflète l'internationalisation et le dynamisme d'une économie. Les entreprises françaises investissent à l'étranger pour conquérir des marchés et se rapprocher de leurs clients, et aussi pour accéder à des technologies ou s'approprier des marques. On doit s'attendre à ce que les investisseurs étrangers en France aient des motivations de même nature.

D.A. : De fait, les motivations, mais aussi les voies de l'implantation, au travers d'acquisitions, de créations de sites ou de partenariats, sont très comparables. Le débat récemment relancé à Bruxelles sur le contrôle des investissements étrangers est intéressant à un double titre : il montre la sensibilité de certaines de ces opérations et des attentes renforcées en matière de transparence et de réciprocité. Dans un environnement international devenu plus concurrentiel, la stabilité et la sécurité juridique offertes aux investisseurs étrangers comptent parmi les facteurs d'attractivité de premier rang.

INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET INVESTISSEMENTS ETRANGERS CREATEURS D'EMPLOI





Analyse des résultats 2010

CHAPITRE 1

SYNTHESE

Résultats 2010	14
----------------------	----

CHAPITRE 2

ANALYSE DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS CREATEURS D'EMPLOI EN FRANCE

Projets et emplois	16
Pays d'origine : les entreprises européennes en première ligne	18
Fonction servie par l'investissement	20
Secteur d'activité de l'entreprise	22
Type d'investissement	26
Région d'accueil	28
Autres types d'investissement, non comptabilisés au bilan : partenariats, pérennisations, franchises	32

Résultats 2010

782

nouveaux projets
d'investissement
étrangers.

15

décisions par semaine
en moyenne.

31 815

emplois créés ou
maintenus en France.

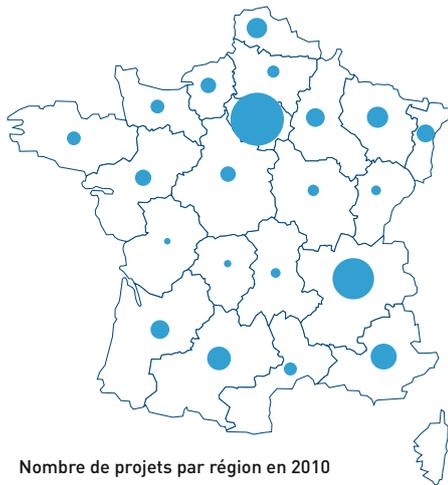
PROJETS ET EMPLOIS PAR PAYS D'ORIGINE

PAYS D'ORIGINE	PROJETS	EMPLOIS
Allemagne	140	5 809
Etats-Unis	139	6 636
Royaume-Uni	61	1 968
Italie	54	2 407
Espagne	45	1 356
Suisse	39	1 182
Suède	34	1 101
Belgique	30	806
Chine	30	537
Hong Kong	5	90
Japon	29	1 363
Canada	28	1 133
Pays-Bas	26	809
Autriche	16	464
Inde	12	1 130
Danemark	11	210
Luxembourg	9	416
Finlande	6	90
Irlande	6	1 485
Norvège	6	135
Portugal	6	138
Autres	50	2 550
Total général	782	31 815

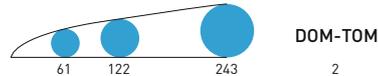
SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE EN 2010

SECTEURS DE L'ENTREPRISE	PROJETS	EMPLOIS
Energie, recyclage, autres services concédés	116	2 801
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	49	1 739
Agroalimentaire, agriculture et pêche	41	1 646
Machines et équipements mécaniques	41	1 035
Chimie, plasturgie	37	923
Constructeurs automobiles et équipementiers	36	3 159
Équipements électriques, électroniques, informatiques	34	1 072
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	25	1 354
Médicaments et biotechnologies appliquées	24	681
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	22	874
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	21	1 679
BTP, matériaux de construction	20	716
Métaux, travail des métaux	19	682
Composants électroniques	16	1 135
Ameublement et équipement du foyer	11	330
Electronique grand public	11	295
Parfums, cosmétiques	10	441
Total manufacturier	533	20 562
Logiciels et prestations informatiques	68	2 987
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	63	3 124
Transport, stockage	35	1 403
Commerce et distribution	23	1 479
Hôtellerie, tourisme et restaurant	20	890
Autres activités de services	17	892
Services financiers, bancaires et assurances	16	352
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	7	126
Total services	249	11 253
Total général	782	31 815

REPARTITION DU NOMBRE DE PROJETS PAR REGION EN 2010

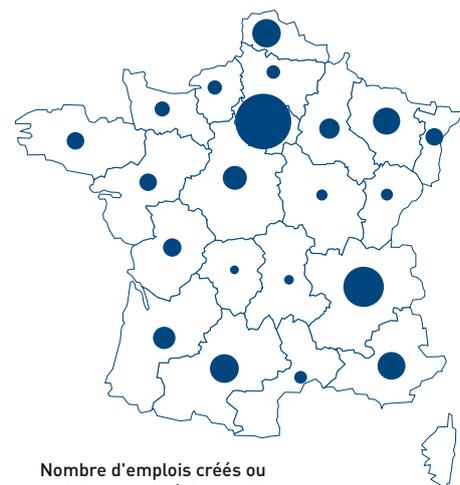


Nombre de projets par région en 2010

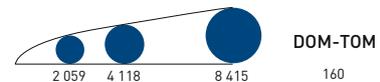


DOM-TOM

REPARTITION DU NOMBRE D'EMPLOIS CRES OU MAINTENUS PAR REGION EN 2010



Nombre d'emplois créés ou maintenus par région en 2010



DOM-TOM

FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT EN 2010

	PROJETS	EMPLOIS
Production / Réalisation	233	13 671
Centres de décision	160	4 241
Quartiers généraux	40	1 582
Services aux entreprises	163	5 042
Logistique	37	1 969
R&D, Ingénierie, Design	73	2 266
<i>dont ingénierie</i>	22	626
<i>dont R&D</i>	51	1 640
Services aux particuliers	42	1 883
Points de vente	35	1 161

TYPE DE L'INVESTISSEMENT

TYPE DE L'INVESTISSEMENT	PROJETS	EMPLOI
Création	403	11 058
Extension	309	13 790
Reprise	58	6 412
Reprise-extension	12	555
Total général	782	31 815

REPARTITION DES PROJETS ET EMPLOIS PAR REGION EN 2010

REGION	PROJETS	EMPLOIS
Ile-de-France	243	8 415
Rhône-Alpes	138	4 432
Provence-Alpes-Côte d'Azur	52	2 116
Midi-Pyrénées	43	2 137
Lorraine	36	1 871
Nord-Pas de Calais	33	2 419
Aquitaine	31	1 350
Alsace	30	860
Champagne-Ardenne	26	1 084
Pays de la Loire	22	759
Centre	20	1 555
Haute-Normandie	18	532
Bretagne	16	766
Basse-Normandie	15	601
Languedoc-Roussillon	13	422
Picardie	13	475
Bourgogne	10	325
Auvergne	7	210
Franche-Comté	6	340
Poitou-Charentes	5	842
Limousin	3	144
DOM-TOM	2	160
Corse	-	-
Total général	782	31 815

Projets et emplois

Depuis 1993, le nombre de projets d'investissement étrangers créateurs d'emploi a connu un taux de croissance annuelle moyen de l'ordre de 6,5 %. Il est resté relativement stable durant la crise, entre 620 et 640 annuellement, niveau inférieur à la trajectoire de croissance observée depuis 1993.

Dans un contexte marqué, d'une part, par la concurrence des pays émergents et des pays en transition bien positionnés pour l'accueil des projets manufacturiers intensifs en travail, et, d'autre part, par un renforcement de la concurrence entre pays développés durant la crise, la France confirme son

attractivité: elle a attiré, en 2010, 782 nouveaux projets d'investissement étrangers créateurs d'emploi, en progression de 22 % par rapport à 2009 [fig. 1].

Mais des évolutions et recompositions sont à l'œuvre. Ainsi, le nombre d'emplois créés ou maintenus enregistre une faible progression de +6 % par rapport à 2009. Avec 31 815 emplois, l'année 2010 se place dans la moyenne annuelle observée entre 2000 et 2010 (30 816 emplois) [fig. 2]. La taille moyenne des projets connaît une baisse régulière depuis cinq ans, phénomène observé dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest.

fig. 1. EVOLUTION DU NOMBRE DE PROJETS DEPUIS 1993

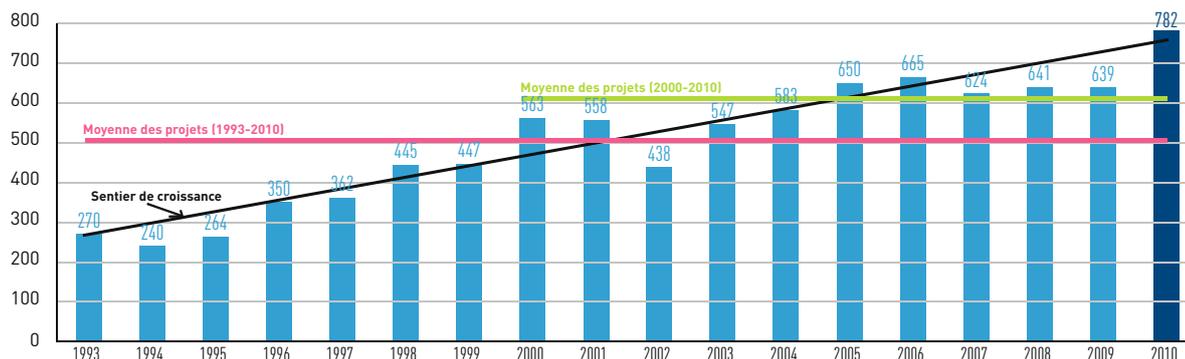
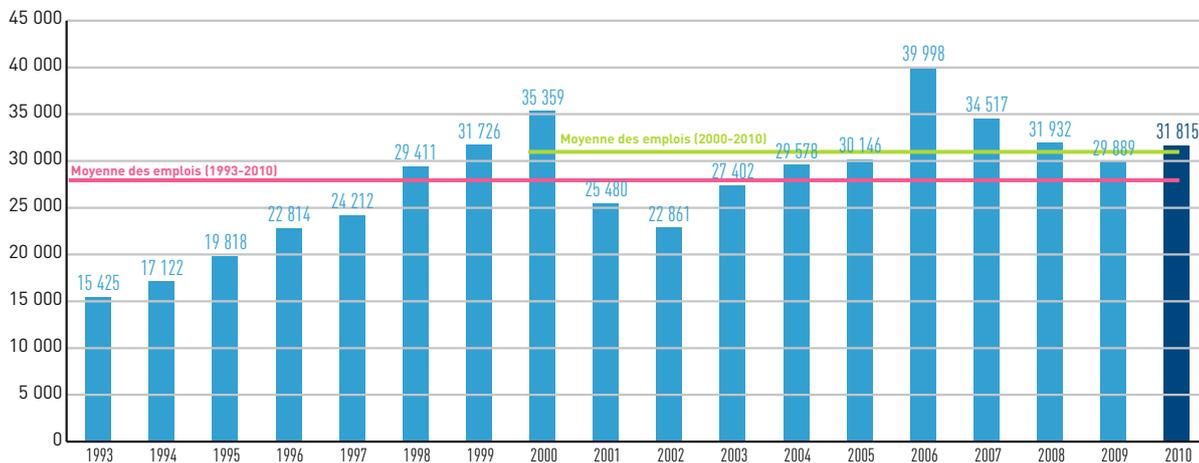


fig. 2. EVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOIS DEPUIS 1993



Une taille moyenne des projets en baisse

Le nombre moyen d'emplois créés ou maintenus par projet, de l'ordre de 41 en 2010, est inférieur au niveau observé les quatre dernières années : 60 en 2006, 55 en 2007, 50 en 2008, 47 en 2009.

Cette baisse de la taille moyenne des projets s'explique, notamment, par :

- le nombre plus élevé des projets de petite taille : 402 projets d'une taille inférieure à 20 emplois ont été recensés en 2010, soit 51 % de l'ensemble des projets, quand ils comptaient pour 45 % en 2008, et 42 % du total en 2007 [fig. 3].
- la part croissante des projets dans les secteurs de l'énergie et du recyclage : la taille des projets de ce secteur est de l'ordre de 24 emplois, contre 38 emplois pour l'industrie manufacturière.

- la prudence de certains investisseurs, qui réduisent l'ambition initiale de leurs projets dans un contexte de reprise économique encore fragile, ou parce qu'ils anticipent des difficultés en cas de réduction des effectifs. La baisse de la taille moyenne des projets observée en 2009 s'accroît en 2010.

En 2010, la répartition des projets en fonction de la taille des sociétés mères est équilibrée : les petites et moyennes entreprises (moins de 250 salariés), les très grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) et les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés) sont chacune à l'origine de 33 % des projets. Par rapport à 2009, on note la forte progression des entreprises de taille intermédiaire, qui ne représentaient en 2009 que 27 % de l'ensemble des projets [fig. 4].

fig. 3. REPARTITION DES PROJETS SELON LES EMPLOIS CREEES OU MAINTENUS

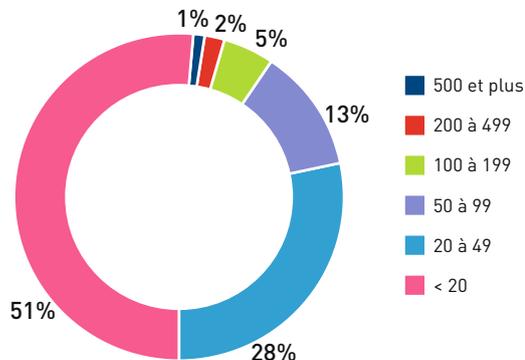
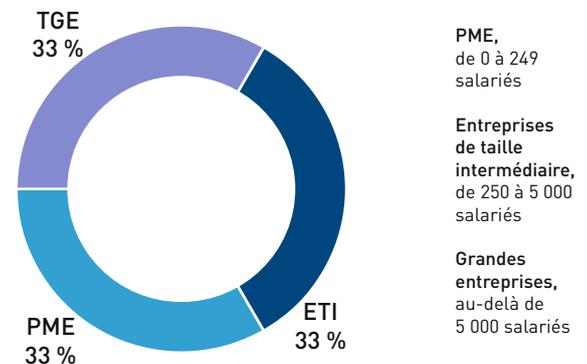


fig. 4. REPARTITION DES PROJETS EN FONCTION DE LA TAILLE DE LA SOCIETE MERE EN 2010



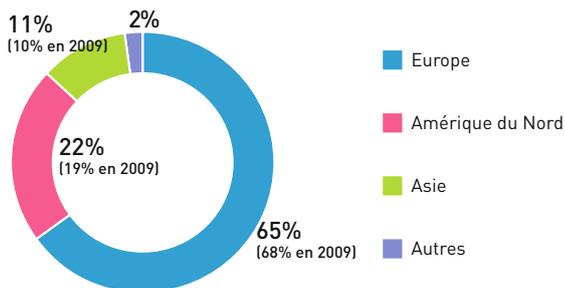
Pays d'origine : les entreprises européennes en première ligne

La majorité des investissements d'origine étrangère sont le fait, dans les pays européens, d'entreprises de cette zone. Ce phénomène a été conforté par la crise, qui a eu tendance à favoriser les investissements de proximité par rapport aux destinations plus lointaines.

En 2010, 65 % des investissements étrangers créateurs d'emploi décidés en France ont une origine européenne, 22 % viennent d'Amérique du Nord, et 11 % d'Asie (fig. 5).

Par rapport à 2009, la part des projets en provenance d'Amérique du Nord progresse pour revenir, après une baisse en 2009, au niveau des années antérieures; celle des projets venant d'Asie est stable depuis le début de la crise.

fig. 5. REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ORIGINE EN 2010



L'attractivité de notre pays se mesure également à la croissance régulière du nombre de pays dont les entreprises choisissent la France pour de nouveaux investissements: 44 en 2010, contre 43 en 2009, 39 en 2008 et 36 en 2007.

Quatre pays (Allemagne, Etats-Unis, Royaume-Uni, Italie) sont à l'origine de 50 % des projets d'investissement créateurs d'emploi annoncés en 2010.

L'Allemagne maintient, avec 140 projets d'investissement en 2010, sa première place acquise en 2009. Le nombre de projets allemands est en hausse de +24 % par rapport à 2009. Cette croissance s'explique notamment par la forte progression des investissements dans les secteurs de l'énergie et du recyclage (53 projets, triplement par rapport à 2007, et +61 % par rapport à 2009) et par la reprise des investissements dans le secteur de la chimie-plasturgie.

- En témoignage, notamment, la création de la filiale française d'*INTRA Photovoltaics AG* (solutions d'installations photovoltaïques clés en main) dans la région Basse-Normandie (20 emplois créés); l'extension de la filiale française de *Mia Electric* - conception et fabrication de véhicules électriques innovants - du groupe allemand *Con Energy AG*, dans la région Poitou-

Charentes (220 emplois supplémentaires); l'extension de la filiale *Bayer CropScience France* (production de produits herbicides liquides) dans la région Rhône-Alpes (20 emplois supplémentaires).

Les Etats-Unis, avec 139 projets d'investissement en 2010, restent le deuxième pays d'origine de l'investissement étranger en France. Ce nombre est en progression de +30 % par rapport à 2009. Ont progressé, notamment, les projets dans les fonctions de quartiers généraux (9 projets) et de services aux entreprises (+80 % par rapport à 2009). Les investissements des sociétés américaines ont crû dans les secteurs des logiciels et prestations informatiques, conseil ingénierie et services aux entreprises, construction automobile et équipementiers, commerce et distribution, textile-habillement.

- Parmi les nouveaux investissements en France en 2010: la création du quartier général européen de la multinationale américaine *Steris* (conception, recherche-développement et assemblage de tables d'opération et de laveurs) dans la région Aquitaine (183 emplois créés); l'extension de la filiale *Sitel France* (opérateur de centres d'appels) dans la région Champagne-Ardenne (120 personnes supplémentaires).

Le Royaume-Uni retrouve la troisième place qu'il occupait avant la crise. Le nombre de projets d'investissement des firmes multinationales britanniques (61 en 2010) est en hausse de +56 % par rapport à 2009. Les fonctions de production et réalisation, ainsi que les centres de décision ont contribué à cette progression. Le secteur conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises, avec 11 projets (+57 %) retrouve un niveau proche de celui d'avant la crise.

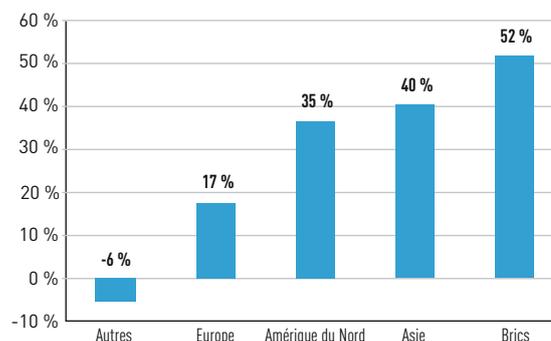
- Parmi les principales opérations de 2010 peuvent être citées l'extension du centre de recherche et développement de *Cambridge Silicon Radio SARL* (télécommunications sans fil) dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (12 emplois créés); l'implantation par la société *Portakabin* de sa première unité de fabrication de bâtiments modulaires hors du Royaume-Uni, dans la région Nord-Pas-de-Calais (création de 75 emplois).

L'Italie, malgré un léger recul par rapport à 2009 (-4 %), maintient ses projets d'investissement à un niveau élevé. Avec 54 projets en 2010, elle confirme le dynamisme de ses entreprises à l'égard du marché français, observé

dès 2008. Alors que l'on observe une forte baisse des projets dans la fonction des services aux particuliers (essentiellement l'hôtellerie et le tourisme), les projets dans le domaine de la R&D, ingénierie et design (cinq projets en 2010, contre 1 en 2009) et dans les centres de décision progressent fortement.

- Exemples d'opérations recensées: l'extension du centre de recherche et développement de la filiale *Cizeta Medicali France* (développement et commercialisation de bas de contention et orthèses) dans la région Centre (22 emplois supplémentaires); la création de la filiale française *Arcese France SAS* (logistique et transport) du groupe italien *Arcese Trasporti SPA* dans la région Ile-de-France (15 emplois créés).

fig. 6. CROISSANCE DU NOMBRE DES PROJETS PAR REGION OU GROUPE D'ORIGINE EN 2010, PAR RAPPORT A 2009



LES PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE : LES VINGT PREMIERS PAYS D'ORIGINE DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS EN FRANCE (2007-2010)

PAYS	NOMBRE DE PROJETS				EVOLUTION 2009-2010	PART DES PROJETS			
	2007	2008	2009	2010		2007	2008	2009	2010
Allemagne	106	111	113	140	24%	17%	17%	18%	18%
Etats-Unis	133	121	107	139	30%	21%	19%	17%	18%
Royaume-Uni	69	53	39	61	56%	11%	8%	6%	8%
Italie	25	55	56	54	-4%	4%	9%	9%	7%
Espagne	29	42	42	45	7%	5%	7%	7%	6%
Suisse	23	31	35	39	11%	4%	5%	5%	5%
Suède	32	22	21	34	62%	5%	3%	3%	4%
Belgique	31	32	30	30	-	5%	5%	5%	4%
Chine	16	11	18	30	67%	3%	2%	3%	4%
Hong Kong	8	6	4	5	25%	1%	1%	1%	1%
Japon	34	34	24	29	21%	5%	5%	4%	4%
Canada	14	18	17	28	65%	2%	3%	3%	4%
Pays-Bas	30	23	30	26	-13%	5%	4%	5%	3%
Autriche	14	10	10	16	60%	2%	2%	2%	2%
Inde	7	10	10	12	20%	1%	2%	2%	2%
Danemark	6	4	18	11	-39%	1%	1%	3%	1%
Luxembourg	2	8	3	9	200%	-	1%	-	1%
Finlande	9	9	8	6	-25%	1%	1%	1%	1%
Irlande	4	6	6	6	-	1%	1%	1%	1%
Norvège	5	1	4	6	50%	1%	-	1%	1%
Portugal	2	1	3	6	100%	-	-	-	1%
Autres	25	33	41	50	35%	4%	5%	6%	6%
Total	624	641	639	782	22%	100%	100%	100%	100%

PROJETS PAR REGION D'ORIGINE

REGION	NOMBRE DE PROJETS				EVOLUTION 2009-2010	PART DES PROJETS			
	2007	2008	2009	2010		2007	2008	2009	2010
Europe	396	417	434	509	17%	63%	65%	68%	65%
Amérique du Nord	147	140	124	168	35%	24%	22%	19%	22%
Asie	70	69	63	88	40%	11%	11%	10%	11%
Autres	11	16	18	17	-6%	2%	2%	3%	2%
Total	624	641	639	782	22%	100%	100%	100%	100%

Fonction servie par l'investissement

Dans l'exercice de leurs activités, les entreprises s'appuient sur plusieurs types de fonctions : production/réalisation, recherche et développement, services aux entreprises, services aux particuliers, logistique et distribution, points de vente, centres de décision, quartiers généraux.

Progression des fonctions de services liées à l'activité de production

Ces activités de services sont en progression régulière depuis 2003, de +10 % en moyenne annuelle. Leur part dans l'ensemble des projets est passée de 50 %, en 2003, à 70 % en 2010, avec 549 projets. Les activités des centres de décisions, les quartiers généraux et la R&D ont connu en 2010 une forte expansion. Cette progression des fonctions tertiaires a été favorisée par :

- **l'internationalisation des activités de recherche et développement**, dont témoigne en particulier l'évolution des dépenses de R&D effectuées par des sociétés étrangères implantées en France (19 % du total de la R&D en 1995, 22,6 % en 2003, et 22,2 % en 2008). La contribution des filiales étrangères aux dépenses de R&D est, ainsi, plus élevée en France qu'aux Etats-Unis (13 %), au Japon (5 %) ou en Finlande (17 %).

- **le volontarisme de la France en matière d'innovation**, qu'illustrent, notamment, le crédit d'impôt recherche, le développement des pôles de compétitivité et la réforme des universités. Les investissements d'avenir jouent dans le même sens, renforçant l'attractivité de la France pour attirer capitaux, emplois et talents. Le nombre des projets d'investissement étrangers dans la R&D, l'ingénierie et le design est en hausse de 43 % en 2010, pour atteindre 9 % du total des projets, contre 7 % en 2007.

- **l'essor des quartiers généraux**, dont le nombre a quadruplé en 2010 par rapport à 2009, pour représenter 5 % de l'ensemble des projets, contre 1 % en 2009.

Parmi les principaux projets décidés en 2010 :

- **Centres de recherche et développement** : la création de la filiale israélienne *Biosolve Chimie SARL*, centre de développement spécialisé dans la chimie fine dans la région Lorraine (52 emplois créés) ; la création d'un centre de R&D européen dans les biotechnologies - spécialisé dans une technologie qui permet de quantifier des bio-marqueurs à des niveaux jusqu'alors indétectables -, par la filiale de la société américaine *Singulex*, dans la région Rhône-Alpes (15 emplois créés) ; l'extension de la présence de la société britannique *Cambridge Silicon Radio*, qui procède à de nouvelles

REPARTITION DES PROJETS PAR FONCTION

FONCTION	NOMBRE DE PROJETS				EVOLUTION 2009-2010	PART DES PROJETS			
	2007	2008	2009	2010		2007	2008	2009	2010
Centres de décision	44	162	102	160	57%	7%	25%	16%	20%
Quartiers généraux	1	2	9	40	344%	-	-	1%	5%
Logistique	51	43	26	37	40%	8%	7%	4%	5%
Points de vente	20	30	72	35	-51%	3%	5%	11%	4%
Production / Réalisation	227	221	189	233	23%	36%	34%	30%	30%
R&D, Ingénierie, Design	45	23	51	73	43%	7%	4%	8%	9%
<i>dont R&D</i>	25	21	42	51	21%	4%	3%	7%	7%
Services aux entreprises	226	137	140	163	16%	36%	21%	22%	21%
Services aux particuliers	10	23	50	42	-16%	2%	4%	8%	5%
Total général	624	641	639	782	22%	100%	100%	100%	100%

vagues de recrutements d'ingénieurs sur son centre de R&D à Sophia-Antipolis, en Provence-Alpes-Côte d'Azur (12 emplois supplémentaires); l'extension du centre de R&D *Moteurs Baudouin* – fabricants de moteurs diesel et d'équipements automobiles –, filiale de l'entreprise chinoise *Weichai Power Co Ltd* dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (50 emplois créés).

- **Quartiers généraux** : l'extension du quartier général du groupe américain *Wamar Engineering SAS* spécialisé dans la maintenance de turbines de centrales d'électricité, dans la région Franche-Comté (50 emplois); extension du quartier général européen de *Price Minister* – plateforme d'e-commerce – filiale du groupe japonais *Rakuten*, dans la région Ile-de-France (300 emplois).

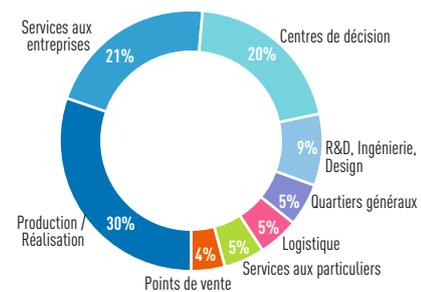
Au-delà de leur impact sur la croissance, les activités de R&D, comme les centres de décision, génèrent des emplois très qualifiés, porteurs de forte valeur ajoutée, généralement plus stables que les emplois productifs.

La part des projets relevant de la fonction production se stabilise en 2010

Le nombre de projets relevant de la fonction production est en hausse de 23 % en 2010, pour atteindre 233 projets, contre 189 en 2009. Seul le secteur de la chimie-plasturgie connaît une baisse par rapport à 2009. La part qu'occupe la fonction de production dans le total des projets se stabilise à 30 % en 2010, après une baisse régulière depuis plusieurs années (50 % en 2003).

Parmi les projets décidés en 2010 : la création d'une usine par *Homatherm France*, filiale d'une société suisse – unité qui fabrique des solutions isolantes flexibles pour la construction à partir de bois ou de cellulose – dans la région Champagne-Ardenne (25 emplois créés); création de la filiale française *Bio Amber* de la société américaine *Diversified Natural Products, Inc.* – démarrage de la première usine de production d'acide succinique d'origine végétale – dans la région Champagne-Ardenne (10 emplois créés); la création d'une filiale française par *Rouver Santé*, société luxembourgeoise – unité de fabrication de médicaments génériques – dans la région Centre (100 emplois créés).

fig. 7. REPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS (2010)



La fonction des projets

Pour mener à bien leurs activités, les entreprises recourent à plusieurs types de fonctions : production de biens et de services, R&D, centres de décision, logistique, commerce et services aux entreprises et aux particuliers, etc. De la production se distinguent les fonctions tertiaires, qui regroupent un ensemble d'activités telles que le commerce et les services aux entreprises, la logistique, les centres de R&D, conseil et ingénierie. Une nomenclature spécifique est prévue dans le présent rapport pour classer les projets selon le type de fonction qu'ils contribuent à remplir.

FONCTION DU PROJET	DEFINITION
R&D, ingénierie, design	Site ayant pour mission l'avancement des connaissances scientifiques, la mise au point ou l'application de nouvelles technologies ou produits.
Centres de décision	Primo implantation en France et quartiers généraux français
Quartiers généraux	Quartiers généraux mondiaux ou européens. Site autonome chargé de mener à bien une activité de support administratif interne à l'entreprise (ressources humaines, trésorerie, etc.)
Production / Réalisation	Site qui combine les ressources en main-d'œuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services.
Logistique	Site contribuant à l'acheminement et au stockage des produits.
Services aux entreprises	Site ayant pour mission la fourniture de services marchands aux entreprises (conseil, marketing, services bancaires, data-center...)
Services aux particuliers	Site ayant pour mission principale la vente de produits et services aux particuliers (hôtellerie, services bancaires).
Points de vente	Ensemble des lieux de commercialisation de biens.

Secteur d'activité de l'entreprise

Le nombre de projets décidés par des entreprises étrangères relevant du secteur manufacturier a progressé de 28% en 2010, par rapport à 2009. Avec 533 projets en 2010, le secteur manufacturier est à l'origine de 68 % des projets d'investissement étrangers annoncés au cours de l'année 2010 ^[fig. 8].

Energie, recyclage et autres services concédés : le nombre des projets d'investissement dans ce secteur a augmenté de 36% par rapport à 2009 (116 projets en 2010, contre 85 en 2009, et 38 en 2008), évolution imputable très largement à l'essor des projets dans le secteur des énergies renouvelables : 89 projets en 2010

(soit 77 % de l'ensemble des projets dans le secteur de l'énergie), contre 61 en 2009, et 21 en 2008.

Parmi les investissements décidés dans ce secteur en 2010 : l'extension d'une filiale française *Belectric France SARL* par la société allemande *Beck Energy GmbH*, destinée à la production de câblages, dans la région Languedoc-Roussillon (52 emplois créés) ; création de la filiale française *Mermaid Energy* par l'entreprise danoise – en charge du développement des parcs éoliens – dans la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (10 emplois créés) ; création d'une filiale *KDG France* par la société néerlandaise *Valnic BV* – assemblage

PROJETS PAR SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE INVESTISSEUR

SECTEURS DE L'ENTREPRISE	NOMBRE DE PROJETS				EVOLUTION	PART DES PROJETS			
	2007	2008	2009	2010	2009-2010	2007	2008	2009	2010
Energie, recyclage, autres services concédés	40	38	85	116	36%	6%	6%	13%	15%
Textile, textile industriel et accessoires	14	36	42	49	17%	2%	6%	7%	6%
Agroalimentaire	31	30	29	41	41%	5%	5%	5%	5%
Machines et équipements mécaniques	44	33	28	41	46%	7%	5%	4%	5%
Chimie, plasturgie	41	44	27	37	37%	7%	7%	4%	5%
Constructeurs automobiles et équipementiers	48	30	28	36	29%	8%	5%	4%	5%
Équipements électriques, informatiques	32	29	27	34	28%	5%	5%	4%	4%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	24	19	24	25	4%	4%	3%	4%	3%
Médicaments et biotechnologies appliquées	19	28	24	24	-	3%	4%	4%	3%
Équipements médico-chirurgicaux	12	11	14	22	57%	2%	2%	2%	3%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	17	21	24	21	-13%	3%	3%	4%	3%
BTP, Matériaux de construction	19	11	7	20	186%	3%	2%	1%	3%
Métaux, travail des métaux	36	41	17	19	12%	6%	6%	3%	2%
Composants électroniques	8	8	14	16	14%	1%	1%	2%	2%
Ameublement et équipement du foyer	11	20	17	11	-35%	2%	3%	3%	1%
Électronique grand public	9	6	5	11	120%	1%	1%	1%	1%
Parfums, cosmétiques	8	3	6	10	67%	1%	-	1%	1%
Total manufacturier	413	407	418	533	28%	66%	63%	65%	68%
Logiciels et prestations informatiques	56	64	56	68	21%	9%	10%	9%	9%
Conseil, ingénierie et services aux entreprises	52	63	46	63	37%	8%	10%	7%	8%
Transport, stockage	29	26	29	35	21%	5%	4%	5%	4%
Commerce et distribution	11	10	21	23	10%	2%	2%	3%	3%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	10	28	29	20	-31%	2%	4%	5%	3%
Autres activités de services	21	13	13	17	31%	3%	2%	2%	2%
Services financiers, bancaires et assurances	28	20	21	16	-24%	4%	3%	3%	2%
Opérateurs télécoms	4	10	6	7	17%	1%	2%	1%	1%
Total services	211	234	221	249	13%	34%	37%	35%	32%
Total général	624	641	639	782	22%	100%	100%	100%	100%

de panneaux solaires en vue de produire des cellules photovoltaïques à l'horizon 2013 – dans la région Lorraine (102 emplois créés); création d'un centre de tri et de valorisation des déchets ménagers par la société espagnole *Urbaser*, dans la région Aquitaine (50 emplois créés).

Augmentation du nombre des projets dans le secteur des services [fig. 9]

Bien que les projets d'investissement décidés par des entreprises étrangères appartenant au secteur des services voient leur nombre augmenter (+13 % par rapport à 2009), leur part dans le total des projets d'investissement d'origine étrangère en France recule de 3 points, pour atteindre 32 % en 2010. La hausse du nombre de projets est essentiellement imputable aux activités de conseil, d'ingénierie et de services aux entreprises (+37 % par rapport à 2009). Le secteur des logiciels et prestations informatiques est en hausse de 21 % par rapport à 2009.

Parmi les projets recensés : la société néerlandaise *Royal Haskoning* développe son bureau d'études dans

la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (10 emplois créés); la reprise par *Swiss Post International AG* de l'entreprise de *GBS + QLS* (centre de relation client et préparation de commande) dans la région Centre (58 emplois maintenus); la création par la société américaine *ISTS Worldwide Inc.* d'un centre de R&D dans la région Basse-Normandie (10 emplois créés); la société thaïlandaise *Sofecoms Network Security Consulting* crée un bureau d'édition de logiciels informatiques dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (30 emplois).

fig. 8. REPARTITION DES PROJETS ENTRE LE MANUFACTURIER ET LES SERVICES EN 2010

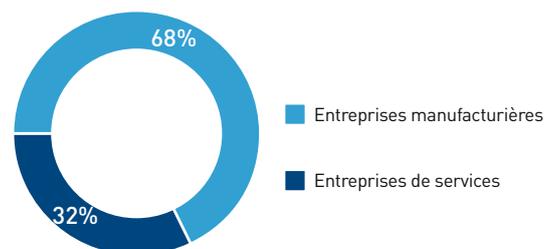
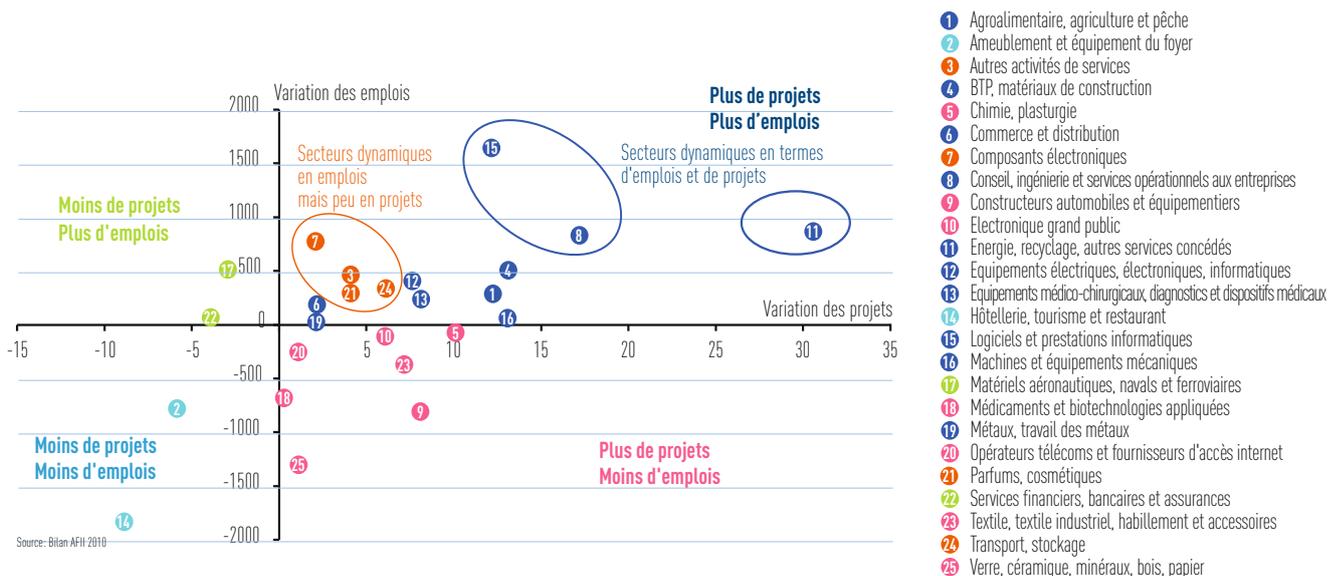


fig. 9. CLASSEMENT DES SECTEURS SELON LA DYNAMIQUE DU NOMBRE DE PROJETS ET DE L'EMPLOI LIE ENTRE 2009 ET 2010



Grille de lecture : par rapport à 2009, le nombre d'investissements des entreprises relevant du secteur de l'énergie, recyclage ¹¹ s'est accru de 31, tandis que les emplois ont progressé de 861.

La progression du nombre des projets à fort contenu technologique [fig. 10]

Au cours des dernières années, la structure des investissements étrangers en France s'est modifiée, au profit des projets dans les activités intensives en technologie et en valeur ajoutée, qu'il s'agisse d'activités de services comme le conseil et l'ingénierie, les logiciels et prestations informatiques, les quartiers généraux ou de certaines activités industrielles (médicaments et biotechnologies, composants et matériels électroniques, énergie, chimie, matériel aéronautique, naval et ferroviaire, par exemple).

Ces secteurs sont à l'origine de 49 % des projets en 2010, contre 43 % en 2003. Parmi ces opérations : l'extension d'un centre de recherche et développement par *Agfa Healthcare Entreprise Solutions*, spécialisé en imagerie et information hospitalière, filiale de l'entreprise belge dans la région aquitaine (45 emplois supplémentaires) ; l'extension d'un centre de R&D en hadronthérapie, technique de pointe pour le traitement du cancer, par le groupe belge *IBA* dans la région Basse-Normandie (10 emplois créés) ; création d'une unité de

recyclage et de valorisation de pneumatiques usagés par *Entyrecycle France SAS*, filiale d'une entreprise britannique, dans la région Nord-Pas-de-Calais (243 emplois créés) ; l'extension de la filiale *AlfaSolar France* du groupe allemand spécialisée dans la production et la distribution de modules solaires et de systèmes de montage, dans la région Rhône-Alpes (10 emplois supplémentaires). 234 décisions d'investissement ont concerné en 2010 les segments à fort contenu technologique listés dans le tableau ci-dessous, soit 30 % des projets d'investissement étrangers en France annoncés au cours de l'année 2010.

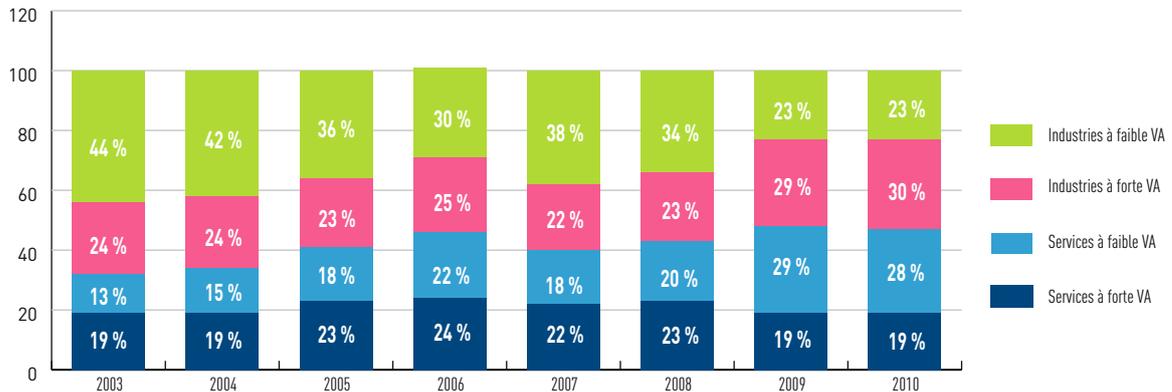
ACTIVITES A FORTE VALEUR AJOUTEE

	2007	2008	2009	2010
Quartiers généraux	1	2	11*	40
R&D et ingénierie	45	23	51	73
dont centres de R&D	25	21	42	51
dont ingénierie	20	2	9	22
Énergie, recyclage	40	38	85	116
dont énergies renouvelables	26	21	61	89

REPARTITION DES PROJETS (2010) PAR SEGMENTS PRIORITAIRES

SEGMENTS	NOMBRE		PART	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Nouvelles énergies (dont ITER)	91	2 146	39%	25%
Dispositifs médicaux, télé-médecine, essais cliniques, robotique médicale	22	628	9%	7%
Matériels et logiciels embarqués sans fils	22	556	9%	6%
Logistique, SSC, E-Commerce	19	1 840	8%	21%
Recyclage des déchets	16	617	7%	7%
Neurosciences, épidémiologie, vaccins, thérapies cellulaires, génétique	11	283	5%	3%
Efficience énergétique dans l'habitat	10	357	4%	4%
Nouvelles motorisations	10	585	4%	7%
R&D dépollution industrielle	7	95	3%	1%
Technologies d'animation (3D, virtuel interactif)	7	143	3%	2%
Alicaments & nutrition - Santé	6	152	3%	2%
Hôtelleries - Loisirs	6	395	3%	5%
Nanoélectronique & RFID	3	780	1%	9%
Matériaux intelligents, traçabilité	2	22	1%	-
Biopolymères, biosolvants, biomatériaux, bioplastiques	1	10	-	-
Cloud computing (R&D, services et solutions en informatique dématérialisée)	1	30	-	-
Total général	234	8 639	100%	100%

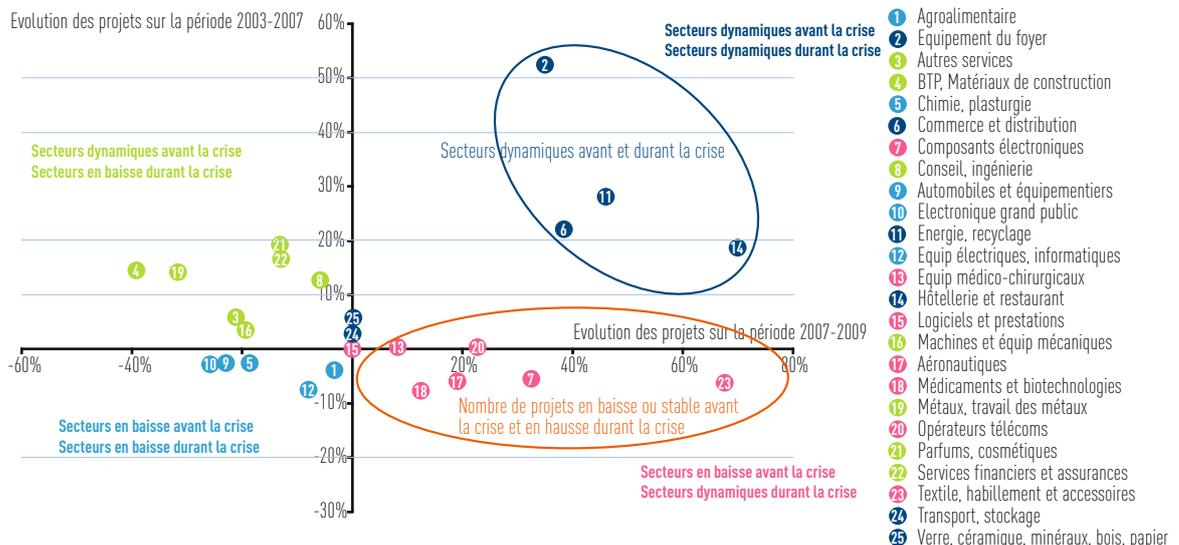
fig. 10. EVOLUTION DES PROJETS PAR NIVEAU D'INTENSITE TECHNOLOGIQUE (2003-2010)



Impact de la crise sur les projets d'investissement par secteur de l'entreprise

L'analyse de l'évolution de la répartition sectorielle des projets souligne les secteurs qui étaient dynamiques et qui sont restés attractifs durant la crise: les décisions d'investissements des entreprises étrangères appartenant au secteur de l'énergie-recyclage, de l'hôtellerie-restaurant, du commerce et de la distribution ainsi que l'équipement du foyer ont fortement progressé sur la période 2007-2009. Ainsi, les projets dans le secteur de l'énergie-recyclage¹¹ ont progressé de 28 % en moyenne annuelle sur la période 2003-2007 et de +46 % durant la crise. Certains secteurs sont apparus dynamiques pendant la crise, alors que le nombre de projets diminuait sur la période 2003-2007. Il s'agit du textile-habillement, des composants électroniques, de l'aéronautique et des médicaments et biotechnologies appliquées. Les investissements relevant des entreprises du secteur médicaments et biotechnologies appliquées¹⁸ baissaient de -7,5 % sur la période 2003-2007, alors qu'ils ont progressé de 12,4 % en moyenne annuelle sur la période 2007-2009.

CLASSEMENT DES SECTEURS SELON LA CROISSANCE DU NOMBRE DES PROJETS AVANT, ET DURANT LA CRISE



Source: Bilan AFII 2010

Type d'investissement

Un projet d'investissement étranger peut prendre différentes formes : création d'un nouveau site, extension d'un site existant, reprise d'un site en difficulté, partenariat, acquisition. Sont comptabilisées, dans le présent rapport, les décisions d'investissement qui créent des emplois ou qui permettent, en cas de rachat d'entreprises en difficulté, de préserver des emplois menacés (cf. Annexe méthodologique. Critères de prise en compte des projets).

Baisse de la part des créations [fig. 11]

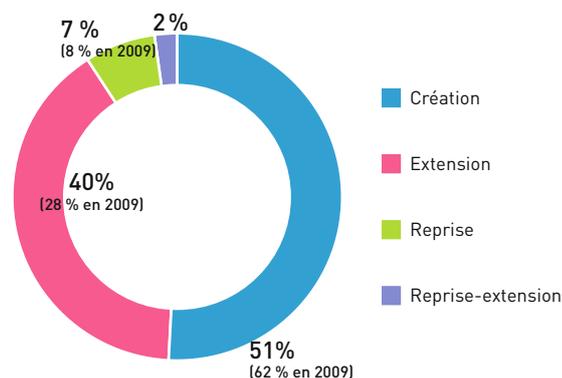
L'année 2010 se caractérise par une baisse de la part occupée, dans le Bilan France, par les projets de création : 51 % du total en 2010 (35 % des emplois créés ou maintenus), contre 62 % en 2009. Les projets de création prédominent dans les fonctions de décisions (78 %), quartiers généraux (80 %), points de vente (94 %), services aux entreprises (55 %), services aux particuliers (65 %). Dans les activités de R&D (48 % sont des créations et 47 % des extensions) et de logistique (55 % sont des créations et 45 % sont des extensions), la répartition entre créations et extensions est plus équilibrée.

Parmi les implantations décidées en 2010 :

- **dans le secteur tertiaire** : la création d'une nouvelle agence française à Reims, *Ad Ultima*, par le groupe belge, spécialisée en logiciel de gestion (25 emplois) ; la création du siège monde du groupe italien *Area Franceram* spécialisé dans la fabrication de tuiles photovoltaïques en céramique dans la région Centre (10 emplois) ; la création de *Senersun* - conception et commercialisation de panneaux et solutions photovoltaïques - filiale de la société chinoise *Senergy Corporation*, dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (10 emplois).

- **dans l'industrie** : la création en Champagne-Ardenne d'un centre technique de développement et de conception d'équipements sportifs, par la société suisse *Airesis* (30 emplois) ; la création d'une unité d'assemblage de modules préfabriqués, transportables, pour les résidences hôtelières et étudiantes, *Adekoat*, par la société américaine *Finergy Development*, dans la région Nord-Pas-de-Calais (120 emplois).

fig. 11. REPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT



Forte progression du nombre des extensions de sites existants

Après une baisse de 5 % en moyenne annuelle depuis 2007, les extensions connaissent une augmentation de 70 % par rapport à 2009 : elles sont à l'origine de 40 % des projets en 2010, contre 29 % en 2009.

EVOLUTION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT

	NOMBRE DE PROJETS				EVOLUTION 2009-2010	PART DES PROJETS			
	2007	2008	2009	2010		2007	2008	2009	2010
Création	338	357	393	403	3%	54%	56%	62%	51%
Extension	203	217	183	309	69%	33%	34%	29%	40%
Reprise	53	56	52	58	12%	8%	9%	8%	7%
Reprise-extension	30	12	12	12	4%	5%	2%	2%	2%
Total général	624	641	639	782	22%	100%	100%	100%	100%

Les extensions prédominent dans la fonction production (58 %). Parmi les extensions de sites existants recensés dans le Bilan 2010 :

- **dans l'industrie** : extension de la filiale du groupe danois *Sa Alk Abelló*, laboratoire reconnu dans l'immunothérapie, dans la région Champagne-Ardenne (15 emplois); l'extension de *Metatemple Aquitaine*, entreprise spécialisée dans le transport et la fabrication d'engrenages, dans la région Aquitaine (38 emplois); l'extension de la filiale du néerlandais *Guy Dauphin Environnement*, spécialisée dans le traitement de déchets - nouvelle ligne de valorisation des résidus de broyage des véhicules - dans la région Basse-Normandie (60 emplois).
- **dans le secteur de la R&D-Ingénierie** : extension du centre de recherche et développement de Viessmann Faulquemont - filiale du groupe allemand *Viessmann Werke GmbH & Co* - spécialisé dans les ballons d'eau chaude et les panneaux thermiques solaires, dans la région Lorraine (10 emplois); extension du centre de recherche et développement de la société *Cizeta Medicali France*, spécialisée dans la conception et la commercialisation de bas de contention et d'orthèses, dans la région Centre (22 emplois); extension de *l'Institut de Sélection Animale*, filiale du groupe néerlandais *Hendrix Genetics* - spécialisé dans la sélection génétique animale - dans la région Bretagne (15 emplois).

Stabilité des reprises de sociétés en difficulté

La part des reprises de sites en difficulté est en recul, représentant 7 % des projets en 2010, contre 8 % en 2009 (1 % en 2000).

Parmi les opérations enregistrées à ce titre en 2010 : la reprise de *Acument* - usine de production de systèmes de fixation, vis et boulons, principalement pour le secteur automobile - par l'entreprise italienne *Agrati Spa*, dans le Nord-Pas-de-Calais (500 emplois maintenus); celle de *Iwedica* - traitement et diffusion d'informations numériques - par l'entreprise suisse *Kudelski SA*, dans la région Bretagne (22 emplois maintenus).

TYPE D'INVESTISSEMENT PAR FONCTION

	NOMBRE DE PROJETS	PART DES PROJETS
	2010	2010
Centres de décision		
Création	124	78%
Extension	35	22%
Reprise		-
Reprise-extension	1	1%
Total	160	100%
Quartiers généraux		
Création	32	80%
Extension	8	20%
Reprise-extension		-
Total	40	100%
Logistique		
Création	20	55%
Extension	17	45%
Reprise		-
Reprise-extension		-
Total	37	100%
Production / Réalisation		
Création	42	18%
Extension	136	58%
Reprise	46	20%
Reprise-extension	9	4%
Total	233	100%
R&D, Ingénierie, Design		
Création	35	48%
Extension	34	47%
Reprise	4	5%
Reprise-extension		-
Total	73	100%
Services aux entreprises		
Création	89	55%
Extension	67	41%
Reprise	5	3%
Reprise-extension	2	1%
Total	163	100%
Services aux particuliers		
Création	28	67%
Extension	11	26%
Reprise	3	7%
Reprise-extension		-
Total	42	100%
Points de vente		
Création	33	94%
Extension	2	6%
Reprise		
Reprise-extension		
Total	35	100%
Total général	782	100%

Région d'accueil

La diversité des territoires français constitue, couplée avec la qualité des infrastructures et celle de la main-d'œuvre, un puissant facteur d'attractivité.

Comme les années précédentes, les nouveaux projets d'investissement étrangers sont localisés sur l'ensemble du territoire français. La répartition rend compte, dans le même temps, de la force d'attraction des grandes métropoles, et du fait que la présence de sociétés étrangères favorise souvent l'arrivée sur le même territoire de nouveaux investisseurs étrangers.

Les quatre premières régions, l'Ile-de-France (31 % du total national), Rhône-Alpes (18 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (6 %) et Midi-Pyrénées (5 %) accueillent 61 % des nouveaux projets, et les sept premières 73 % du total.

En termes de création ou de maintien d'emplois, les principales régions sont : l'Ile-de-France (26 % du total national), Rhône-Alpes (14 %), Nord-Pas de Calais (8 %) et Midi-Pyrénées (7 %), qui comptent ensemble pour 54 % du total national.

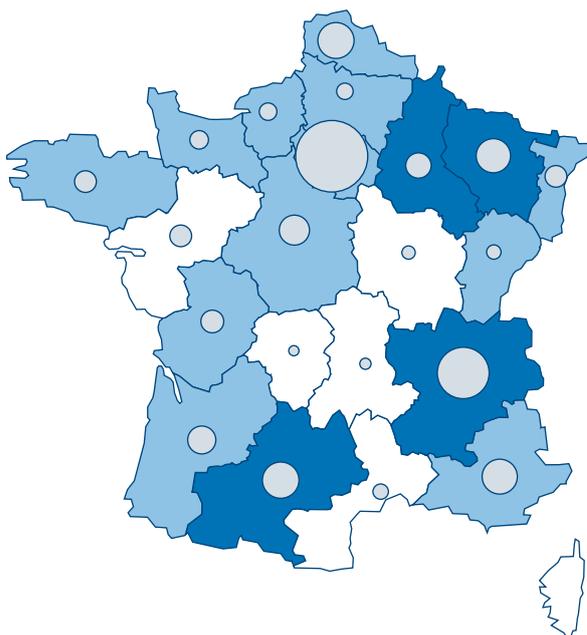
REPARTITION DES PROJETS PAR REGION (2007-2010)

REGION D'ACCUEIL	NOMBRE DE PROJETS				EVOLUTION 2009-2010	PART DES PROJETS			
	2007	2008	2009	2010		2007	2008	2009	2010
Ile-de-France	182	208	191	243	27%	29%	32%	30%	31%
Rhône-Alpes	91	107	90	138	53%	15%	17%	14%	18%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	36	35	56	52	-7%	6%	5%	9%	7%
Midi-Pyrénées	50	52	51	43	-16%	8%	8%	8%	6%
Lorraine	14	26	17	36	112%	2%	4%	3%	5%
Nord-Pas de Calais	44	30	39	33	-15%	7%	5%	6%	4%
Aquitaine	23	23	21	31	48%	4%	4%	3%	4%
Alsace	25	26	25	30	20%	4%	4%	4%	4%
Champagne-Ardenne	20	11	10	26	160%	3%	2%	2%	3%
Pays de la Loire	19	11	17	22	29%	3%	2%	3%	3%
Centre	16	21	10	20	100%	3%	3%	2%	3%
Haute-Normandie	18	21	16	18	13%	3%	3%	3%	2%
Bretagne	11	10	16	16	-	2%	2%	3%	2%
Basse-Normandie	11	10	6	15	150%	2%	2%	1%	2%
Languedoc-Roussillon	15	15	21	13	-38%	2%	2%	3%	2%
Picardie	17	10	8	13	63%	3%	2%	1%	2%
Bourgogne	15	10	15	10	-33%	2%	2%	2%	1%
Auvergne	2	1	10	7	-30%	-	-	2%	1%
Franche-Comté	7	7	6	6	-	1%	1%	1%	1%
Poitou-Charentes	6	2	7	5	-29%	1%	-	1%	1%
Limousin	2	3	1	3	200%	-	-	-	-
DOM-TOM		3	5	2	-60%	-	-	1%	-
Corse			1		-	-	-	-	-
Total général	624	641	639	782	22%	100%	100%	100%	100%

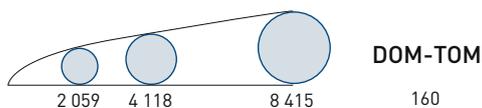
Pour estimer la contribution des filiales étrangères à l'emploi et à l'activité des régions, les créations d'emplois liées aux nouveaux investissements étrangers peuvent être rapportées à la population active. A cette aune, les régions Lorraine, Champagne-Ardenne, Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes, Ile-de-France, Nord-Pas de Calais et Centre se distinguent par un rapport « emplois créés en 2010 par des sociétés étrangères pour 1000 actifs » plus élevé que le ratio moyen.

La répartition des projets par fonction et par région révèle une attractivité forte de la région Ile-de-France dans les fonctions de « centres de décision » et « quartiers généraux » : s'y implantent 59 % et 63 %, respectivement, de ces projets étrangers ciblant la France. La région Rhône-Alpes se distingue dans l'accueil des projets de production, de logistique et de services aux entreprises. Elle reçoit, ainsi, respectivement 19 %, 25 % et 22 % du total national.

REPARTITION DU NOMBRE D'EMPLOIS CRES OU MAINTENUS PAR REGION EN 2010



Nombre d'emplois créés ou maintenus par région en 2010



Emplois créés ou maintenus pour 1 000 actifs (population 2009)



NOMBRE D'EMPLOIS CRES OU MAINTENUS POUR 1 000 ACTIFS, PAR REGION EN 2010

REGION	RATIO POUR 1 000 ACTIFS
Lorraine	1,8
Champagne-Ardenne	1,8
Midi-Pyrénées	1,6
Rhône-Alpes	1,6
Ile-de-France	1,5
Nord-Pas-de-Calais	1,4
Centre	1,4
Poitou-Charentes	1,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,0
Alsace	1,0
Aquitaine	0,9
Basse-Normandie	0,9
Franche-Comté	0,7
Haute-Normandie	0,6
Picardie	0,6
Bretagne	0,5
Pays de la Loire	0,5
Bourgogne	0,4
Limousin	0,4
Languedoc-Roussillon	0,4
Auvergne	0,4
DOM-TOM	0,2
Corse	-
Total	1,1

REPARTITION DES EMPLOIS PAR REGION (2007-2010)

REGION D'ACCUEIL	NOMBRE DES EMPLOIS				VARIATION	PART DES EMPLOIS			
	2007	2008	2009	2010	2009-2010	2007	2008	2009	2010
Ile-de-France	10 398	8 300	8 286	8 415	129	30%	26%	28%	26%
Rhône-Alpes	4 660	3 586	2 948	4 432	1 484	14%	11%	10%	14%
Nord-Pas de Calais	2 810	3 159	2 008	2 419	411	8%	10%	7%	8%
Midi-Pyrénées	2 054	2 421	2 178	2 137	-41	6%	8%	7%	7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 604	926	1 972	2 116	144	5%	3%	7%	7%
Lorraine	982	1 271	694	1 871	1 177	3%	4%	2%	6%
Centre	1 062	1 693	602	1 555	953	3%	5%	2%	5%
Aquitaine	1 497	2 290	2 890	1 350	-1 540	4%	7%	10%	4%
Champagne-Ardenne	1 450	730	1 137	1 084	-53	4%	2%	4%	3%
Alsace	791	1 243	724	860	136	2%	4%	2%	3%
Poitou-Charentes	519	56	720	842	122	2%	-	2%	3%
Bretagne	730	315	414	766	352	2%	1%	1%	2%
Pays de la Loire	938	504	605	759	154	3%	2%	2%	2%
Basse-Normandie	485	1 045	375	601	226	1%	3%	1%	2%
Haute-Normandie	1 288	1 684	390	532	142	4%	5%	1%	2%
Picardie	984	451	1 103	475	-628	3%	1%	4%	2%
Languedoc-Roussillon	382	750	1 017	422	-595	1%	2%	3%	1%
Franche-Comté	851	601	443	340	-103	2%	2%	1%	1%
Bourgogne	890	490	597	325	-272	3%	2%	2%	1%
Auvergne	72	10	467	210	-257	-	-	2%	1%
DOM-TOM		210	289	160	-129	-	1%	1%	1%
Limousin	70	197	15	144	129	-	1%	-	-
Corse			15		-	-	-	-	-
Total général	34 517	31 932	29 889	31 815	1 926	100%	100%	100%	100%

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION ET SELON LA FONCTION DU PROJET (2010)

REGION	Centres de décision	Quartiers généraux	Logistique	Points de vente	Production	R&D, Ingénierie, Design	Services aux entreprises	Services aux particuliers
Alsace	1		2	3	12	4	6	2
Aquitaine	4	2		4	16	2	2	1
Auvergne	1		1		4		1	
Basse-Normandie	2			1	8	3		1
Bourgogne			1		8	1		
Bretagne	1		1		7	4	3	
Centre	1	1	2		10	1	4	1
Champagne-Ardenne	1			3	16		6	
Corse								
DOM-TOM							1	1
Franche-Comté		1	1		3		1	
Haute-Normandie	2		3	2	7	1	3	
Ile-de-France	94	25	1	12	13	16	62	19
Languedoc-Roussillon	2	1			6	1	3	
Limousin				1	2			
Lorraine	2		4	3	21	3	3	
Midi-Pyrénées	6		2	1	10	12	7	5
Nord-Pas de Calais	2	1	2	1	22		5	1
Pays de la Loire	4		2	1	6	1	5	3
Picardie	1		2	1	7		2	
Poitou-Charentes					3	1	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12	3	4	2	7	10	12	2
Rhône-Alpes	23	6	9		45	13	36	6
Total général	160	40	37	35	233	73	163	42

REPARTITION DES PROJETS PAR SECTEUR D'ACTIVITE* DE L'ENTREPRISE INVESTISSEUR (2010)

REGION	Chimie	Composants électroniques	Conseil, ingénierie	Energie, recyclage	Equipements médicaux	Logiciels	Matériels aéronautiques	Médicaments et biotechnologies	Services financiers
Alsace	3			8	1	1	1	2	
Aquitaine	1		1	7	3		1		
Auvergne	1								
Basse-Normandie	2			2	1	1			
Bourgogne	3			1	1				
Bretagne		1		3	1	3			
Centre			1	3	2			2	
Champagne-Ardenne	3	1	3	5		1		1	
DOM-TOM			1						
Franche-Comté				1	2				
Haute-Normandie	2		1	2	1			1	1
Ile-de-France	4	1	38	19	1	39	2	8	13
Languedoc-Roussillon				5		2			
Limousin								1	
Lorraine	3	1	1	4				1	
Midi-Pyrénées	1	2	2	7	1	4	10	1	
Nord-Pas de Calais	2		2	4	1	2	2		
Pays de la Loire	3		2	4		1	1		
Picardie	1			5					
Poitou-Charentes								1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2	6	4	13		2	2		
Rhône-Alpes	6	4	7	23	7	12	2	6	2
Total général	37	16	63	116	22	68	21	24	16

REPARTITION DES EMPLOIS PAR SECTEUR D'ACTIVITE* DE L'ENTREPRISE INVESTISSEUR (2010)

REGION	Chimie	Composants électroniques	Conseil, ingénierie	Energie, recyclage	Equipements médicaux	Logiciels	Matériels aéronautiques	Médicaments et biotechnologies	Services financiers
Alsace	100			97	31	24	100	42	
Aquitaine	43		125	171	238		30		
Auvergne	18								
Basse-Normandie	20			80	10	10			
Bourgogne	42			15	12				
Bretagne		22		50	87	127			
Centre			58	75	38			155	
Champagne-Ardenne	85	55	420	72		25		15	
DOM-TOM			50						
Franche-Comté				50	60				
Haute-Normandie	50		30	30	30			7	66
Ile-de-France	142	10	2096	286	20	1955	50	172	226
Languedoc-Roussillon				102		190			
Limousin								64	
Lorraine	82	15	15	144				10	
Midi-Pyrénées	18	115	25	198	20	415	839	36	
Nord-Pas de Calais	40		60	293	50	20	220		
Pays de la Loire	124		85	50		10	155		
Picardie	10			200					
Poitou-Charentes								50	
PACA	8	842	40	482		60	170		
Rhône-Alpes	141	76	120	406	278	151	115	130	60
Total général	923	1 135	3 124	2 801	874	2 987	1 679	681	352

* Secteurs intensifs en valeur ajoutée.

Autres types d'investissement, non comptabilisés au bilan : partenariats, pérennisations, franchises

Les partenariats technologiques

Les partenariats technologiques ou de recherche constituent un nouveau mode d'internationalisation des entreprises. 16 partenariats ont été accompagnés par l'AFII et ses partenaires territoriaux en France, en 2010. Les investissements décidés dans ce cadre concernent majoritairement des activités de recherche et développement et d'ingénierie (56 %).

Trois illustrations :

- **Le partenariat technologique entre l'université d'Akron et l'université du Mans.** Accueillant environ 26 000 étudiants, l'université d'Akron (Ohio) est reconnue dans le domaine des polymères, forte de ses liens étroits avec le tissu industriel local (*Goodyear, Firestone, Goodrich*, etc.). L'université d'Akron dispose d'une fondation, qui a pour vocation de financer des travaux de recherche et de lancer des sociétés innovantes. Un partenariat a été décidé avec l'université du Mans, l'école d'ingénieurs ISMANS (Institut supérieur des matériaux et mécaniques avancés), l'incubateur Emergence, le centre de transfert de technologies, la Chambre de commerce et d'industrie et les collectivités locales. Sont ciblés les revêtements anti-salissures pour le secteur maritime, les sciences médicales et des technologies appliquées au secteur éolien.

- **Le partenariat technologique associant le centre de R&D de Fiat, l'entreprise française Cooltech Applications (Holtzheim), l'entreprise allemande Behr France** – spécialiste de la climatisation automobile – ainsi que l'INSA Strasbourg (Institut national des sciences appliquées), expert dans la modélisation numérique appliquée au froid magnétique, en thermodynamique et en génie climatique. L'ambition de ce partenariat est de développer un système de chauffage et de climatisation à haut rendement énergétique, sans gaz réfrigérant et non polluant, pour les véhicules électriques, fondé sur la technologie du froid magnétique développée par Cooltech.

- **Feralco Environment** – groupe industriel à capital suédois, deuxième acteur européen des produits pour le traitement de l'eau – et **Novacid** – acteur français majeur du marché européen des produits de traitement de l'eau – s'associent dans **Feracid**, nouvelle société visant à construire une unité de production

de chlorure ferrique d'une capacité de 50 000 tonnes dans la région Rhône-Alpes. Cette unité permettra de répondre à la demande croissante de coagulants minéraux performants, en particulier dans le traitement des eaux usées.

Les investissements de pérennisation

Les investissements de pérennisation permettent de « conforter » l'implantation de filiales étrangères et de sauvegarder les emplois qui auraient pu disparaître à terme. Ils manifestent la volonté de l'entreprise étrangère de poursuivre son activité sur le site concerné. Ils ne sont pas comptabilisés dans le Bilan France, qui recense uniquement les projets qui créent de l'emploi ou maintiennent les emplois existants menacés à très court terme. Ils ont cependant place dans ce rapport : le maintien des entreprises étrangères sur le territoire français est un objectif aussi important que l'accueil de nouveaux investisseurs.

En 2010, l'AFII a recensé 11 projets de pérennisation, qui ont permis de sauvegarder 3 048 emplois. 90 % de ces projets visent des activités de production. Ces pérennisations concernent principalement sur les activités suivantes : agroalimentaire ; métaux, travail des métaux ; médicaments et biotechnologies appliquées ; équipements médico-chirurgicaux.

Exemple : afin de pérenniser son centre de R&D des Ulis et d'en faire un centre d'excellence en cardiovasculaire-métabolisme-diabète, le laboratoire *GlaxoSmithKline* a consenti un investissement de modernisation de l'ordre de 51 millions d'euros pour installer une unité de recherche consacrée aux maladies cardio-métaboliques. 70 emplois ont été confortés.

Les fusions-acquisitions

Les fusions-acquisitions (F&A) internationales – l'une des sources de croissance des IDE – ont sensiblement diminué sous l'effet de la contraction des marchés financiers. Le repli des fusions-acquisitions internationales s'est poursuivi en 2009 : le nombre des acquisitions à l'étranger a diminué de 34 %, leur valeur chutant de 65 % (baisse résultant principalement de la baisse des cours des actions). Ces opérations, évaluées à 250 milliards de dollars en 2009, ont connu une hausse

de 36 % au cours des cinq premiers mois de 2010, par rapport à la même période de l'année précédente.

Les sociétés transnationales (STN) des pays développés sont à l'origine de 84 % des fusions-acquisitions internationales dans les pays développés, tandis que, dans les pays en développement et les pays en transition, les STN chinoises et russes ont été les principaux investisseurs.

Selon les données de la Banque de France, avec un montant de 6,5 milliards de dollars en 2009, les opérations de fusion-acquisition représentent une part prédominante des « flux en capital social ».

Les opérations de fusions-acquisitions concernent en premier lieu les activités de production (39 % des F&A recensées), puis le conseil ingénierie et les services aux entreprises (11 %), les logiciels et prestations informatiques (10 %) et l'agroalimentaire (10 %).

Parmi les opérations de fusions-acquisitions annoncées en 2010 :

- le suédois *Alfa Laval*, producteur de pompes, vannes, filtres ou échangeurs de chaleur, reprend l'entreprise française *Defnox* (filiale de *Thyssenkrupp*), spécialisée dans la production et la distribution de vannes industrielles ;
- le groupe finlandais *Ensto* rachète la société française *Novexia* (fabrication de matériel de distribution et de commande électrique) ;
- le groupe français *Snack International* (gâteau apéritif pour la grande distribution) est racheté par l'entreprise suédoise *IK InvestmentPartners* ;
- le groupe américain *Multi-Color Corporation* rachète la société française *Monroe Etiquette*, basée à Montagny (Loire), un des principaux fabricants français d'étiquettes adhésives vinicoles ;
- en intégrant *Xileo* (prestataire de service dans le paiement électronique, la santé, et la certification numérique) dans son groupe, l'entreprise suédoise *Point International* poursuit sa stratégie de développement ;
- En rachetant *Square*, son distributeur exclusif en France, le groupe allemand *AVG Technologies*, spécialisé dans le développement de logiciel antivirus, marque son intérêt pour le marché français et ouvre un bureau en France.

Les franchises dans l'audit et le conseil

Certains cabinets d'audit et de conseil étrangers présents en France sont dans une situation particulière. Ainsi, la marque « KPMG » est la propriété du réseau KPMG International Cooperative, coopérative de droit suisse. Si chaque cabinet national est indépendant aux plans juridique et financier, l'effet de marque joue un rôle essentiel dans leur développement.

C'est pourquoi les agences d'attraction de l'investissement comptabilisent souvent leurs nouveaux investissements dans leurs bilans.

Ils sont, ici, cités au même titre que les investissements de pérennisation, sans être intégrés au Bilan France. La présence et le développement en France de ces sociétés témoignent, cependant, de l'attractivité de la France et de son marché.

LES MUTATIONS ECONOMIQUES

Si elles ne sont pas accompagnées, les mutations économiques et reconversions industrielles peuvent avoir des conséquences socio-économiques majeures sur les territoires.

L'AFII a mis en place, en 2007, une prestation spécifique, dite « Business Opportunity » (BO). Ciblante principalement les dossiers d'entreprises ou établissements en difficulté, la BO est un mandat confié à l'AFII pour identifier un investisseur étranger susceptible de reprendre l'entreprise ou un de ses établissements, d'occuper une partie de ses installations afin d'apporter une activité de compensation pour les salariés touchés par la restructuration, ou de constituer un partenariat avec apport financier.

L'Agence suit, à ce titre, une quarantaine de dossiers annuellement, en liaison avec l'entreprise concernée et les pouvoirs publics.



Monographies par pays

Allemagne	37
Afrique du Sud	39
Australie	40
Autriche	41
Belgique	43
Brésil	45
Canada	46
Chine	48
Corée du Sud	50
Danemark	52
Espagne	54
Etats-Unis	56
Inde	58
Italie	60
Japon	62
Nouvelle Zélande	64
Pays-Bas	65
Pays du Golfe	67
Royaume-Uni	68
Russie	70
Singapour	72
Suède	73
Suisse	75
Turquie	77



Allemagne

L'Allemagne se maintient à la première place des pays d'origine des investissements étrangers créateurs d'emploi en France. Elle compte pour 18 % des projets ciblant la France en 2010 et 18 % des emplois créés ou maintenus par les entreprises étrangères.

La présence allemande en France

Plus de 3 000 entreprises allemandes sont présentes en France, où elles emploient plus de 320 000 salariés. Avec 140 projets annoncés en 2010, l'Allemagne est le premier pays investisseur en France, à l'origine de 18 % des projets.

Les investissements des entreprises allemandes privilégient les activités de production (35 %). Viennent ensuite les services aux entreprises (26 %) et les centres de décision (21 %).

La présence allemande dans le secteur des énergies renouvelables est en forte croissance (+61 % en 2010).

Place de la France en Europe pour l'investissement allemand

En 2009, la France est le premier pays de destination des investissements créateurs d'emploi en provenance d'Allemagne. Elle accueille 33 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe (16 % vont vers le Royaume-Uni, 8 % vers l'Espagne).

Exemples de projets d'investissement en 2010

- **ENERCON** : considérant que le marché français est désormais assez important pour justifier une implantation productive, Enercon a pris la décision de créer un site de production de mâts d'éoliennes en béton. Cette usine sera localisée dans l'Oise, dans la région Picardie, et emploiera 90 personnes dans sa phase de démarrage. Elle devrait assez rapidement porter ses effectifs à 120.
- **LFOUNDRY GMBH** : dans le souci d'accroître ses capacités de production tout en élargissant sa gamme, LFoundry a repris en 2010 les activités du groupe américain Atmel, sur le site du Rousset dans les Bouches-du-Rhône. Cette opération de reprise permet de sauvegarder 750 emplois.
- **BECK ENERGY** : en 2010, la PME bavaroise s'est engagée davantage dans son développement sur le territoire national avec deux nouvelles décisions d'investissement. Une création, à Vendres, en Languedoc-Roussillon, où sera localisé le siège France et où s'effectuera notamment la production d'assemblage et de câblage photovoltaïque (52 emplois seront créés dans cette opération). L'autre décision est relative à l'extension du site de Sore, dans les Landes, où 17 nouveaux emplois seront créés pour produire des éléments de structures métalliques.

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :

140

Nombre d'emplois (AFII) :

5 809

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis¹) :

3 108

Nombre de salariés (Orbis) :

320 974

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

73,2 Mds€
6^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :

57

[1] Données extraites le 17/02/2011

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Production / Réalisation	36	47	47	49	35%	21%
Services aux entreprises	42	18	31	37	26%	23%
Centres de décision	6	25	12	30	21%	19%
R&D, Ingénierie, Design	7	1	4	8	6%	11%
dont R&D	1	1	2	2	1%	4%
Points de vente	5	4	13	6	4%	17%
Logistique	10	14	4	5	4%	14%
Services aux particuliers	-	2	2	4	3%	10%
OG Monde / Europe	-	-	-	1	1%	3%
Total général	106	111	113	140	100%	18%

* Part des investissements allemands dans le total des investissements de chaque fonction.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Energie, recyclage, autres services concédés	18	9	33	53	38%	46%
<i>dont énergie renouvelable</i>	15	6	29	44	31%	49%
Chimie, plasturgie	5	6	6	10	7%	27%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	6	4	10	10	7%	16%
Machines et équipements mécaniques	9	8	4	9	6%	22%
Commerce et distribution	5	2	12	7	5%	30%
Constructeurs automobiles et équipementiers	11	10	11	7	5%	19%
Équipements électriques, électroniques, informatiques	4	7	7	7	5%	20%
Agroalimentaire, agriculture et pêche	3	3	2	4	3%	10%
BTP, matériaux de construction	5	3	2	4	3%	20%
Composants électroniques	1	4		3	2%	19%
Électronique grand public	1	2	1	3	2%	27%
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	3	1	2	3	2%	14%
Logiciels et prestations informatiques	7	8	6	3	2%	4%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	5	4	4	3	2%	14%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	4	1	1	3	2%	6%
Transport, stockage	5	8	1	3	2%	9%
Ameublement et équipement du foyer		9	1	2	1%	18%
Métaux, travail des métaux	6	10	2	2	1%	11%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	2	5	1	2	1%	8%
Autres activités de services	2	1	2	1	1%	6%
Services financiers, bancaires et assurances		2	2	1	1%	6%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	1			-	-
Médicaments et biotechnologies appliquées	3	2	3		-	-
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet		1			-	-
Total général	106	111	113	140	100%	18%

* Part des investissements allemands dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2010, 38% des investissements allemands destinés à la France s'orientent dans le secteur énergie-recyclage. 46% des investissements étrangers dans le secteur énergie-recyclage relèvent des entreprises allemandes.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

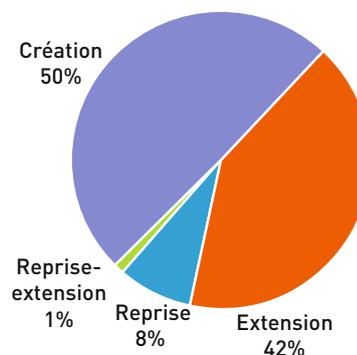
REGION D'ACCUEIL	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Rhône-Alpes	17	19	20	28	20%	20%
Ile-de-France	22	25	22	20	14%	8%
Lorraine	5	14	9	16	11%	44%
Alsace	9	9	6	13	9%	43%
Midi-Pyrénées	9	9	5	10	7%	23%
Champagne-Ardenne	4	2	2	9	6%	35%
Picardie	4	1	3	7	5%	54%
Languedoc-Roussillon	3	3	6	6	4%	46%
Centre		5	2	5	4%	25%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6	3	12	5	4%	10%
Aquitaine	4	3	2	4	3%	13%
Bourgogne	1	1	4	3	2%	30%
Nord-Pas de Calais	8	6	5	3	2%	9%
Pays de la Loire	5	3	4	3	2%	14%
Auvergne			1	2	1%	29%
Bretagne	2		4	2	1%	13%
Basse-Normandie	1	2	2	1	1%	7%
Franche-Comté	1	4	2	1	1%	17%
Haute-Normandie	4	2	1	1	1%	6%
Poitou-Charentes	1		1	1	1%	20%
Total général	106	111	113	140	100%	18%

* Part des investissements allemands dans le total des investissements dans chaque région.

Note : L'AFII n'a recensé aucun investissement allemand créateur d'emploi sur la période 2007-2010 pour les régions Limousin, Corse et DOM-TOM.

Grille de lecture : en 2010, 14% des investissements allemands destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements allemands représentent 8% des investissements étrangers créateurs d'emploi pour la région Ile-de-France.

REPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT (%)



Afrique du Sud

La présence des entreprises sud-africaines en France connaît une croissance encore lente. Elle s'est renforcée de deux investissements depuis 2009.

La présence des investisseurs sud-africains en France

Une vingtaine d'entreprises sud-africaines sont présentes en France, où elles emploient environ 770 salariés. Deux nouveaux projets d'investissement sud-africains en France ont été décomptés depuis 2009, dont un en 2010.

Place de la France en Europe pour l'investissement sud-africains

En 2009, cinq pays européens, dont la France, ont accueilli des investissements sud-africains. Le Royaume-Uni a été destinataire de 60% de ces projets.

Exemple de projet d'investissement

- **DIGICORE INTERNATIONAL** : filiale du groupe Digicore, l'entreprise C-Track, spécialisée dans la conception et l'édition de logiciels de géolocalisation, a ouvert une filiale à Thiais, en Ile-de-France, en 2009. Ce bureau devrait compter une dizaine de collaborateurs.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2009	2010
Production / Réalisation		1
Centres de décision	1	
Total général	1	1

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2009	2010
Verre, céramique, minéraux, bois, papier		1
Logiciels et prestations informatiques	1	
Total général	1	1

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2009	2010
Aquitaine		1
Ile-de-France	1	
Total général	1	1

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :

1

Nombre d'emplois (AFII) :

75

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis¹) :

22

Nombre de salariés (Orbis) :

773

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

0,17 Mds€
52^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :

23

(1) Données extraites le 17/02/2011

Australie

Une centaine d'entreprises australiennes sont installées en France. Cinq nouveaux projets ont été recensés en 2010.

La présence australienne en France

Plus d'une centaine d'entreprises australiennes sont présentes en France, où elles emploient plus de 5 200 salariés. La présence australienne se renforce de cinq

décisions d'investissement en 2010, permettant la création ou le maintien d'une cinquantaine d'emplois.

Le Royaume-Uni est le premier pays d'accueil des investissements australiens (72%).

Exemple de projet d'investissement en 2010

• **ADSTREAM** : la société australienne Adstream, spécialiste de l'optimisation de la distribution numérique et de la transmission de données, crée une filiale à Levallois-Perret, en Ile-de-France, et annonce le recrutement d'une équipe de douze personnes.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2007	2008	2009	2010
Centres de décision	2	3		2
QG Monde / Europe				1
Logistique		2		1
Services aux entreprises	2			1
Points de vente	1			
R&D, Ingénierie, Design dont R&D	1 1		2 2	
Total général	5	5	2	5

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2007	2008	2009	2010
Autres activités de services				1
Chimie, plasturgie				1
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1			1
Energie, recyclage, autres services concédés dont énergie renouvelable			1	1
Transport, stockage				1
BTP, matériaux de construction		1		
Logiciels et prestations informatiques		1	1	
Médicaments et biotechnologies appliquées		1		
Parfums, cosmétiques	1			
Services financiers, bancaires et assurances	2			
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	2		
Total général	5	5	2	5

Grille de lecture : en 2010, 20% des investissements australiens destinés à la France s'orientent dans le secteur chimie-plasturgie. 3% des investissements étrangers dans le secteur chimie-plasturgie relèvent des entreprises australiennes.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France	4	1	1	2	40%	1%
Aquitaine	1	2		1	20%	3%
Haute-Normandie				1	20%	6%
Rhône-Alpes		1		1	20%	1%
Bourgogne		1			-	-
DOM-TOM			1		-	-
Total général	5	5	2	5	100%	1%

* Part des investissements australiens dans le total des investissements dans chaque région.

Grille de lecture : en 2010, 40% des investissements australiens destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements australiens représentent 1% des investissements étrangers créateurs d'emploi pour la région Ile-de-France.

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :

5

Nombre d'emplois (AFII) :

57

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis) :

107

Nombre de salariés (Orbis) :

5 228

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

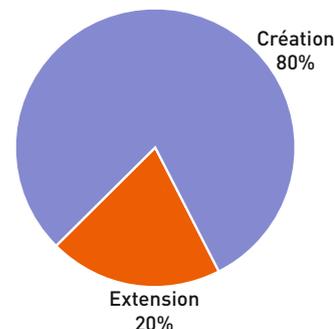
1,9 Mds€
22^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :

45

(1) Données extraites le 17/02/2011

REPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT (%)



Autriche

Les projets d'investissement autrichiens à destination de la France ont fortement progressé (+60 %) en 2010. Avec 16 nouveaux projets, l'Autriche se place au 13^e rang des investisseurs en France.

La présence autrichienne en France

Plus de 290 entreprises autrichiennes sont présentes en France, où elles emploient plus de 20 900 salariés. 16 projets annoncés en 2010 permettront le maintien ou la création de 464 emplois.

Les investissements des entreprises autrichiennes privilégient les activités de production (31 %) et de services aux entreprises (31 %).

Place de la France en Europe pour l'investissement autrichien

En 2009, la France est le quatrième pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance d'Autriche, après l'Allemagne, la Roumanie et la Hongrie. La France accueille 8 % des investissements de ce pays dirigés vers l'Europe.

Exemples de projets d'investissement en 2010

- **RED BULL** : en 2010, le groupe autrichien Red Bull, qui fabrique et commercialise des boissons énergétiques, a décidé deux nouvelles implantations en France : l'une à Lyon, en Rhône-Alpes, où un bureau de 20 personnes sera ouvert, et l'autre à Nantes, dans la région Pays de la Loire, avec un bureau qui comptera 15 employés.
- **MAYR-MELNHOF PACKAGING INTERNATIONAL** : l'entreprise, spécialisée dans la fabrication des conditionnements cartonnés pour les industries agroalimentaires et l'hygiène, a décidé une modernisation de sa chaîne de conditionnement dans les prochaines années. L'entreprise vient de réaliser une nouvelle tranche importante de son plan d'investissement de 15 millions d'euros sur son site de production dans la région Bourgogne, et prévoit la création de 90 emplois.
- **PESSL INSTRUMENTS** : l'Autrichien Pessl Instruments et la société Promété à Narbonne ont créé une société commune, Metos Instruments, dont le capital sera détenu à 80 % par la société autrichienne. Le projet consiste à fabriquer des équipements scientifiques pour la mesure de paramètres environnementaux dans les sols, les eaux et l'atmosphère. 10 emplois devraient être créés.

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :

16

Nombre d'emplois (AFII) :

464

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis¹) :

291

Nombre de salariés (Orbis) :

20 968

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

3,2 Mds€
17^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :

12

[1] Données extraites le 17/02/2011

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Production / Réalisation	6	7	4	5	31%	2%
Services aux entreprises	5	1	2	5	31%	3%
Centres de décision	0	1	1	4	25%	3%
Logistique	1	1	-	2	13%	5%
Points de vente	1	-	-	-	-	-
R&D, Ingénierie, Design	1	-	-	-	-	-
dont R&D	1	-	-	-	-	-
Services aux particuliers	-	-	3	-	-	-
Total général	14	10	10	16	100%	2%

* Part des investissements autrichiens dans le total des investissements de chaque fonction.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Machines et équipements mécaniques			1	3	19%	7%
Agroalimentaire, agriculture et pêche		1	3	2	13%	5%
BTP, matériaux de construction	4	1		2	13%	10%
Transport, stockage	1			2	13%	6%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier		1	1	2	13%	8%
Chimie, plasturgie	2		1	1	6%	3%
Energie, recyclage, autres services concédés <i>dont énergie renouvelable</i>	1	2	1	1	6%	1%
	1	2		1	6%	1%
Équipements électriques, électroniques, informatiques				1	6%	3%
Logiciels et prestations informatiques	1		1	1	6%	1%
Métaux, travail des métaux	1	2		1	6%	5%
Ameublement et équipement du foyer	1				-	-
Autres activités de services			1		-	-
Composants électroniques	1				-	-
Constructeurs automobiles et équipementiers	1				-	-
Hôtellerie, tourisme et restaurant			1		-	-
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires		1			-	-
Services financiers, bancaires et assurances	1				-	-
Textile, textile industriel, habillement et accessoires		2			-	-
Total général	14	10	10	16	100%	2%

* Part des investissements autrichiens dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2010, 19% des investissements autrichiens destinés à la France s'orientent dans le secteur machines et équipements mécaniques. 7% des investissements étrangers dans le secteur machines et équipements mécaniques relèvent des entreprises autrichiennes.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

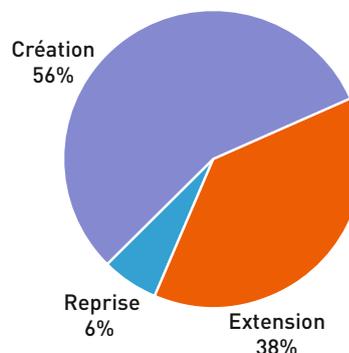
REGION D'ACCUEIL	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Alsace	2	2	1	4	25%	13%
Rhône-Alpes	1	3	3	4	25%	3%
Ile-de-France	5	1		3	19%	1%
Aquitaine		2		1	6%	3%
Bourgogne				1	6%	10%
Languedoc-Roussillon		1		1	6%	8%
Pays de la Loire	1			1	6%	5%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1		1	1	6%	2%
Bretagne			2		-	-
Centre	1				-	-
Franche-Comté	2				-	-
Lorraine			1		-	-
Midi-Pyrénées		1	1		-	-
Nord-Pas de Calais	1		1		-	-
Total général	14	10	10	16	100%	2%

* Part des investissements autrichiens dans le total des investissements dans chaque région.

Note : L'AFII n'a recensé aucun investissement autrichien créateur d'emploi sur la période 2007-2010 pour les régions Poitou-Charentes, Auvergne, Basse-Normandie, Haute-Normandie, Limousin, Champagne-Ardenne, Corse, Picardie et DOM-TOM.

Grille de lecture : en 2010, 25% des investissements autrichiens destinés à la France se sont localisés dans la région Alsace. Les investissements autrichiens représentent 13% des investissements étrangers créateurs d'emploi pour la région Alsace.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT (%)



Belgique

La France est le premier pays d'accueil des investissements belges créateurs d'emploi dirigés vers l'Europe, depuis plus d'une décennie. Le nombre de projets originaires de Belgique reste stable en 2010 par rapport aux années précédentes.

La présence belge en France

Plus de 3 600 entreprises belges sont présentes en France, où elles emploient plus de 203 000 personnes. En 2010, la Belgique est le huitième pays investisseur étranger en France, avec 30 projets qui vont créer ou maintenir 806 emplois.

La Belgique compte pour 4 % des projets ciblant la France en 2010 et 3 % des emplois créés ou maintenus par les entreprises étrangères.

Les investissements belges s'orientent principalement vers les activités de production (30 %) et les services aux

entreprises (27 %). La présence belge dans le secteur énergie-recyclage a fortement progressé en 2010 : 23 % des projets belges relèvent d'entreprises de ce secteur.

Place de la France en Europe pour l'investissement belge

En 2009, la France est le premier pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance de Belgique, recevant 40 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe (13 % vont vers l'Allemagne et 11 % vers l'Espagne).

Exemples de projets d'investissement en 2010

- **AGFA-GEVAERT NV** : le groupe belge a décidé l'extension de son centre de recherche en imagerie et information hospitalière situé à Artigues, dans la région Aquitaine. Ce projet devrait créer 45 emplois.
- **DELTA INDUSTRIE SERVICE** : l'entreprise, spécialisée dans le développement de solutions informatiques et électroniques embarquées destinées à la gestion de flottes, a souhaité consolider sa filiale française en réorganisant et en renforçant son activité de R&D sur le site de Saint-Hilaire-de-Brethmas, dans la région Languedoc-Roussillon. 10 emplois devraient être créés.
- **PROXIMEDIA** : ce spécialiste des services internet a annoncé l'ouverture d'une agence commerciale à Lyon, dans la région Rhône-Alpes. Cette agence, qui vise le marché du référencement internet pour les PME, devrait permettre la création de 13 emplois.

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :
30

Nombre d'emplois (AFII) :
806

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis¹) :
3 655

Nombre de salariés (Orbis) :
203 591

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

81,3 Mds€
4^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :

12

[1] Données extraites le 17/02/2011

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Production / Réalisation	18	17	12	9	30%	4%
Services aux entreprises	7	6	8	8	27%	5%
Centres de décision	2	4	3	4	13%	3%
Logistique	2	3	1	4	13%	11%
R&D, Ingénierie, Design dont R&D	1	1	1	4	13%	5%
	-	1	-	4	13%	8%
Services aux particuliers	1	1	2	1	3%	2%
Points de vente	-	-	3	-	-	-
Total général	31	32	30	30	100%	4%

* Part des investissements belges dans le total des investissements de chaque fonction.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Energie, recyclage, autres services concédés	1	2	2	7	23%	6%
<i>dont énergie renouvelable</i>	1	1		5	17%	6%
Logiciels et prestations informatiques	1	1	5	3	10%	4%
Transport, stockage	2	4	2	3	10%	9%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	2	3	5	2	7%	3%
Equipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux				2	7%	9%
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	1		2	7%	8%
Métaux, travail des métaux	3	3	3	2	7%	11%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	2	1	2	2	7%	8%
Agroalimentaire, agriculture et pêche	5	4	4	1	3%	2%
BTP, matériaux de construction			1	1	3%	5%
Constructeurs automobiles et équipementiers	1			1	3%	3%
Equipements électriques, électroniques, informatiques	1			1	3%	3%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	1		1	3%	5%
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet				1	3%	14%
Services financiers, bancaires et assurances	1	2		1	3%	6%
Ameublement et équipement de foyer	1				-	-
Autres activités de services		1	2		-	-
Chimie, plasturgie	2	8	1		-	-
Commerce et distribution	1		3		-	-
Machines et équipements mécaniques	4	1			-	-
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1				-	-
Parfums, cosmétiques	1				-	-
Total général	31	32	30	30	100%	4%

* Part des investissements belges dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2010, 23% des investissements belges destinés à la France s'orientent dans le secteur énergie-recyclage. 6% des investissements étrangers dans le secteur énergie-recyclage relèvent des entreprises belges.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

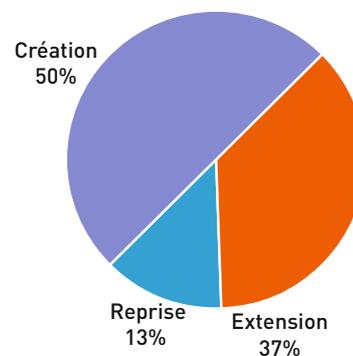
REGION D'ACCUEIL	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France	4	7	6	6	20%	2%
Rhône-Alpes	3	3	2	4	13%	3%
Haute-Normandie		1		3	10%	17%
Lorraine		2		3	10%	8%
Midi-Pyrénées	4	2	3	3	10%	7%
Nord-Pas de Calais	7	3	7	3	10%	9%
Basse-Normandie		1	1	2	7%	13%
Bourgogne	2	1		2	7%	20%
Champagne-Ardenne	4		1	2	7%	8%
Aquitaine	1		2	1	3%	3%
Languedoc-Roussillon	2	3		1	3%	8%
Auvergne			2		-	-
Bretagne		2	1		-	-
Centre	1	1			-	-
Franche-Comté		1	2		-	-
Pays de la Loire			2		-	-
Picardie	1	2	1		-	-
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2	3			-	-
Total général	31	32	30	30	100%	4%

* Part des investissements belges dans le total des investissements dans chaque région.

Note : L'AFII n'a recensé aucun investissement belge créateur d'emploi sur la période 2007-2010 pour les régions Limousin, Corse, Alsace, Poitou-Charentes et DOM-TOM.

Grille de lecture : en 2010, 20% des investissements belges destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements belges représentent 2% des investissements étrangers créateurs d'emploi pour la région Ile-de-France.

REPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT (%)



Brésil

Les entreprises brésiliennes renforcent leur présence en France.

La présence des investisseurs brésiliens en France

L'internationalisation des entreprises brésiliennes est relativement récente mais près d'une vingtaine d'entreprises brésiliennes sont déjà présentes en France, où elles emploient environ 460 salariés. Sept projets d'investissement brésiliens ont été recensés depuis 2003 et deux depuis 2008.

Exemples de projets d'investissement

- **ALPARTAGAS** : le fabricant brésilien de sandales en plastique se tourne vers le marché européen. Le groupe a élargi sa présence en Europe et a créé en 2008 une filiale française basée à Paris en Ile-de-France. La filiale devrait compter près de 10 collaborateurs dans les prochaines années.
- **BERACA SABARA QUIMICOS E INGREDIENTES** : l'entreprise a annoncé, en 2008, la création d'une filiale en Seine-Saint-Denis, en Ile-de-France, spécialisée dans la fourniture de solutions et de matières premières de haute qualité pour le traitement de l'eau, la nutrition animale, la santé et les cosmétiques. Le projet devrait permettre la création d'une dizaine d'emplois.

Place des investissements brésiliens en Europe

La présence brésilienne en Europe est encore limitée. En 2009, le Royaume-Uni a été destinataire de 75% des projets brésiliens en Europe.

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :
7 (2003-2010)

Nombre d'emplois (AFII) :
111 (2003-2010)

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis¹) :
30

Nombre de salariés (Orbis) :
460

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

0,59 Mds€
33^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :
33

(1) Données extraites le 17/02/2011

Canada

Le nombre des nouveaux investissements canadiens en France est en forte hausse en 2010.

La présence canadienne en France

Plus de 280 entreprises canadiennes sont présentes en France, où elles emploient plus de 30 000 personnes. En 2010, le nombre des nouveaux projets d'investissement canadiens a fortement progressé (+65%). Le Canada gagne ainsi une place et devient le 12^e pays investisseur en France, avec 28 projets, qui vont créer ou maintenir 1 133 emplois.

Cette dynamique résulte d'une forte croissance des investissements dans les activités de production, qui représentent 32 % des implantations canadiennes. Viennent ensuite les centres de décisions (21%) et les services aux entreprises (18%). Les entreprises canadiennes relevant du

secteur médicaments et biotechnologies appliquées réalisent 13 % de l'ensemble des investissements étrangers dans ce secteur en 2010.

A noter une très forte concentration des implantations dans la région Rhône-Alpes (39%) et l'Ile-de-France (29%).

Place de la France en Europe pour l'investissement canadien

En 2009, la France est, avec 19 %, des projets, le deuxième pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance du Canada, derrière le Royaume-Uni, première destination des investissements canadiens accueillant 32 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe.

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :
28

Nombre d'emplois (AFII) :
1 133

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis) :
280

Nombre de salariés (Orbis) :
30 000

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

4,8 Mds€
13^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :
62

(1) Données extraites le 17/02/2011

Exemples de projets d'investissement 2010

- **WESTPORT INNOVATION** : la société, basée à Vancouver, est spécialisée dans les technologies à carburant de remplacement peu polluantes, comme le gaz naturel comprimé (GNC) et le gaz naturel liquéfié (GNL). La localisation du siège européen à Lyon, en région Rhône-Alpes, marque la volonté de développement et d'ancrage en France de l'entreprise.
- **MAGNA INTERNATIONAL** : l'équipementier automobile canadien a annoncé un investissement de 18 millions d'euros sur son site d'Henriville, en Lorraine, qui produit des pièces embouties et ferrées pour châssis automobile. 75 emplois devraient être créés.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Production / Réalisation	3	4	1	9	32%	4%
Centres de décision	2	7	6	6	21%	4%
Services aux entreprises	7	6	7	5	18%	3%
R&D, Ingénierie, Design dont R&D	2 1	1 1	3 3	4 4	14% 14%	5% 8%
QG Monde / Europe	-	-	-	3	11%	8%
Logistique	-	-	-	1	4%	3%
Total général	14	18	17	28	100%	4%

* Part des investissements canadiens dans le total des investissements de chaque fonction.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Logiciels et prestations informatiques	2	4	5	5	18%	7%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	1	3	3	11%	5%
Energie, recyclage, autres services concédés	2			3	11%	3%
Équipements électriques, électroniques, informatiques		1		3	11%	9%
Médicaments et biotechnologies appliquées		1	1	3	11%	13%
Chimie, plasturgie				2	7%	5%
Constructeurs automobiles et équipementiers	2			2	7%	6%
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux				2	7%	9%
Autres activités de services	1	2		1	4%	6%
Électronique grand public	2			1	4%	9%
Machines et équipements mécaniques		1	1	1	4%	2%
Métaux, travail des métaux		1	1	1	4%	5%
Services financiers, bancaires et assurances				1	4%	6%
Agroalimentaire, agriculture et pêche	1		1		-	-
BTP, matériaux de construction		2			-	-
Commerce et distribution	1				-	-
Composants électroniques			1		-	-
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1		1		-	-
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	3	1		-	-
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet		1			-	-
Textile, textile industriel, habillement et accessoires			1		-	-
Transport, stockage		1	1		-	-
Total général	14	18	17	28	100%	4%

* Part des investissements canadiens dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2010, 18% des investissements canadiens destinés à la France s'orientent dans le secteur logiciels et prestations informatiques. 7% des investissements étrangers dans le secteur logiciels et prestations informatiques relèvent des entreprises canadiennes.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL.

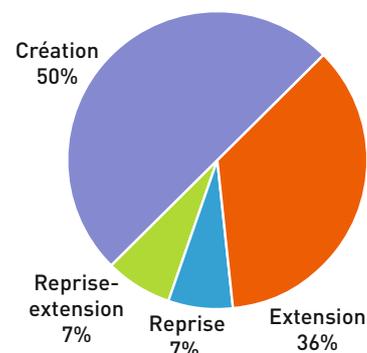
REGION D'ACCUEIL	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Rhône-Alpes	1	6	5	11	39%	8%
Ile-de-France	4	2	6	8	29%	3%
Aquitaine			2	1	4%	3%
Bourgogne				1	4%	10%
Bretagne		1		1	4%	6%
Champagne-Ardenne	1	1		1	4%	4%
DOM-TOM		1	1	1	4%	50%
Haute-Normandie	2			1	4%	6%
Lorraine				1	4%	3%
Poitou-Charentes				1	4%	20%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	3	1	1	4%	2%
Basse-Normandie	1				-	-
Franche-Comté		1			-	-
Midi-Pyrénées	1	2	1		-	-
Nord-Pas de Calais	2	1	1		-	-
Pays de la Loire	1				-	-
Total général	14	18	17	28	100%	4%

* Part des investissements canadiens dans le total des investissements dans chaque région.

Note : L'AFII n'a recensé aucun investissement canadien créateur d'emploi sur la période 2007-2010 pour les régions Auvergne, Alsace, Centre, Languedoc-Roussillon, Picardie, Limousin et Corse.

Grille de lecture : en 2010, 39% des investissements allemands destinés à la France se sont localisés dans la région Rhône-Alpes. Les investissements canadiens représentent 8% des investissements étrangers créateurs d'emploi pour la région Rhône-Alpes.

REPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT (%)



Chine

La Chine devient un acteur dynamique de l'investissement international. En France, la croissance du nombre des projets d'investissement créateurs d'emploi d'origine chinoise a été de +60 % en 2010. 30 (5) projets ont été recensés.

La présence des entreprises de Chine continentale en France

80 entreprises de Chine continentale sont implantées en France, où elles emploient plus de 5 000 personnes.

En 2010, 30 projets d'investissement créateurs d'emploi ont été annoncés, contre 18 en 2009, qui vont générer 537 emplois en France.

La Chine se positionne ainsi au neuvième rang des investisseurs étrangers en France.

Les entreprises chinoises privilégient les activités de centres de décision (30 %) et de quartiers généraux (30 %). Elles sont à l'origine de près d'un quart de l'ensemble des investissements réalisés en 2010 dans la fonction « quartiers généraux ». 77 % des investissements correspondent à des créations.

Exemples de projets d'investissement en 2010

- **WEICHAÏ POWER** : Weichai, le plus gros fabricant chinois de moteurs diesels et de boîtes de vitesse pour camions, a repris l'équipementier Famer Paca basé à Cassis dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. L'entreprise a également décidé de créer un centre de recherche et développement. Le projet devrait permettre le maintien de 40 emplois et la création de 50 autres.
- **TAI PING CARPETS INTL LTD** : l'entreprise originaire de Hong Kong a repris en 2010 la Manufacture de tapis de Cogolin. Cet investissement a permis le maintien d'une douzaine de salariés et la création de trois emplois.

Place de la France en Europe pour l'investissement chinois

En 2009, la France est le troisième pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance de la Chine, recevant 9 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe. L'Allemagne est, avec 43 % des projets, le premier pays d'accueil des investissements chinois en Europe, suivi par le Royaume-Uni (19 %).

La présence des entreprises de Hong Kong

En 2010, cinq nouveaux projets d'investissement permettant la création de 90 emplois ont été annoncés. Cinq filiales de groupes en provenance de Hong Kong emploient en France près de 4 000 personnes. Les entreprises hongkongaises privilégient la création de quartiers généraux.

EN FLUX*

Nombre de projets (AFII) :

30 (5)

Nombre d'emplois (AFII) :

537 (90)

EN STOCK*

Nombre d'implantations en France (Orbis) :

80 (51)

Nombre de salariés (Orbis) :

5 000 (4 000)

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

0,37 Mds€ (1,72 Mds€)

38^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :

113 (49)

*Le nombre de projets d'investissement en provenance de Hong Kong figure entre parenthèses.

(1) Données extraites le 17/02/2011

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centres de décision	2	3 (2)	4 (1)	9	30%	6%
QG Monde / Europe			1	9 (3)	30%	23%
Services aux entreprises	(3)	3 (1)	3 (1)	6	20%	4%
Production / Réalisation	9 (1)	4 (1)	7 (1)	3 (1)	10%	1%
R&D, Ingénierie, Design dont R&D	2 (2) 2 (1)		2**	2 (1) 2 (1)	7% 7%	3% 4%
Services aux particuliers		(1)		1	3%	2%
Logistique	3 (1)	1 (1)	(1)		-	-
Points de vente	(1)		1		-	-
Total général	16 (8)	11 (6)	18 (4)	30 (5)	100%	4%

Le nombre de projets d'investissement en provenance de Hong Kong figure entre parenthèses.

*Part des investissements chinois dans le total des investissements de chaque fonction.

** Un projet comptabilisé ici en R&D correspond en fait à une localisation conjointe d'un centre de R&D et du QG monde de l'entreprise.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Energie, recyclage, autres services concédés		2	3	5	17%	4%
<i>dont énergie renouvelable</i>		1	3	4	13%	4%
Agroalimentaire, agriculture et pêche				4	13%	10%
Parfums, cosmétiques			1	4	13%	40%
Équipements électriques, électroniques, informatiques	3 (1)		1	3	10%	9%
Ameublement et équipement du foyer	(1)		(1)	2 (1)	7%	18%
Machines et équipements mécaniques	2	1	3	2	7%	5%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires				2	7%	10%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	(1)	1 (1)	1	2 (1)	7%	4%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier		(1)	4	2	7%	8%
Autres activités de services				1	3%	6%
BTP, matériaux de construction				1	3%	5%
Chimie, plasturgie	6	1		1	3%	3%
Transport, stockage	2 (1)	2 (1)	(2)	1	3%	3%
Commerce et distribution			1		-	-
Constructeurs automobiles et équipementiers	1 (1)	(1)	1	(1)	-	-
Électronique grand public		2			-	-
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux			1		-	-
Métaux, travail des métaux	2 (1)	1			-	-
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet			2		-	-
Services financiers, bancaires et assurances			1	(1)	-	-
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises		(1)	(1)			
Hôtellerie, tourisme et restaurant	(1)	(1)				
Composants électroniques	(1)					
Total général	16 (8)	11 (6)	18 (4)	30 (5)	100%	4%

Le nombre de projets d'investissement en provenance de Hong Kong figure entre parenthèses.

* Part des investissements chinois dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2010, 17% des investissements chinois destinés à la France s'orientent dans le secteur énergie-recyclage. 4% des investissements étrangers dans le secteur énergie-recyclage relèvent des entreprises chinoises.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France	2 (5)	5 (3)	9 (2)	22 (4)	73%	9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	(1)	(1)	1	4 (1)	13%	8%
Rhône-Alpes	8 (1)	2	2	4	13%	3%
Alsace			1		-	-
Auvergne	1		1		-	-
Basse-Normandie		1 (1)	1		-	-
Bourgogne	1	1			-	-
Bretagne	1	(1)			-	-
Centre		1	1		-	-
Champagne-Ardenne	(1)		1		-	-
Haute-Normandie	1	1			-	-
Languedoc-Roussillon	1		(1)		-	-
Pays de la Loire			1		-	-
Picardie	1				-	-
Nord-Pas de Calais			(1)		-	-
Total général	16 (8)	11 (6)	18 (4)	30 (5)	100%	4%

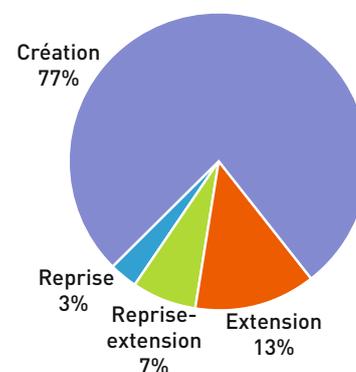
Le nombre de projets d'investissement en provenance de Hong Kong figure entre parenthèses.

* Part des investissements chinois dans le total des investissements dans chaque région.

Note : L'AFII n'a recensé aucun investissement chinois créateur d'emploi sur la période 2007-2010 pour les régions Franche-Comté, Limousin, Poitou-Charentes, Aquitaine, Corse, Lorraine, Midi-Pyrénées et DOM-TOM.

Grille de lecture : en 2010, 73% des investissements chinois destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements chinois représentent 9% des investissements étrangers créateurs d'emploi pour la région Ile-de-France.

REPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT (%)



Corée du Sud

Le nombre des investissements coréens en France reste, en dépit des succès économiques et du potentiel technologique de ce partenaire, encore limité.

La présence sud-coréenne en France

Près d'une trentaine d'entreprises coréennes sont présentes en France, où elles emploient plus de 1 000 salariés. En 2010, l'AFII recense quatre projets d'investissement en provenance de Corée du Sud, qui permettront le maintien ou la création d'une centaine d'emplois.

La moitié des projets d'investissement coréens concernent des activités de recherche et développement. À noter une forte concentration des implantations dans la région Ile-de-France.

Exemples de projets d'investissement en 2010

- **ESSEX-IVA** : cette filiale du groupe coréen LS Cable, « leader » mondial dans la conception, la fabrication et la fourniture de fils et de câbles électriques, vient de créer un centre technique de l'émaillage à Meyzieu, en Rhône-Alpes. Une dizaine d'emplois devraient être créés.
- **NAMYEUNG VIVIEN CORPORATION** : l'entreprise coréenne a racheté la société de lingerie féminine française Barbara. Cette opération a permis le maintien de 57 salariés à Arcueil, en Ile-de-France.

Place de la France en Europe pour l'investissement sud-coréen

En 2009, la France est le deuxième pays d'accueil des investissements coréens créateurs d'emploi, avec le Royaume-Uni, recevant 17 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe, derrière l'Allemagne (21 %), premier pays d'accueil.

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :

4

Nombre d'emplois (AFII) :

92

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis) :

29

Nombre de salariés (Orbis) :

1 084

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

0,32 Mds€
41^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :

51

(1) Données extraites le 17/02/2011

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
R&D, Ingénierie, Design <i>dont R&D</i>				2 2	50% 50%	3% 4%
Services aux entreprises	2	1	1	1	25%	1%
Services aux particuliers			1	1	25%	2%
Centres de décision		1	1		-	-
Production / Réalisation		1			-	-
Total général	2	3	3	4	100%	1%

* Part des investissements sud-coréens dans le total des investissements de chaque fonction.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Chimie, plasturgie				1	25%	3%
Electronique grand public		1		1	25%	9%
Equipements électriques, électroniques, informatiques	1			1	25%	3%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires				1	25%	2%
BTP, matériaux de construction	1		1		-	-
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises			1		-	-
Equipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux		1	1		-	-
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires		1			-	-
Total général	2	3	3	4	100%	1%

* Part des investissements sud-coréens dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2010, 25% des investissements sud-coréens destinés à la France s'orientent dans le secteur chimie-plasturgie. 3% des investissements étrangers dans le secteur chimie-plasturgie relèvent des entreprises sud-coréennes.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

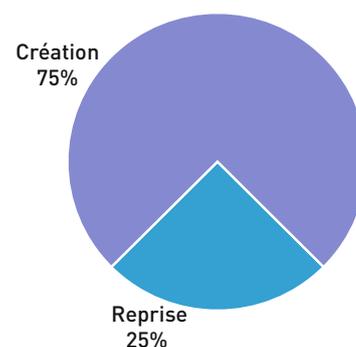
REGION D'ACCUEIL	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France		1	2	3	75%	1%
Rhône-Alpes	1		1	1	25%	1%
Bretagne		1			-	-
Midi-Pyrénées		1			-	-
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1				-	-
Total général	2	3	3	4	100%	1%

* Part des investissements sud-coréens dans le total des investissements dans chaque région.

Note : L'AFII n'a recensé aucun investissement sud-coréen créateur d'emploi sur la période 2007-2010 pour les régions Aquitaine, Auvergne, Alsace, Basse-Normandie, Bourgogne, Centre, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Haute-Normandie, Languedoc-Roussillon, Limousin, Lorraine, Nord-Pas de Calais, Pays de la Loire, Picardie, Poitou-Charentes, Corse et DOM-TOM.

Grille de lecture : en 2010, 75% des investissements sud-coréens destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements sud-coréens représentent 1% des investissements étrangers créateurs d'emploi pour la région Ile-de-France.

REPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT (%)



Danemark

La France est un des premiers pays d'accueil des investissements danois en Europe. Plus de 570 entreprises danoises sont implantées en France, employant plus de 60 000 personnes.

La présence danoise en France

Plus de 570 entreprises danoises sont présentes en France, où elles emploient plus de 60 000 salariés. Le nombre de projets d'investissement danois a diminué, passant de 18 projets en 2009 à 11 en 2010. Le Danemark se place au 15^e rang des pays investisseurs en France.

Les investissements des entreprises danoises privilégient les activités de production (55 %). La présence danoise est diversifiée tant en termes de secteurs d'activité de

l'entreprise qu'en termes de répartition géographique des investissements.

Place de la France en Europe pour l'investissement danois

En 2009, la France est le troisième pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance du Danemark, accueillant 12 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe. Le Royaume-Uni est le premier pays d'accueil (28 %), suivi par l'Allemagne (13 %).

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :

11

Nombre d'emplois (AFII) :

210

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis) :

578

Nombre de salariés (Orbis) :

60 335

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

73,2 Mds€
6^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :

49

(1) Données extraites le 17/02/2011

Exemples de projets d'investissement en 2010

- **LEO PHARMACEUTICAL PRODUCTS** : le groupe pharmaceutique danois Leo Pharma est spécialisé dans la dermatologie et les soins critiques. Fort de son développement en Europe et en France, le groupe a décidé de développer les capacités de production de son site français situé à Vernouillet, dans la région Centre. Il doit investir, dans un premier temps, dans la construction d'un nouveau bâtiment de 2 000 m² et la reconfiguration de ses locaux. Le site sera doté d'une troisième ligne de conditionnement. Cet investissement permettra l'embauche d'une cinquantaine de salariés.
- **ALK ABELLO** : spécialisée dans la désensibilisation allergique, la société danoise a décidé l'extension de son site de Vandeuil, en Champagne-Ardenne. L'objectif est de faire de Vandeuil un pôle européen de production pour les traitements sublinguaux. La création de 15 emplois est prévue sur le site.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Production / Réalisation	2	1	3	6	55%	3%
Centres de décision	1	1	3	2	18%	1%
Points de vente			7	1	9%	3%
Services aux entreprises	2	2	1	1	9%	1%
Services aux particuliers				1	9%	2%
Logistique			2		-	-
R&D, Ingénierie, Design dont R&D	1 1		2 2		- -	- -
Total général	6	4	18	11	100%	1%

* Part des investissements danois dans le total des investissements de chaque fonction.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Agroalimentaire, agriculture et pêche	1		1	3	27%	7%
Energie, recyclage, autres services concédés <i>dont énergie renouvelable</i>			3	3	27%	3%
Médicaments et biotechnologies appliquées			2	2	18%	8%
Ameublement et équipement du foyer	1		7	1	9%	9%
Hôtellerie, tourisme et restaurant				1	9%	5%
Machines et équipements mécaniques	1			1	9%	2%
Chimie, plasturgie		1	1		-	-
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises		1			-	-
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux				2	-	-
Logiciels et prestations informatiques	1	2	1		-	-
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	2				-	-
Transport, stockage				1	-	-
Total général	6	4	18	11	100%	1%

* Part des investissements danois dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2010, 27% des investissements danois destinés à la France s'orientent dans le secteur agroalimentaire, agriculture et pêche. 7% des investissements étrangers dans le secteur agroalimentaire, agriculture et pêche relèvent des entreprises danoises.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

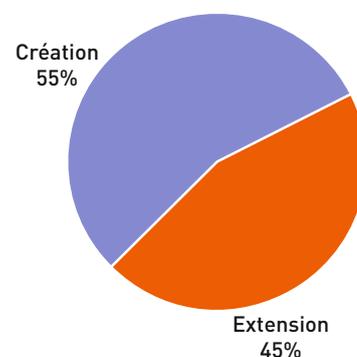
REGION D'ACCUEIL	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre				3	27%	15%
Champagne-Ardenne			1	2	18%	8%
Nord-Pas de Calais	1		6	2	18%	6%
Basse-Normandie				1	9%	7%
Pays de la Loire	1		1	1	9%	5%
Picardie				1	9%	8%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1		2	1	9%	2%
Alsace			1		-	-
Auvergne	1				-	-
Ile-de-France		2	5		-	-
Lorraine	1		1		-	-
Midi-Pyrénées		1	1		-	-
Poitou-Charentes	1				-	-
Rhône-Alpes		1			-	-
Total général	6	4	18	11	100%	1%

* Part des investissements danois dans le total des investissements dans chaque région.

Note : L'AFII n'a recensé aucun investissement danois créateur d'emploi sur la période 2007-2010 pour les régions Limousin, Aquitaine, Bretagne, Bourgogne, Franche-Comté, Haute-Normandie, Languedoc-Roussillon, Corse et DOM-TOM.

Grille de lecture : en 2010, 27% des investissements danois destinés à la France se sont localisés dans la région Centre. Les investissements danois représentent 15% des investissements étrangers créateurs d'emploi pour la région Centre.

REPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT (%)



Espagne

Avec 45 nouveaux projets en 2010 contre 42 en 2009, la dynamique des investissements physiques espagnols à destination de la France s'est renforcée.

L'Espagne est, en 2010, le cinquième pays investisseur en France.

La présence espagnole en France

Plus de 1 600 sociétés à capitaux espagnols sont implantées sur le territoire national, employant plus de 75 500 personnes. Les investissements espagnols à destination de la France sont en forte croissance depuis 2007 : 45 projets en 2010 (soit 6 % des projets en 2010) permettant la création ou le maintien de 1 356 emplois (contre 29 projets en 2007).

Les entreprises espagnoles privilégient les centres de décision (29 %) et les activités de production (22 %). A noter que 20 % des implantations de points de vente en France sont originaires des investissements espagnols.

Les entreprises espagnoles sont particulièrement dynamiques dans le secteur énergie, recyclage : elles sont à l'origine de 24 % des projets dans ce secteur. Par ailleurs, elles privilégient les opérations de création, qui représentent les trois-quarts de l'ensemble des projets.

Place de la France en Europe pour l'investissement espagnol

La France est, en 2009, le premier pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance d'Espagne, accueillant 25 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe (20 % vont vers le Royaume-Uni, 9 % vers l'Allemagne).

Exemples de projets d'investissement en 2010

- **CT INGENIEROS** : la société espagnole est un des principaux fournisseurs en ingénierie du groupe EADS. La France est devenue un des pays de développement international de l'entreprise, qui a décidé de renforcer les effectifs de sa filiale à Blagnac, en Midi-Pyrénées. 75 emplois supplémentaires.
- **GESTAMP AUTOMOCION** : l'équipementier espagnol Gestamp va engager un investissement sur le site de Briey en Lorraine, qu'il a repris à l'allemand Edscha en difficulté depuis 2009. Ce programme, qui pérennise les 136 emplois actuels, vise à diversifier les activités du site qui fabrique des charnières de portières et de toits ouvrants, et des pédales de freinage. Le groupe a également repris les activités de R&D de l'entreprise situées en Ile-de-France. Les 25 emplois du centre de R&D seront maintenus.

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :

45

Nombre d'emplois (AFII) :

1 356

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis) :

1 698

Nombre de salariés (Orbis) :

75 572

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

25,7 Mds€

8^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :

29

(1) Données extraites le 17/02/2011

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centres de décision	1	7	3	13	29%	8%
Production / Réalisation	12	10	9	10	22%	4%
Points de vente	0	13	17	7	16%	20%
R&D, Ingénierie, Design	2	-	1	4	9%	5%
dont R&D	1	-	1	1	2%	2%
Services aux entreprises	11	8	7	4	9%	2%
Logistique	3	3	1	3	7%	8%
Services aux particuliers	-	1	3	3	7%	7%
QG Monde / Europe	-	-	1	1	2%	3%
Total général	29	42	42	45	100%	6%

* Part des investissements espagnols dans le total des investissements de chaque fonction.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Energie, recyclage, autres services concédés	3	6	12	11	24%	10%
<i>dont énergie renouvelable</i>	1	3	12	9	20%	10%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires		12	17	8	18%	16%
Constructeurs automobiles et équipementiers	4	1	2	4	9%	11%
BTP, matériaux de construction		2		2	4%	10%
Chimie, plasturgie		4	1	2	4%	5%
Commerce et distribution		1		2	4%	9%
Équipements électriques, électroniques, informatiques	2	2	1	2	4%	6%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	2	1	2	4%	10%
Logiciels et prestations informatiques	2	1		2	4%	3%
Transport, stockage	3		1	2	4%	6%
Agroalimentaire, agriculture et pêche	1	1	1	1	2%	2%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	5	1	1	1	2%	2%
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux			1	1	2%	5%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires				1	2%	5%
Métaux, travail des métaux	2	2	1	1	2%	5%
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet		1		1	2%	14%
Services financiers, bancaires et assurances		1	1	1	2%	6%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	3	2		1	2%	4%
Ameublement et équipement du foyer					-	-
Autres activités de services		2	2		-	-
Électronique grand public					-	-
Machines et équipements mécaniques	1	1			-	-
Parfums, cosmétiques	2				-	-
Total général	29	42	42	45	100%	6%

* Part des investissements espagnols dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2010, 24% des investissements espagnols destinés à la France s'orientent dans le secteur énergie-recyclage. 10% des investissements étrangers dans le secteur énergie-recyclage relèvent des entreprises espagnoles.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

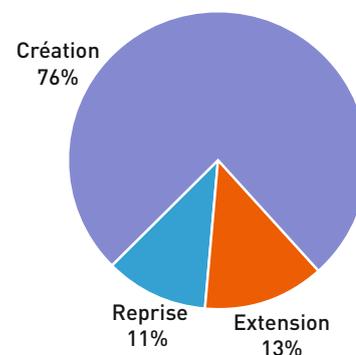
REGION D'ACCUEIL	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France	5	8	8	12	27%	5%
Midi-Pyrénées	5	5	9	9	20%	21%
Provence-Alpes-Côte d'Azur		4	4	5	11%	10%
Rhône-Alpes	5	4	6	4	9%	3%
Aquitaine	3	7	1	3	7%	10%
Lorraine	3	2	3	3	7%	8%
Nord-Pas de Calais		2	1	2	4%	6%
Pays de la Loire			1	2	4%	9%
Alsace	1	1		1	2%	3%
Champagne-Ardenne		1		1	2%	4%
Franche-Comté	1		1	1	2%	17%
Haute-Normandie		2		1	2%	6%
Picardie	2			1	2%	8%
Auvergne		1	1		-	-
Basse-Normandie	1				-	-
Bretagne			1		-	-
Centre	1	1	1		-	-
DOM-TOM		2			-	-
Languedoc-Roussillon	2	2	5		-	-
Poitou-Charentes					-	-
Total général	29	42	42	45	100%	6%

* Part des investissements espagnols dans le total des investissements dans chaque région.

Note : L'AFII n'a recensé aucun investissement espagnol créateur d'emploi sur la période 2007-2010 pour les régions Limousin, Bourgogne et Corse.

Grille de lecture : en 2010, 27% des investissements espagnols destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements espagnols représentent 5% des investissements étrangers créateurs d'emploi pour la région Ile-de-France.

REPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT (%)



Etats-Unis

A l'origine de 139 opérations d'investissement en France en 2010, les entreprises américaines assurent 18% des projets, et 20% des emplois créés ou maintenus par les entreprises étrangères.

La présence américaine en France

Avec 139 nouveaux projets d'investissement et la création de 6 456 emplois en 2010, les Etats-Unis se maintiennent au deuxième rang des pays investisseurs en France.

Les investissements des entreprises américaines privilégient les activités de centres de décision (22%) les services aux entreprises (19%) et celles de production (17%).

La présence américaine dans le secteur des logiciels et prestations informatiques est en forte croissance : 35 % des investis-

sements réalisés par les entreprises étrangères de ce secteur sont américains.

Place de la France en Europe pour l'investissement américain

En 2009, la France était le deuxième pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance des Etats-Unis, recevant 15% des projets de ce pays dirigés vers l'Europe, derrière le Royaume-Uni (principal pays d'accueil, avec 33 % des projets).

Exemples de projets d'investissement 2010

- **TRW AUTOCRUISE** : filiale de l'équipementier automobile TRW spécialisé dans le domaine de l'électronique embarquée et des applications radars, TRW Autocruise développe la capacité en ingénierie de son site de Plouzane, en Bretagne. Cette extension devrait permettre le recrutement d'une quinzaine de personnes.
- **TRADINGSCREEN** : l'entreprise, spécialisée dans les logiciels financiers pour transactions électroniques, a annoncé la création à Paris d'une filiale dédiée à l'exploitation d'une plateforme obligataire. Ce projet devrait permettre la création de 10 emplois.
- **STERIS CORPORATION** : la multinationale américaine Steris, spécialisée dans le domaine des équipements médico-chirurgicaux, a choisi la Gironde pour installer son pôle « Santé européenne » et regrouper toutes ses activités sur un seul site. Le site du Haillan, en Aquitaine, abritera le siège européen du groupe, ainsi que les activités de conception, de recherche et développement et d'assemblage des tables d'opération et des laveurs. L'entreprise devrait ainsi créer plus d'une centaine d'emplois.

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :

139

Nombre d'emplois (AFII) :

6 636

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis) :

4 203

Nombre de salariés (Orbis) :

768 695

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

74,4 Mds€
5^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :

536

(1) Données extraites le 17/02/2011

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centres de décision	10	33	19	30	22%	19%
Services aux entreprises	61	35	15	27	19%	17%
Production / Réalisation	35	30	36	24	17%	10%
R&D, Ingénierie, Design dont R&D	12 9	7 6	17 14**	18 15	13% 11%	25% 29%
Services aux particuliers	7	8	10	14	10%	33%
QG Monde / Europe	1	1	2	9	6%	23%
Points de vente	1	3	4	9	6%	26%
Logistique	6	4	4	8	6%	22%
Total général	133	121	107	139	100%	18%

* Part des investissements américains dans le total des investissements de chaque fonction.

** Un projet comptabilisé ici en R&D correspond en fait à une localisation conjointe d'un centre de R&D et du QG monde de l'entreprise.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Logiciels et prestations informatiques	26	19	10	24	17%	35%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	18	25	5	11	8%	17%
Commerce et distribution	1	1		10	7%	43%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires		2	2	10	7%	20%
Constructeurs automobiles et équipementiers	3	2	3	9	6%	25%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	5	12	11	9	6%	45%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	3	3	5	7	5%	17%
Équipements électriques, électroniques, informatiques	2	6	6	7	5%	20%
Autres activités de services	7	1		6	4%	35%
Composants électroniques	2	1	8	6	4%	38%
Energie, recyclage, autres services concédés <i>dont énergie renouvelable</i>	2	4	7	6	4%	5%
		3	3	3	2%	3%
Transport, stockage	3	2	2	5	4%	14%
Médicaments et biotechnologies appliquées	8	8	7	4	3%	17%
Services financiers, bancaires et assurances	11	4	6	4	3%	25%
Electronique grand public	2		1	3	2%	27%
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	4	3	4	3	2%	14%
Machines et équipements mécaniques	9	5	7	3	2%	7%
Parfums, cosmétiques	3	1	2	3	2%	30%
Ameublement et équipement du foyer	1	3	1	2	1%	18%
Chimie, plasturgie	10	6	4	2	1%	5%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	3		8	2	1%	8%
BTP, matériaux de construction	3			1	1%	5%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	2	7	5	1	1%	5%
Métaux, travail des métaux	4	5	3	1	1%	5%
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	1	1			-	-
Total général	133	121	107	139	100%	18%

* Part des investissements américains dans le total des investissements de chaque secteur de l'entreprise.

Grille de lecture : en 2010, 17% des investissements américains destinés à la France s'orientent dans le secteur logiciels et prestations informatiques. 35% des investissements étrangers dans le secteur logiciels et prestations informatiques relèvent des entreprises américaines.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

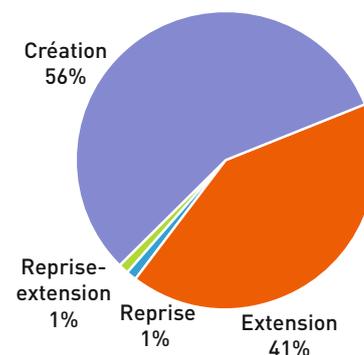
REGION D'ACCUEIL	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France	59	55	38	60	43%	25%
Rhône-Alpes	16	18	18	26	19%	19%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5	5	12	8	6%	15%
Aquitaine	4	1	5	6	4%	19%
Bretagne			1	4	3%	25%
Midi-Pyrénées	17	13	11	4	3%	9%
Nord-Pas de Calais	4	2	4	4	3%	12%
Pays de la Loire	6	2	3	4	3%	18%
Basse-Normandie	2	3	1	3	2%	20%
Champagne-Ardenne	1	1	1	3	2%	12%
Haute-Normandie	1	6	1	3	2%	17%
Languedoc-Roussillon	4	1	2	3	2%	23%
Alsace	3	6	2	2	1%	7%
Franche-Comté	1			2	1%	33%
Limousin				2	1%	67%
Bourgogne	3		2	1	1%	10%
Centre	4	5	1	1	1%	5%
DOM-TOM				1	1%	50%
Lorraine	1	1	1	1	1%	3%
Picardie	1	2	1	1	1%	8%
Auvergne			2		-	-
Poitou-Charentes	1		1		-	-
Total général	133	121	107	139	100%	18%

* Part des investissements américains dans le total des investissements dans chaque région.

Note : LAFII n'a recensé aucun investissement américain créateur d'emploi sur la période 2007-2010 en Corse.

Grille de lecture : en 2010, 43% des investissements américains destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements américains représentent 25% des investissements étrangers créateurs d'emploi pour la région Ile-de-France.

REPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT (%)



Inde

Les projets d'investissement indiens en France ne fléchissent pas en 2010. Troisième pays d'accueil en Europe des investisseurs indiens en 2009, la France compte aujourd'hui plus de 80 entreprises d'origine indienne sur son sol, employant plus de 8 000 personnes.

La présence indienne en France

81 entreprises indiennes sont implantées sur le territoire français, où elles emploient plus de 8 000 personnes. Le nombre de projets d'investissement créateurs d'emploi progresse en 2010 : 12 projets vont générer 1 130 emplois. En 2010, l'Inde est le 14^e investisseur étranger en France en nombre de projets.

Les investissements des entreprises indiennes privilégient les activités de production (33 %) et les services aux entreprises (33 %).

Le tiers des projets d'investissement indien sont réalisés par des entreprises relevant

du secteur logiciels et prestations informatiques. Les entreprises indiennes privilégient les extensions (50 %) et les reprises de sites en difficulté (33 %).

Place de la France en Europe pour l'investissement indien

En 2009, la France est le troisième pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance d'Inde. Elle reçoit 12 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe.

Les premiers pays d'accueil des investissements indiens sont le Royaume-Uni (55 %) et l'Allemagne (13 %).

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :

12

Nombre d'emplois (AFII) :

1 130

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis) :

81

Nombre de salariés (Orbis) :

8 000

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

0,32 Mds€
40^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :

56

(1) Données extraites le 17/02/2011

Exemples de projets d'investissement en 2010

- **BILTUBE INDUSTRIES** : cette société indienne, spécialisée dans le secteur du carton de qualité principalement destiné à l'industrie pharmaceutique et au secteur du textile, a repris les Cartonneries du Crouzet, situées à Saint-Didier-en-Velay, en Auvergne. 37 emplois maintenus sur le site.
- **INFOSYS TECHNOLOGIES** : acteur important dans le conseil et les services informatiques, l'entreprise vient d'emménager dans de nouveaux locaux à La Défense et souhaite développer son activité en Île-de-France. Une quarantaine de personnes, principalement des ingénieurs, devraient être recrutées.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Production / Réalisation	3	1	3	4	33%	2%
Services aux entreprises	2	4	3	4	33%	2%
Centres de décision	1	5		2	17%	1%
R&D, Ingénierie, Design dont R&D	1		2 2	1	8% -	1% -
Services aux particuliers				1	8%	2%
QG Monde / Europe			1		-	-
Logistique			1		-	-
Total général	7	10	10	12	100%	2%

* Part des investissements indiens dans le total des investissements de chaque fonction.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Logiciels et prestations informatiques	1	4	2	4	33%	6%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	3	2	2	17%	3%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires			1	2	17%	10%
Constructeurs automobiles et équipementiers				1	8%	3%
Hôtellerie, tourisme et restaurant				1	8%	5%
Machines et équipements mécaniques				1	8%	2%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier				1	8%	4%
Autres activités de services	1		1		-	-
Energie, recyclage, autres services concédés			1		-	-
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1		2		-	-
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	1			-	-
Métaux, travail des métaux	1				-	-
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	1				-	-
Parfums, cosmétiques		1			-	-
Transport, stockage		1	1		-	-
Total général	7	10	10	12	100%	2%

* Part des investissements indiens dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2010, 33% des investissements indiens destinés à la France s'orientent dans le secteur logiciels et prestations informatiques. 6% des investissements étrangers dans le secteur logiciels et prestations informatiques relèvent des entreprises indiennes.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

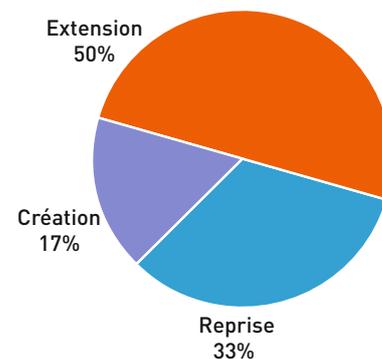
REGION D'ACCUEIL	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France	2	7	6	5	42%	2%
Midi-Pyrénées	1	1	1	2	17%	5%
Auvergne				1	8%	14%
Bretagne		1		1	8%	6%
Centre		1		1	8%	5%
Nord-Pas de Calais	2			1	8%	3%
Rhône-Alpes	1			1	8%	1%
Alsace	1				-	-
Champagne-Ardenne			1		-	-
Haute-Normandie			1		-	-
Provence-Alpes-Côte d'Azur			1		-	-
Total général	7	10	10	12	100%	2%

* Part des investissements indiens dans le total des investissements dans chaque région.

Note : L'AFII n'a recensé aucun investissement indien créateur d'emploi sur la période 2007-2010 pour les régions Limousin, Aquitaine, Basse-Normandie, Pays de la Loire, Bourgogne, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Lorraine, Picardie, Poitou-Charentes, Corse et DOM-TOM.

Grille de lecture : en 2010, 42% des investissements indiens destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements indiens représentent 2% des investissements étrangers créateurs d'emploi pour la région Ile-de-France.

REPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT (%)



Italie

Les projets d'investissement italiens créateurs d'emploi en France ont fortement progressé depuis 2007. Avec 54 nouveaux projets en 2010, qui vont créer ou maintenir 2 407 emplois, l'Italie est le troisième pays investisseur en France.

La présence italienne en France

Plus de 1800 entreprises italiennes sont implantées en France, où elles emploient plus de 130 000 personnes.

En 2010, l'Italie reste le deuxième pays d'origine européenne, derrière l'Allemagne. Le nombre de projets d'investissement italiens fléchit légèrement : 54 projets ont été annoncés (56 en 2009), soit 7 % des projets étrangers sur le territoire national en 2010 (contre 9 % en 2009), qui vont permettre la création ou le maintien de 2 407 emplois.

Les entreprises italiennes développent les activités de production (47%). Viennent ensuite les centres de décisions (19%) et

les services aux entreprises (17%). Les principales entreprises italiennes investissant en France relèvent du secteur machines et équipements mécaniques (13%). Le type d'investissement privilégié par les investissements italiens est l'extensions de sites existants (48 %).

Place de la France en Europe pour l'investissement italien

En 2009, la France est le premier pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance d'Italie. Elle reçoit 35 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe, devançant l'Espagne (11 %) et le Royaume-Uni (11 %).

Exemples de projets d'investissement en 2010

- **AGRATI** : « leader » en Italie et en Europe dans la production de fixations pour l'industrie automobile, Agrati a repris plusieurs sites de production de vis et de boulons de l'entreprise française Acument. Cet investissement de 35 millions d'euros a permis le maintien de 500 emplois dans la région Nord-Pas de Calais, et de 150 emplois dans la région Rhône-Alpes.
- **CHELAB SRL** : spécialisée dans les services d'analyses microbiologiques et d'assistance technique et scientifique dans les secteurs pharmaceutique, cosmétique et agroalimentaire, l'entreprise a ouvert un bureau commercial à Dreux fin 2010, destiné à lancer le développement commercial auprès des entreprises membres des pôles locaux dédiés aux cosmétiques et à la pharmacie (« Cosmetic Valley » et « Pôlepharma »). Le projet prévoit une dizaine de recrutements.

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :

54

Nombre d'emplois (AFII) :

2 407

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis) :

1 854

Nombre de salariés (Orbis) :

136 003

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

22,9 Mds€

9^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :

38

(1) Données extraites le 17/02/2011

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Production / Réalisation	18	35	26	26	47%	11%
Centres de décision	-	6	7	10	19%	6%
Services aux entreprises	2	4	9	9	17%	6%
R&D, Ingénierie, Design dont R&D	1	-	1	5	9%	7%
	1	-	1	3	6%	6%
Services aux particuliers	-	8	10	2	4%	5%
Logistique	3	1	3	2	3%	4%
QG Monde / Europe	-	-	-	1	2%	3%
Points de vente	1	1	-	-	-	-
Total général	25	55	56	54	100%	7%

* Part des investissements italiens dans le total des investissements de chaque fonction.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Machines et équipements mécaniques		2	3	7	13%	17%
Équipements électriques, électroniques, informatiques	5	2	2	5	8%	13%
Constructeurs automobiles et équipementiers	3	3	1	4	7%	11%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	3	1	3	4	7%	19%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires		5	1	4	7%	8%
BTP, matériaux de construction	1	1		3	6%	15%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	1	3	3	6%	5%
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux			1	3	6%	14%
Métaux, travail des métaux	3	10	2	3	6%	16%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	2	4	6	3	6%	12%
Énergie, recyclage, autres services concédés <i>dont énergie renouvelable</i>		1	4	3	5%	2%
			2	2	3%	2%
Agroalimentaire, agriculture et pêche	1	3	1	2	4%	5%
Chimie, plasturgie	2	5	6	2	4%	5%
Hôtellerie, tourisme et restaurant		8	8	2	4%	10%
Transport, stockage		1	6	2	4%	6%
Autres activités de services		2	1	1	2%	6%
Composants électroniques			3	1	2%	6%
Logiciels et prestations informatiques		1	3	1	2%	1%
Médicaments et biotechnologies appliquées	2	1	1	1	2%	4%
Parfums, cosmétiques				1	2%	10%
Ameublement et équipement du foyer	1	1			-	-
Commerce et distribution	1				-	-
Électronique grand public			1		-	-
Services financiers, bancaires et assurances		3			-	-
Total général	25	55	56	54	100%	7%

* Part des investissements italiens dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2010, 13% des investissements italiens destinés à la France s'orientent dans le secteur machines et équipements mécaniques. 17% des investissements étrangers dans le secteur machines et équipements mécaniques relèvent des entreprises italiennes.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

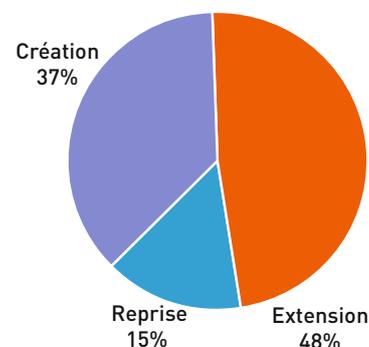
REGION D'ACCUEIL	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France	2	10	14	13	24%	5%
Rhône-Alpes	6	13	9	11	20%	8%
Centre	2	3	2	6	11%	30%
Aquitaine	3		2	4	7%	13%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	5	3	4	7%	8%
Lorraine		2	1	3	6%	8%
Nord-Pas de Calais	1	7	4	3	6%	9%
Pays de la Loire		1	3	3	6%	14%
Languedoc-Roussillon		1	3	2	4%	15%
Midi-Pyrénées	3	2	3	2	4%	5%
Basse-Normandie	1			1	2%	7%
Franche-Comté		1		1	2%	17%
Haute-Normandie		2	2	1	2%	6%
Alsace	1	1	1		-	-
Auvergne			2		-	-
Bourgogne	2	2	2		-	-
Bretagne		1	2		-	-
Champagne-Ardenne		1			-	-
Limousin		2	1		-	-
Picardie	2				-	-
Poitou-Charentes	1	1	2		-	-
Total général	25	55	56	54	100%	7%

* Part des investissements italiens dans le total des investissements dans chaque région.

Note : L'AFII n'a recensé aucun investissement italien créateur d'emploi sur la période 2007-2010 en Corse et dans les DOM-TOM.

Grille de lecture : en 2010, 24% des investissements italiens destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements italiens représentent 5% des investissements étrangers créateurs d'emploi pour la région Ile-de-France.

REPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT (%)



Japon

La présence japonaise en France est ancienne et diversifiée. Avec 29 nouveaux projets d'investissement créateurs d'emploi en 2010, le Japon se positionne parmi les dix premiers pays d'origine.

La présence japonaise en France

On recense aujourd'hui plus de 600 filiales de groupes japonais en France, qui emploient plus de 58 000 personnes. Avec 29 nouveaux projets d'investissement et la création de plus de 1 360 emplois en 2010, après 24 projets et 1 824 emplois en 2009, le Japon se place au 10^e rang des pays investisseurs en France.

Les investissements des entreprises japonaises ont privilégié en 2010 les quartiers généraux (31%), les centres de décisions (24%) et les activités de production (24%). Les entreprises japonaises du secteur machines et équipements mécaniques

sont à l'origine de 10% des investissements destinés à ce secteur. A noter une forte concentration des implantations japonaises dans la région Ile-de-France, qui accueille 41% de l'ensemble des projets japonais.

Place de la France en Europe pour l'investissement japonais

En 2009, la France est le troisième pays de destination des investissements créateurs d'emploi en provenance du Japon, accueillant 16% des projets de ce pays dirigés vers l'Europe. Elle est devancée par le Royaume-Uni (20%) et l'Allemagne (18%).

Exemples de projets d'investissement en 2010

- **RAKUTEN** : l'entreprise a confirmé son souhait de développer sa plate-forme de e-commerce Price Minister située à Paris, en Ile-de-France. L'entreprise, qui emploie déjà 200 personnes sur le site, a prévu 300 nouveaux recrutements.
- **SANDEN CORPORATION** : l'entreprise a décidé l'extension de son site de production d'unités de pompes à chaleur à usage domestique et le développement d'une nouvelle activité de chauffe-eau écologique sur le site de Tinténiac, en Bretagne. Cet investissement doit s'accompagner de la création d'une centaine d'emplois.
- **TOYOTA BOSHOKU** : le groupe automobile japonais a décidé l'extension de son usine de sièges automobiles située à Somain, dans le Nord-Pas de Calais. 51 emplois devraient être créés.

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :
29

Nombre d'emplois (AFII) :
1 363

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis)¹ :
600

Nombre de salariés (Orbis) :
58 000

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

8,7 Mds€
11^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :
270

(1) Données extraites le 17/02/2011

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
QG Monde / Europe	-	1	1	9	31%	23%
Centres de décision	4	12	7	7	24%	4%
Production / Réalisation	17	12	2	7	24%	3%
Services aux entreprises	7	4	6	3	10%	2%
R&D, Ingénierie, Design dont R&D	4 3	4 4	2 2	2 2	7% 7%	3% 4%
Logistique	1	1	-	1	3%	3%
Points de vente	1	-	1	-	-	-
Services aux particuliers	-	-	5	-	-	-
Total général	34	34	24	29	100%	4%

* Part des investissements japonais dans le total des investissements de chaque fonction.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Machines et équipements mécaniques	5	7	1	4	14%	10%
Chimie, plasturgie	1	5		3	10%	8%
Agroalimentaire, agriculture et pêche	2	1		2	7%	5%
Constructeurs automobiles et équipementiers	13	4	2	2	7%	6%
Équipements électriques, électroniques, informatiques	3	2	4	2	7%	6%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	2	1	2	2	7%	4%
Ameublement et équipement du foyer				1	3%	9%
Autres activités de services			2	1	3%	6%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises		1		1	3%	2%
Électronique grand public			1	1	3%	9%
Énergie, recyclage, autres services concédés	1	1	2	1	3%	1%
<i>dont énergie renouvelable</i>			2	1	3%	1%
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	5	1	2	1	3%	5%
Hôtellerie, tourisme et restaurant			1	1	3%	5%
Logiciels et prestations informatiques		1	2	1	3%	1%
Médicaments et biotechnologies appliquées		4	2	1	3%	4%
Métaux, travail des métaux				1	3%	5%
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet		1		1	3%	14%
Parfums, cosmétiques		1		1	3%	10%
Transport, stockage			1	1	3%	3%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	1		1	3%	4%
Commerce et distribution		1			-	-
Composants électroniques	1	2			-	-
Services financiers, bancaires et assurances			2		-	-
Total général	34	34	24	29	100%	4%

* Part des investissements japonais dans le total des investissements dans chaque région.

Grille de lecture : en 2010, 41% des investissements japonais destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements japonais représentent 5% des investissements étrangers créateurs d'emploi pour la région Ile-de-France.

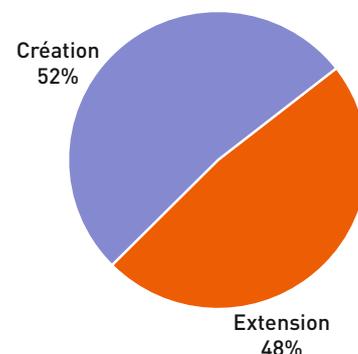
REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France	11	14	15	12	41%	5%
Rhône-Alpes	6	10	4	6	21%	4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur		1	3	5	17%	10%
Bretagne	4			2	7%	13%
Champagne-Ardenne	1			1	3%	4%
Lorraine		1		1	3%	3%
Midi-Pyrénées		1		1	3%	2%
Nord-Pas de Calais	5	1	1	1	3%	3%
Alsace	1	2			-	-
Aquitaine	1				-	-
Centre	2				-	-
Corse			1		-	-
Franche-Comté	1				-	-
Haute-Normandie		2			-	-
Languedoc-Roussillon	1				-	-
Pays de la Loire		1			-	-
Picardie	1	1			-	-
Total général	34	34	24	29	100%	4%

* Part des investissements japonais dans le total des investissements dans chaque région.

Note : L'AFII n'a recensé aucun investissement japonais créateur d'emploi sur la période 2007-2010 pour les régions Limousin, Auvergne, Poitou-Charentes, Bourgogne, Basse-Normandie et DOM-TOM. Grille de lecture : en 2010, 41% des investissements japonais destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements japonais représentent 5% des investissements étrangers créateurs d'emploi pour la région Ile-de-France.

REPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT (%)



Nouvelle Zélande

L'investissement néo-zélandais en France a repris en 2010.

La présence des investisseurs néo-zélandais en France

Une quinzaine d'entreprises néo-zélandaises sont présentes en France, où elles emploient environ 960 salariés. Trois projets d'investissement créateurs d'emploi néo-zélandais ont été recensés depuis 2007.

L'investissement néo-zélandais en Europe

En 2009, le Royaume-Uni était le principal pays d'accueil de l'investissement néo-zélandais en Europe (86% des projets).

Exemple de projet d'investissement

• **RAKON LIMITED** : l'entreprise néo-zélandaise Rakon a repris la société Temex, spécialisée dans la conception et la production de composants électroniques pour l'aéronautique et le spatial civil et militaire. L'opération comprend la reprise du siège du groupe et des deux sites de production, situés en région Champagne-Ardenne et en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Rakon a également repris l'activité de recherche et développement de l'entreprise. Cet investissement a permis le maintien de 80 salariés.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2007	2008	2009	2010
Production / Réalisation				1
R&D, Ingénierie, Design dont R&D				1 1
Centres de décision	1			
Total général	1			2

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2007	2008	2009	2010
Composants électroniques				2
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1			
Total général	1			2

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2007	2008	2009	2010
Champagne-Ardenne				1
Provence-Alpes-Côte d'Azur				1
Midi-Pyrénées	1			
Total général	1			2

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :

2

Nombre d'emplois (AFII) :

80

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis) :

15

Nombre de salariés (Orbis) :

959

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

0,14 Mds€
56^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :

0

(1) Données extraites le 17/02/2011

Pays-Bas

Les entreprises néerlandaises sont solidement implantées en France, où 26 nouveaux projets d'investissement sont recensés en 2010.

La présence néerlandaise en France

Plus de 2 500 entreprises néerlandaises sont présentes en France, où elles emploient 393 000 salariés. Avec 26 projets annoncés en 2010 permettant le maintien ou la création de 809 emplois, les Pays-Bas sont le 12^e pays investisseur en France.

Les investissements des entreprises néerlandaises privilégient les activités de production (38 %) et les services aux entreprises (35 %).

La présence néerlandaise dans le secteur conseil, ingénierie et services opérationnels

aux entreprises est en forte croissance, avec huit projets en 2010, soit 31 % de l'ensemble des projets néerlandais. Les entreprises néerlandaises réalisent 13 % des investissements étrangers destinés à ce secteur.

Place de la France en Europe pour l'investissement néerlandais

En 2009, la France est le deuxième pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance du Pays-Bas, après l'Allemagne. La France accueille 21 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe.

Exemples de projets d'investissement en 2010

- **HENDRIX GENETICS** : l'entreprise Hendrix Genetics, spécialisé dans la sélection génétique animale, a déménagé ses activités du site breton de Saint-Brieuc sur le zoopôle de Ploufragan. L'extension du site dédié aux recherches sur le génome des espèces avicoles et porcines permet de générer une quinzaine de nouveaux emplois.
- **HERTEL** : le groupe néerlandais Hertel, numéro quatre des services de maintenance industrielle à l'échelle mondiale, a opéré une extension sur son site situé à Gravelines, dans le Nord-Pas de Calais, avec le recrutement de 50 personnes.
- **ECORE BV** : filiale du néerlandais Ecore spécialisé dans le traitement de déchets, Guy Dauphin Environnement (GDE) modernise son outil industriel et va investir 15 millions d'euros sur son site de Rocquancourt, en Basse-Normandie, pour la construction d'une nouvelle ligne de valorisation des résidus de broyage des véhicules. 60 emplois devraient être créés.

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :
26

Nombre d'emplois (AFII) :
809

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis¹) :
2 547

Nombre de salariés (Orbis) :
393 224

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

116 Mds€
1^{er} rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :

23

[1] Données extraites le 17/02/2011

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Production / Réalisation	10	6	3	10	38%	4%
Services aux entreprises	9	8	8	9	35%	6%
R&D, Ingénierie, Design <i>dont R&D</i>	1 1	1 1	3 3	4 2	15% 8%	5% 4%
Centres de décision	4	2	6	1	4%	1%
Logistique	6	2	1	1	4%	3%
Points de vente	-	3	9	1	4%	3%
Services aux particuliers	-	1	-	-	-	-
Total général	30	23	30	26	100%	3%

*Part des investissements néerlandais dans le total des investissements de chaque fonction.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	2	4	2	8	31%	13%
Agroalimentaire, agriculture et pêche	5	4	2	5	19%	12%
Energie, recyclage, autres services concédés <i>dont énergie renouvelable</i>	4	3	5	5	19%	4%
	4	2	4	3	12%	3%
Machines et équipements mécaniques	1			2	8%	5%
Ameublement et équipement du foyer			2	1	4%	9%
BTP, matériaux de construction				1	4%	5%
Chimie, plasturgie	1	1		1	4%	3%
Commerce et distribution			1	1	4%	4%
Équipements électriques, électroniques, informatiques	2	2	1	1	4%	3%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires		3	7	1	4%	2%
Constructeurs automobiles et équipementiers			2		-	-
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux			1		-	-
Hôtellerie, tourisme et restaurant		1			-	-
Logiciels et prestations informatiques	1	3	2		-	-
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires			1		-	-
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	1			-	-
Métaux, travail des métaux	3				-	-
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	1	1	2		-	-
Services financiers, bancaires et assurances	3		1		-	-
Transport, stockage	6		1		-	-
Total général	30	23	30	26	100%	3%

* Part des investissements néerlandais dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2010, 31% des investissements néerlandais destinés à la France s'orientent dans le secteur conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises. 13% des investissements étrangers dans le secteur conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises relèvent des entreprises néerlandaises.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

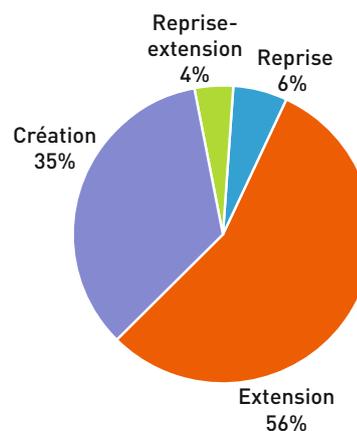
REGION D'ACCUEIL	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France	11	8	11	6	23%	2%
Rhône-Alpes	3	3	2	6	23%	4%
Basse-Normandie	1			2	8%	13%
Lorraine		1		2	8%	6%
Nord-Pas de Calais	4	3	2	2	8%	6%
Alsace			1	1	4%	3%
Aquitaine			4	1	4%	3%
Bourgogne	3	1	2	1	4%	10%
Bretagne	1	1	1	1	4%	6%
Centre				1	4%	5%
Haute-Normandie	1		1	1	4%	6%
Midi-Pyrénées		1		1	4%	2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2	2		1	4%	2%
Champagne-Ardenne	1	1	1		-	-
Franche-Comté			1		-	-
Languedoc-Roussillon			1		-	-
Limousin		1			-	-
Pays de la Loire	1				-	-
Picardie	2	1	1		-	-
Poitou-Charentes			2		-	-
Total général	30	23	30	26	100%	3%

* Part des investissements néerlandais dans le total des investissements dans chaque région.

Note : L'AFII n'a recensé aucun investissement néerlandais créateur d'emploi sur la période 2007-2010 dans les régions Corse, Auvergne et DOM-TOM.

Grille de lecture : en 2010, 23% des investissements néerlandais destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements néerlandais représentent 2% des investissements étrangers créateurs d'emploi pour la région Ile-de-France.

REPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT (%)



Pays du Golfe

Trois projets d'investissement créateurs d'emploi en provenance des pays du Golfe ont été recensés en 2010.

La présence des investisseurs de la région du Golfe en France

50 entreprises originaires des pays du Golfe sont présentes en France, où elles emploient environ 27 000 salariés. Sept projets d'investissement en provenance des Emirats Arabes Unis, du Koweït et du Qatar ont été décomptés depuis 2007.

Place de la France en Europe pour l'investissement de la région du Golfe

En 2009, 11 pays européens, dont la France, ont été destinataires d'investissements créateurs d'emploi en provenance des pays du Golfe. L'Allemagne est le premier pays d'accueil des projets des pays du Golfe en Europe (37 % des projets).

Exemple de projets d'investissement en 2010

- **DP WORLD (Emirats Arabes Unis)** : dans le cadre du développement des activités du port du Havre, la société Générale de Manutention Portuaire (GMP) spécialisée dans la manutention portuaire de conteneurs, entreprise détenue conjointement par DP World et CMA, s'est lancée dans un nouveau plan d'investissement. Ce programme a pour objectif l'extension de certains terminaux, mais aussi la réhabilitation et la modernisation des installations. GMP ambitionne également de développer de nouveaux terminaux à conteneurs. Il est prévu la création d'une centaine d'emplois.

REPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

PAYS D'ORIGINE	2008	2009	2010
Emirats Arabes Unis	3		1
Koweït			2
Qatar	1		
Total général	4		3

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2008	2009	2010
Centres de décision	3		2
Logistique			1
Services aux entreprises	1		
Total général	4		3

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2008	2009	2010
Commerce et distribution	1		
Transport, stockage	2		1
Autres activités de services			2
Energie, recyclage, autres services concédés	1		
Total général	4		3

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2008	2009	2010
Ile-de-France	3		2
Haute-Normandie			1
Midi-Pyrénées	1		
Total général	4		3

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :

3

Nombre d'emplois (AFII) :

120

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis¹) :

50

Nombre de salariés (Orbis) :

27 000

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

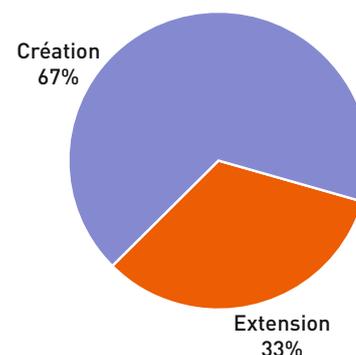
6,9 Mds€

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :

44

[1] Données extraites le 17/02/2011

REPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT (%)



Royaume-Uni

La France est le premier pays d'accueil des investissements britanniques en Europe. Les investissements britanniques à destination de la France sont en forte croissance en 2010 (+ 56 %). Depuis 2000, plus de 580 projets décidés par des sociétés à capitaux britanniques ont permis la création ou le maintien de plus de 26 000 emplois.

La présence britannique en France

Avec 61 nouveaux projets d'investissement et la création de 1 968 emplois en 2010, le Royaume-Uni se hisse au troisième rang des pays investisseurs européens en France, derrière l'Allemagne et les Etats-Unis.

Les investissements des entreprises britanniques privilégient les activités de services aux entreprises (28 %), celles de la production (25 %) et celles des centres de décision (21 %).

La présence britannique dans le secteur du conseil et l'ingénierie est significative :

17 % des investissements étrangers réalisés dans ce secteur le sont par des entreprises britanniques.

Place de la France en Europe pour l'investissement britannique

En 2009, la France est le premier pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance du Royaume-Uni. Elle reçoit 24 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe (14 % vont vers l'Allemagne et 10 % vers l'Espagne).

Exemples de projets d'investissement en 2010

- **ENTYRECYCLE** : l'entreprise britannique a décidé de réaliser en France une importante implantation de recyclage et de mise en valeur de matériaux usagés (pneumatiques), doublée d'un centre de R&D. Cet investissement devrait créer près de 240 emplois dans la région Nord-Pas de Calais.
- **AQUALITY TRADING & CONSULTING LTD** : la société britannique a choisi la France pour sa première implantation en Europe continentale. Spécialisée dans les systèmes de recyclage d'eau de pluie pour un usage commercial ou résidentiel, l'entreprise a décidé en 2010 la création d'une filiale dans la région Aquitaine, qui devrait permettre la création de 10 emplois.
- **AMBEO** : l'entreprise Ambeo implante une filiale en Ile-de-France pour développer à partir de ce site l'exploitation commerciale d'une flotte de jets privés. 25 emplois devraient être créés.

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :

61

Nombre d'emplois (AFII) :

1 968

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis) :

2 426

Nombre de salariés (Orbis) :

338 945

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

102,5 Mds€
2^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :

90

[1] Données extraites le 17/02/2011

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Services aux entreprises	32	18	14	17	28%	10%
Production / Réalisation	14	8	5	15	25%	6%
Centres de décision	4	19	7	13	21%	8%
Points de vente	2	3	5	7	11%	20%
Services aux particuliers	1	1	2	6	10%	14%
R&D, Ingénierie, Design	6	2	3	3	5%	4%
dont R&D	2	1	2	3	5%	6%
Logistique	10	2	3	-	-	-
Total général	69	53	39	61	100%	8%

* Part des investissements anglais dans le total des investissements de chaque fonction.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	14	12	7	11	18%	17%
Logiciels et prestations informatiques	8	12	7	9	15%	13%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	2	2	7	11%	14%
Transport, stockage	4	2	4	6	10%	17%
Chimie, plasturgie	3	2	2	3	5%	8%
Commerce et distribution	2	3	3	3	5%	13%
Composants électroniques		1		3	5%	19%
Energie, recyclage, autres services concédés	2		2	3	5%	3%
<i>dont énergie renouvelable</i>	2		1	2	3%	2%
Autres activités de services	8		2	2	3%	12%
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux		1		2	3%	9%
Médicaments et biotechnologies appliquées	3	2	1	2	3%	8%
Services financiers, bancaires et assurances	4	2	1	2	3%	13%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	2			2	3%	8%
Agroalimentaire, agriculture et pêche	4	1	1	1	2%	2%
Équipements électriques, électroniques, informatiques	2	2	1	1	2%	3%
Machines et équipements mécaniques		1		1	2%	2%
Métaux, travail des métaux	2		1	1	2%	5%
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	1	3		1	2%	14%
Parfums, cosmétiques				1	2%	10%
BTP, matériaux de construction	1		1		-	-
Constructeurs automobiles et équipementiers	5	4	3		-	-
Électronique grand public	1		1		-	-
Hôtellerie, tourisme et restaurant		2			-	-
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	2	1			-	-
Total général	69	53	39	61	100%	8%

*Part des investissements anglais dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2010, 18% des investissements anglais destinés à la France s'orientent dans le secteur conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises. 17% des investissements étrangers dans le secteur conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises relèvent des entreprises anglaises.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

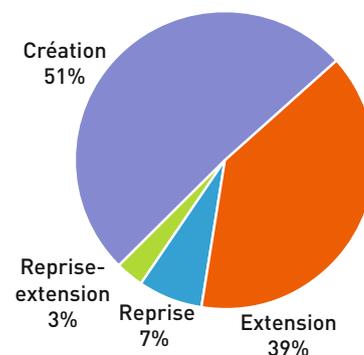
REGION D'ACCUEIL	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France	29	28	15	26	43%	11%
Rhône-Alpes	8	5	2	7	11%	5%
Nord-Pas de Calais	2	1	3	5	8%	15%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4		3	5	8%	10%
Aquitaine	3	2	2	4	7%	13%
Bretagne	2	1	1	3	5%	19%
Haute-Normandie	3		3	3	5%	17%
Basse-Normandie	2	1	1	2	3%	13%
Midi-Pyrénées	4	5	5	2	3%	5%
Alsace	2		3	1	2%	3%
Bourgogne		1		1	2%	10%
Lorraine	2			1	2%	3%
Pays de la Loire	1	3		1	2%	5%
Centre	2	1			-	-
Champagne-Ardenne	1	1	1		-	-
Franche-Comté	1				-	-
Languedoc-Roussillon	1	1			-	-
Limousin	1				-	-
Picardie	1	2			-	-
Poitou-Charentes		1			-	-
Total général	69	53	39	61	100%	8%

*Part des investissements anglais dans le total des investissements dans chaque région.

Note : L'AFII n'a recensé aucun investissement anglais créateur d'emploi sur la période 2007-2010 dans les régions Auvergne, Corse et DOM-TOM.

Grille de lecture : en 2010, 43% des investissements anglais destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements anglais représentent 11% des investissements étrangers créateurs d'emploi pour la région Ile-de-France

REPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT (%)



Russie

La présence des investissements russes créateurs d'emploi en France est encore limitée, malgré le poids de l'économie russe.

La présence russe en France

Si nombre de ses entreprises sont devenues des multinationales, la Russie ne figure pas parmi les plus importants investisseurs à l'étranger. En 2010, la Russie est, avec quatre projets d'investissement, le 27^e pays d'origine des investissements étrangers en France.

Il s'agit essentiellement d'activités de production (75%).

Exemples de projets d'investissement

- **URALVAGONZAVOD** : le conglomérat russe Uralvagonzavod, constructeur de matériel ferroviaire et de chars militaires, a acquis 70% du capital de la fonderie française d'acier moulé Sambre et Meuse, localisée à Maubeuge, dans la région Nord-Pas de Calais. L'opération doit se traduire par l'embauche de 140 nouveaux salariés d'ici à 2013, pour un effectif actuel de 210.
- **AROMA** : le groupe russe Aroma, « leader » de la distribution de vins et spiritueux en Russie, a développé sur son site de production de Cognac, dans la région Poitou-Charentes, une installation de traitement des alcools par le froid. Une quinzaine d'emplois vont être créés.
- **DR WEB LTD** : l'éditeur russe de solutions de sécurité informatique (antivirus, antispam, etc.) a décidé d'ouvrir un bureau commercial à Courbevoie, dans la région Ile-de-France. Ce projet a permis la création de 20 emplois.

Place de la France en Europe pour l'investissement russe

En 2009, la France était le troisième pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance de la Russie, recevant 8% des projets de ce pays dirigés vers l'Europe, derrière l'Allemagne (29%) et la Bulgarie (17%).

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :

4

Nombre d'emplois (AFII) :

180

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis) :

24

Nombre de salariés (Orbis) :

3 273

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

0,44 Mds€
37^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :

28

(1) Données extraites le 17/02/2011

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Production / Réalisation	1		1	3	75%	1%
Services aux particuliers			1	1	25%	2%
Centres de décision		2			-	-
Total général	1	2	2	4	100%	1%

* Part des investissements russes dans le total des investissements de chaque fonction.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Hôtellerie, tourisme et restaurant			1	2	50%	10%
Agroalimentaire, agriculture et pêche				1	25%	2%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires				1	25%	5%
Chimie, plasturgie			1		-	-
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises		1			-	-
Logiciels et prestations informatiques		1			-	-
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1				-	-
Total général	1	2	2	4	100%	1%

* Part des investissements russes dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2010, 50% des investissements russes destinés à la France s'orientent dans le secteur hôtellerie, tourisme et restaurant. 10% des investissements étrangers dans le secteur hôtellerie, tourisme et restaurant relèvent des entreprises russes.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

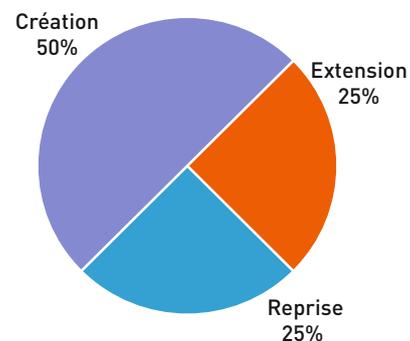
REGION D'ACCUEIL	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France		2		2	50%	1%
Nord-Pas de Calais				1	25%	3%
Poitou-Charentes				1	25%	20%
Centre	1				-	-
Haute-Normandie			1		-	-
Provence-Alpes-Côte d'Azur			1		-	-
Total général	1	2	2	4	100%	1%

* Part des investissements russes dans le total des investissements dans chaque région.

Note : L'AFII n'a recensé aucun investissement allemand créateur d'emploi sur la période 2007-2010 pour les régions Aquitaine, Auvergne, Alsace, Basse-Normandie, Bourgogne, Bretagne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Limousin, Lorraine, Midi-Pyrénées, Pays de la Loire, Picardie, Rhône-Alpes, Corse et DOM-TOM.

Grille de lecture : en 2010, 50% des investissements russes destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements russes représentent 1% des investissements étrangers créateurs d'emploi pour la région Ile-de-France.

REPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT (%)



Singapour

Le nombre d'investissements singapouriens en France est encore limité. Trois projets d'investissement ont été recensés depuis 2007.

La présence des investisseurs singapouriens en France

Plus d'une quarantaine d'entreprises singapouriennes sont présentes en France, où elles emploient plus de 1 300 salariés. Trois projets d'investissement singapouriens en France ont été enregistrés sur la période 2007-2010, dont un projet en 2010.

Place de la France en Europe pour l'investissement singapourien

En 2009, la Hongrie et l'Allemagne ont été les principaux pays d'accueil européens des investissements créateurs d'emploi en provenance de Singapour.

Exemples de projets d'investissement

- **INDORAMA** : basé à Singapour, le groupe Indorama est actif dans les polyesters et les produits pétrochimiques. L'entreprise a annoncé, en 2010, la création en France d'une société pour l'étude et l'exploration de pétrole, en partenariat avec des sociétés françaises. La structure sera implantée à Paris. Dans la première phase du projet, 10 emplois seront créés.
- **CASSIS INTERNATIONAL** : entreprise singapourienne spécialisée dans les logiciels sécurisés pour les paiements électroniques, Cassis International a annoncé en 2009 la création de son siège européen à Aix-en-Provence, dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Une quinzaine d'emplois seront créés sur le site.

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2007	2008	2009	2010
R&D, Ingénierie, Design				1
Centres de décision			1	
Production / Réalisation	1			
Total général	1		1	1

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2007	2008	2009	2010
Chimie, plasturgie				1
Logiciels et prestations informatiques			1	
Equipements électriques, électroniques, informatiques	1			
Total général	1		1	1

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

REGION D'ACCUEIL	2007	2008	2009	2010
Ile-de-France				1
Provence-Alpes-Côte d'Azur			1	
Pays de la Loire	1			
Total général	1		1	1

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :

1

Nombre d'emplois (AFII) :

110

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis) :

43

Nombre de salariés (Orbis) :

1 308

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

1,7 Mds€
23^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :

18

(1) Données extraites le 17/02/2011

Suède

La Suède est au septième rang des pays d'origine des investissements étrangers créateurs d'emploi en France en 2010. La présence suédoise est en croissance dans le secteur des logiciels et prestations informatiques.

La présence suédoise en France

Plus de 800 entreprises suédoises sont présentes en France, où elles emploient plus de 85 000 salariés. En 2010, 34 projets d'investissement ont été annoncés, qui s'accompagneront de la création ou du maintien de 1 101 emplois.

Les trois quarts des fonctions servies par l'investissement suédois concernent la production (29%), les centres de décision (24%) et les services aux entreprises (21%). Les entreprises relevant du secteur logiciels et prestations informatiques ont été dynamiques en 2010 : six projets en 2010, contre deux en 2009. Les entreprises

suédoises relevant du secteur équipements médico-chirurgicaux sont à l'origine de 14 % des projets reçus par la France dans ce secteur.

La région Ile-de-France accueille près du tiers des investissements suédois.

Place de la France en Europe pour l'investissement suédois

En 2009, la France est le deuxième pays de destination des investissements suédois en Europe, dont elle accueille plus de 14 %, derrière le Royaume-Uni, principal destinataire.

Exemples de projets d'investissement en 2010

- **SWEDSPAN AB** : Swedspan est une société suédoise spécialisée dans la production et la commercialisation de panneaux en particules pour meubles en paquets plats d'Ikea. En 2010, l'entreprise a repris l'usine de panneaux de particules Isoroy, à Lure, en Franche-Comté, qui connaissait des difficultés. Cette opération de reprise a permis de sauvegarder 145 emplois.
- **METALOCK ENGINEERING** : filiale du groupe suédois Midroc, l'entreprise Metalock Engineering, spécialisée dans les travaux d'usinage sur site, d'agrafage des métaux et de soudure a décidé d'implanter sa filiale française à Arras, dans la région Nord-Pas de Calais. Cet investissement doit permettre la création de 30 emplois.
- **CYCLEEUROPE AB** : l'entreprise, spécialisée dans l'assemblage et la commercialisation de cycles, a décidé l'extension de son site situé à Romilly-sur-Seine, en région Champagne-Ardenne. Le site devrait accueillir 30 personnes supplémentaires.

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :

34

Nombre d'emplois (AFII) :

1 101

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis¹) :

815

Nombre de salariés (Orbis) :

91 370

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

5,8 Mds€
12^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :

27

[1] Données extraites le 17/02/2011

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Production / Réalisation	14	9	2	10	29%	4%
Centres de décision	1	5	4	8	24%	5%
Services aux entreprises	10	2	2	7	21%	4%
Points de vente	6	3	10	4	12%	11%
R&D, Ingénierie, Design	-	1	1	2	6%	3%
dont R&D	-	1	1	2	6%	4%
Services aux particuliers	-	-	-	2	6%	5%
Logistique	1	2	1	1	3%	3%
QG Monde / Europe	-	-	1	-	-	-
Total général	32	22	21	34	100%	4%

* Part des investissements suédois dans le total des investissements de chaque fonction.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Logiciels et prestations informatiques	1	1	2	6	18%	9%
Constructeurs automobiles et équipementiers	2	4	2	4	12%	11%
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux				3	9%	14%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires		1	7	3	9%	6%
Chimie, plasturgie	1	2		2	6%	5%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises		2	1	2	6%	3%
Energie, recyclage, autres services concédés	1	1	1	2	6%	2%
Médicaments et biotechnologies appliquées				2	6%	8%
Services financiers, bancaires et assurances	4	1		2	6%	13%
Transport, stockage				2	6%	6%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	2	1		2	6%	8%
Ameublement et équipement du foyer	5	5	3	1	3%	9%
Machines et équipements mécaniques	5	2	3	1	3%	2%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	1		1	3%	5%
Métaux, travail des métaux	4	1		1	3%	5%
Autres activités de services	1				-	-
Composants électroniques			1		-	-
Électronique grand public	2				-	-
Équipements électriques, électroniques, informatiques	3		1		-	-
Total général	32	22	21	34	100%	4%

* Part des investissements suédois dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2010, 18% des investissements suédois destinés à la France s'orientent dans le secteur logiciels et prestations informatiques. 9% des investissements étrangers dans le secteur logiciels et prestations informatiques relèvent des entreprises suédoises.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

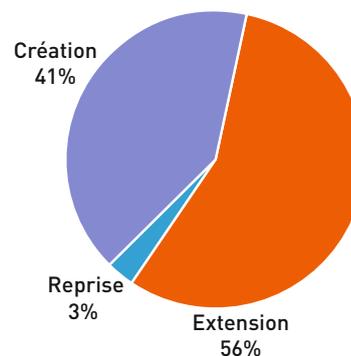
REGION D'ACCUEIL	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ile-de-France	8	4	4	11	32%	5%
Rhône-Alpes	4	6	3	4	12%	3%
Midi-Pyrénées	1	1	3	3	9%	7%
Pays de la Loire		1	1	3	9%	14%
Aquitaine		1		2	6%	6%
Nord-Pas de Calais	1	1		2	6%	6%
Picardie				2	6%	15%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5	2	2	2	6%	4%
Alsace			1	1	3%	3%
Auvergne				1	3%	14%
Champagne-Ardenne	2	1	1	1	3%	4%
Franche-Comté				1	3%	17%
Haute-Normandie	2	2	2	1	3%	6%
Basse-Normandie	2	1			-	-
Bourgogne	2		1		-	-
Bretagne	1		1		-	-
Centre	2				-	-
Languedoc-Roussillon		1	1		-	-
Limousin	1				-	-
Lorraine	1	1			-	-
Poitou-Charentes			1		-	-
Total général	32	22	21	34	100%	4%

* Part des investissements suédois dans le total des investissements dans chaque région.

Note : L'AFII n'a recensé aucun investissement suédois créateur d'emploi sur la période 2007-2010 en Corse et dans les DOM-TOM.

Grille de lecture : en 2010, 32% des investissements suédois destinés à la France se sont localisés dans la région Ile-de-France. Les investissements suédois représentent 5% des investissements étrangers créateurs d'emploi pour la région Ile-de-France.

REPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT (%)



Suisse

Les sociétés suisses confirment l'intérêt qu'elles portent au marché français, où elles continuent d'investir activement. La Suisse figure à la sixième place parmi les pays d'origine des investissements étrangers créateurs d'emploi en France.

La présence suisse en France

Plus de 1 700 entreprises suisses sont présentes en France, où elles emploient plus de 160 000 salariés. En 2010, la Suisse se maintient au sixième rang des pays investisseurs en France, avec 39 projets qui vont créer ou maintenir 1 182 emplois.

Près de deux tiers des activités réalisées par ces entreprises suisses sont des opérations de production (46 %) et de services aux entreprises (26 %). 11 % des projets d'investissement recensés dans la fonction logistique relèvent d'entreprises suisses.

Les entreprises suisses du secteur médicaments et biotechnologies appliquées sont responsables de 17 % des investissements étrangers dans ce secteur.

Place de la France en Europe pour l'investissement suisse

En 2009, la France est le premier pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance de la Suisse, recevant 29 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe. Viennent ensuite l'Allemagne et le Royaume-Uni, avec des parts respectives de 26 % et 11 %.

Exemples de projets d'investissement en 2010

- **SWISS POST INTERNATIONAL AG** : Swiss Post a repris GBS QLS, entreprise de facturation et de relations clients basée à Fleury-les-Aubrais, dans la région Centre. Cet investissement a permis le maintien de 58 emplois.
- **SGS HOLDING** : le groupe suisse SGS, spécialisé dans l'analyse et la certification pour l'industrie pharmaceutique, annonce l'extension du site SGS Cephac implanté à Saint-Benoît, en région Poitou-Charentes. Le développement des activités d'immuno-analyse devrait permettre la création de 50 emplois.
- **HB-TECH** : l'entreprise suisse, spécialisée dans la fabrication, la distribution et l'installation de systèmes photovoltaïques, s'est installée à Eckbolsheim, en Alsace (10 emplois).

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :
39

Nombre d'emplois (AFII) :
1 182

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis¹) :
1 719

Nombre de salariés (Orbis) :
169 000

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :
42,8 Mds€
7^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :
48

[1] Données extraites le 17/02/2011

REPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Production / Réalisation	13	13	11	18	46%	8%
Services aux entreprises	6	7	10	10	26%	6%
Logistique	3	2	2	4	10%	11%
Centres de décision	-	7	4	3	8%	2%
R&D, Ingénierie, Design	-	2	3	3	8%	4%
dont R&D	-	2	3	2	5%	4%
Services aux particuliers	-	-	3	1	3%	2%
Points de vente	1	-	2	-	-	-
Total général	23	31	35	39	100%	5%

* Part des investissements belges dans le total des investissements de chaque fonction.

REPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Agroalimentaire, agriculture et pêche	2	3	4	5	13%	12%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises		1	3	4	10%	6%
Machines et équipements mécaniques	2	3	1	4	10%	10%
Médicaments et biotechnologies appliquées		4	5	4	10%	17%
Energie, recyclage, autres services concédés	2	5	3	3	8%	3%
dont énergie renouvelable	1	1		3	8%	3%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires		1	1	3	8%	6%
Transport, stockage	2		1	3	8%	9%
BTP, matériaux de construction	1		1	2	5%	10%
Autres activités de services		1		1	3%	6%
Chimie, plasturgie	5	1	2	1	3%	3%
Équipements électriques, électroniques, informatiques		3		1	3%	3%
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux		2		1	3%	5%
Hôtellerie, tourisme et restaurant			1	1	3%	5%
Logiciels et prestations informatiques	1	1	3	1	3%	1%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	2	1	1	3%	5%
Métaux, travail des métaux	1	1	1	1	3%	5%
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet			1	1	3%	14%
Services financiers, bancaires et assurances	1		1	1	3%	6%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	2	2	1	1	3%	4%
Commerce et distribution		1	1		-	-
Composants électroniques			1		-	-
Constructeurs automobiles et équipementiers	1				-	-
Electronique grand public	1				-	-
Parfums, cosmétiques	1		3		-	-
Total général	23	31	35	39	100%	5%

* Part des investissements suisses dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2010, 13% des investissements suisses destinés à la France s'orientent dans le secteur agroalimentaire, agriculture et pêche. 12% des investissements étrangers dans le secteur agroalimentaire, agriculture et pêche relèvent des entreprises suisses.

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION D'ACCUEIL

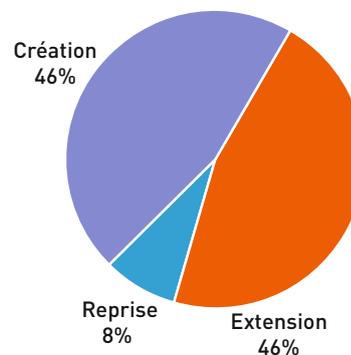
REGION D'ACCUEIL	2007	2008	2009	2010	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE ⁽¹⁾
Rhône-Alpes	6	10	6	9	23%	7%
Ile-de-France	2	5	10	8	21%	3%
Alsace	4	4	7	7	18%	23%
Champagne-Ardenne	1			2	5%	8%
Pays de la Loire	1			2	5%	9%
Poitou-Charentes				2	5%	40%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	2	3	2	5%	4%
Auvergne				1	3%	14%
Basse-Normandie				1	3%	7%
Bretagne		1		1	3%	6%
Centre			2	1	3%	5%
Haute-Normandie	4	1	3	1	3%	6%
Lorraine	1			1	3%	3%
Picardie		1		1	3%	8%
Aquitaine			1		-	-
Bourgogne	1	1	1		-	-
Languedoc-Roussillon	1	2			-	-
Midi-Pyrénées	1	3	1		-	-
Nord-Pas de Calais		1	1		-	-
Total général	23	31	35	39	100%	5%

* Part des investissements suisses dans le total des investissements dans chaque région.

Note : L'AFII n'a recensé aucun investissement suisse créateur d'emploi sur la période 2007-2010 pour les régions Limousin, Franche-Comté, Corse et DOM-TOM.

Grille de lecture : en 2010, 23% des investissements suisses destinés à la France se sont localisés dans la région Rhône-Alpes. Les investissements suisses représentent 7% des investissements étrangers créateurs d'emploi pour la région Rhône-Alpes.

REPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT (%)



Turquie

En dépit du développement des échanges entre la France et la Turquie au cours des années récentes, les entreprises à capitaux turcs sont encore peu présentes en France.

La présence des investisseurs turcs en France

Une trentaine d'entreprises turques sont présentes en France, où elles emploient plus de 1000 salariés. Six projets d'investissement turcs ont été recensés depuis 2003. Un seul projet d'investissement créateur d'emploi en France a été enregistré depuis 2007.

Exemples d'investissement

- **ORHAN HOLDING** : la plus grosse présence turque en France, en nombre d'employés, se situe à Vitry-le-François en Champagne-Ardenne. L'entreprise Orhan Holding y emploie 460 personnes. Ce groupe familial, qui emploie au total plus de 4 000 personnes, réalise la majeure partie de son activité dans le secteur de l'équipement automobile. Il a acquis, en 2007, l'entreprise Nobel plastiques spécialisée dans la fabrication de canalisations. Le site de Vitry-le-François abrite également le centre de R&D du groupe.
- **ZORLU HOLDING** : aux activités très diversifiées (appareils électroménagers, énergie, textile, services financiers, électronique), ce conglomérat est actif en France par le biais de sa filiale Vestel. Cette entreprise détient dans notre pays une part de marché supérieure à 15% pour les téléviseurs (pour des marques comme Sharp, Mitsubishi, Hitachi ou Sanyo) et de l'ordre de 25% pour les antennes satellites. Elle emploie près de 30 personnes en Ile-de-France.

Place des investissements turcs en Europe

En 2009, l'Allemagne est le principal pays d'accueil européen des investissements créateurs d'emploi en provenance de Turquie (65% des projets).

EN FLUX

Nombre de projets (AFII) :

6 (2003-2010)

Nombre d'emplois (AFII) :

465 (2003-2010)

EN STOCK

Nombre d'implantations en France (Orbis¹) :

35

Nombre de salariés (Orbis) :

1 037

Stock d'IDE en France au 31/12/09 (Banque de France) :

0,7 Mds€
29^e rang

Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 :

12

[1] Données extraites le 17/02/2011





Attractiv   du site France

CHAPITRE 1

L'innovation au cœur de la compétitivité
et de l'attractivité du site France..... 80

CHAPITRE 2

La contribution des filiales d'entreprises
  trang  res à l'économie française..... 86

L'innovation au cœur de la compétitivité et de l'attractivité du site France

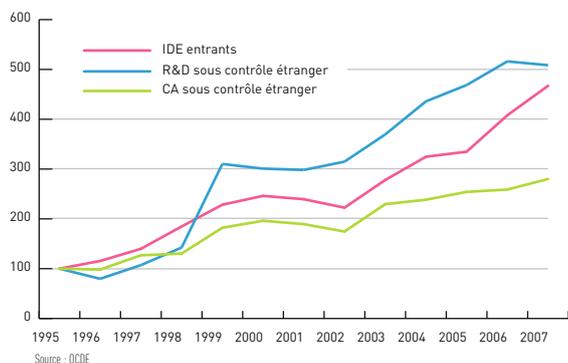
Pour faire face à la mondialisation, les économies développées s'appuient de manière croissante sur les activités de recherche et développement. Selon les données de l'OCDE, les dépenses de recherche et développement (R&D) effectuées dans les pays industrialisés sont passées de 380 milliards de dollars en 1991 à 607 milliards en 2000, pour atteindre 964 milliards en 2008.

Les dépenses des Etats-Unis atteignaient 398 Md\$ en 2008, celles de l'Union européenne 294 Md\$, celles du Japon 149 Md\$ et celles de la Chine 121 Md\$. L'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie assuraient près de 95 % des dépenses intérieures de recherche et développement (DIRD) effectuées dans le monde en 2008.

La Chine est désormais au troisième rang pour les dépenses intérieures de R&D, assurant près de 10 % des dépenses mondiales. Les dépenses de R&D de l'Inde ont plus que doublé, plaçant ce pays au sixième rang des dépenses mondiales dans ce domaine (2 % des dépenses mondiales) (source : *L'Observatoire des Sciences et des Techniques*).

Avec 168 milliards de dollars de dépenses de R&D, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni concentrent 57 % des dépenses de R&D de l'Union européenne. En 2008, l'intensité de R&D (ratio DIRD/PIB) de l'Allemagne (2,7 %) et de la France (2,1 %) était supérieure à la moyenne européenne (1,8 %).

fig. 1. EVOLUTION DES PRINCIPALES FORCES MOTRICES DE L'INTERNATIONALISATION DANS LA ZONE OCDE*



* Les pays inclus sont Etats-Unis, Japon, Royaume-Uni, France, Allemagne, Pays-Bas, Suède, Pologne, Italie, Finlande, Canada, République tchèque.

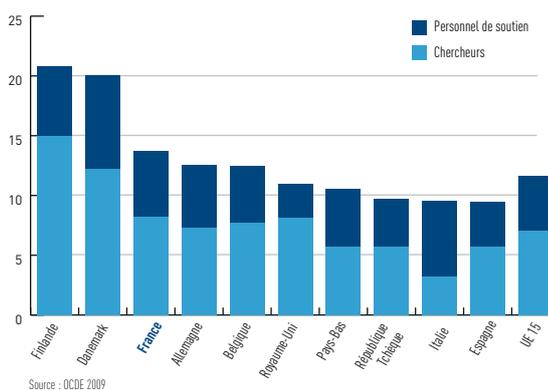
La R&D sort des frontières

Au-delà de leur impact sur la croissance, les activités de R&D génèrent des emplois très qualifiés, porteurs de forte valeur ajoutée. Leur internationalisation s'est renforcée ces dix dernières années. En témoigne l'évolution des dépenses de R&D effectuées sous contrôle étranger, comparativement à celle du chiffre d'affaires ou des exportations des filiales étrangères (fig. 1).

La France est bien positionnée en termes de ressources humaines dans les matières scientifiques et l'innovation, considérées comme l'un des principaux moteurs de l'économie de la connaissance. Pour l'année 2008, les ressources humaines en science et technologie (diplômés de l'enseignement supérieur et personnes employées sur un poste scientifique ou technologique pour lequel un haut niveau de qualification est exigé) représentaient 32 % de l'emploi total, contre 36 % en Allemagne et 27 % au Royaume-Uni (OCDE).

En 2008, la part du personnel engagé dans la R&D (fig. 2) représentait 13,7 pour 1 000 actifs (dont 8,2 chercheurs), contre 12,5 pour l'Allemagne (dont 7,3 chercheurs), 11 pour le Royaume-Uni (dont 8,1 chercheurs) et une moyenne de 11,6 pour l'UE 15 (dont 7 chercheurs).

fig. 2. PERSONNEL DE R&D (2008) - EFFECTIF POUR 1 000 ACTIFS



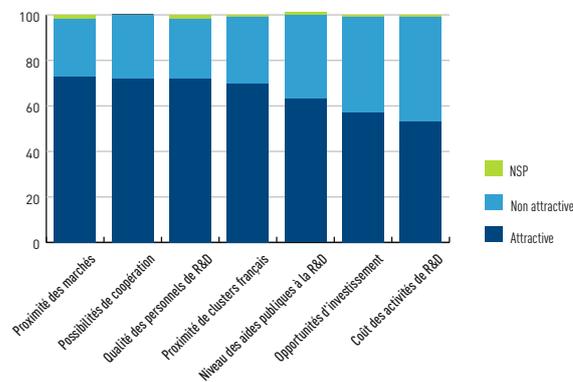
Attractivité de la R&D et de l'innovation en France

La R&D a trouvé sa place, parfois centrale, dans la stratégie d'investissement à l'étranger des firmes multinationales, incitées à s'implanter et à développer leurs stratégies d'innovation dans les territoires les plus attractifs.

Interrogés sur les critères d'attractivité de la France dans le cadre de l'enquête annuelle AFII/TNS-Sofres, 74 % des dirigeants d'entreprises étrangères sondées citent l'innovation et les activités de R&D [fig. 3]. L'attractivité de la France dans ce domaine résulterait principalement de la proximité des marchés et des autres activités de l'entreprise (73 %), des possibilités de coopération avec des équipes de recherche des universités françaises (72 %), et de la qualité des personnels de R&D (72 %). Le niveau des aides publiques à la R&D joue positivement pour 63 % des personnes interrogées.

Selon l'étude conduite en 2010 par l'American Chamber of Commerce en France et le cabinet Bain, 69 % des dirigeants d'entreprises américaines implantées en France considèrent la priorité qui est accordée à l'innovation et à la R&D comme un facteur important ou essentiel dans le choix de localisation de leurs activités.

fig. 3. SUR CHACUN DES CRITERES SUIVANTS, LA FRANCE EST-ELLE ATTRACTIVE POUR DES INVESTISSEMENTS EN R & D ?



Source : Enquête d'opinion Sofres - AFII (2010)

TÉMOIGNAGES

Jordi Ribas, directeur général chargé de la technologie de recherche, Microsoft France :

“ Si Microsoft a choisi la France pour implanter une partie de son Centre de technologie de recherche, c'est principalement en raison de la disponibilité des plus grands talents du secteur et des meilleures universités, ainsi que de la maturité du marché de la recherche. A cela s'est ajouté un autre facteur essentiel : l'important crédit associé à nos investissements de R&D.”

SONDAGE TNS SOFRES

ATTRACTIVITE ECONOMIQUE DE LA FRANCE

La Sofres a mis en place, en octobre 2010, un baromètre d'opinion auprès des dirigeants d'entreprises étrangères. L'objectif était d'identifier les perceptions sur l'attractivité française et de mieux comprendre le processus de décision en matière de choix d'investissement. Cette enquête a été réalisée par téléphone auprès de 1000 entreprises étrangères implantées dans les pays suivants : Etats-Unis, Brésil, Chine, Inde, Turquie, Moyen-Orient, Royaume-Uni, Allemagne, Espagne, Italie.

Le crédit d'impôt recherche (CIR), consolidé fin 2010, constitue un puissant facteur d'attractivité pour les entreprises étrangères.

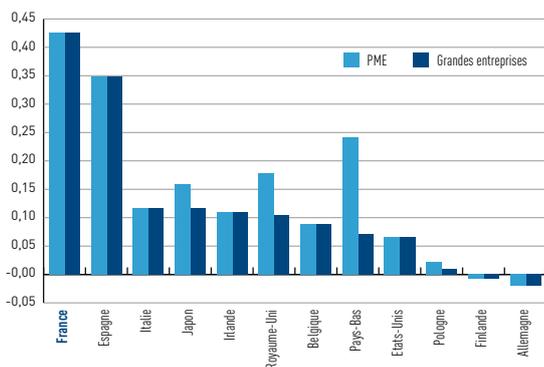
Depuis 2008, la simplification et l'élargissement du système ont fait du CIR un des systèmes d'incitation les plus attractifs du monde. Il couvre 40 % de toutes les dépenses de R&D la première année, 35 % la seconde et 30 % les années suivantes, jusqu'à 100 millions d'euros, et 5 % au-dessus du plafond. Les dépenses de R&D sur les travaux effectués en collaboration avec les laboratoires publics ainsi que les salaires des chercheurs sont doublement comptabilisés. Les PME peuvent recevoir le remboursement en année n des dépenses de R&D engagées l'année n -1.

Selon l'OCDE, la France est le pays offrant le traitement fiscal de la R&D le plus avantageux pour les entreprises : 0,425 unité d'allègement fiscal par unité de dépenses de R&D [fig. 4]. Plus d'un quart des entreprises qui connaissent l'existence du CIR considèrent ce dispositif comme une raison principale d'implantation des activités de R&D en France, et 54 % en font un facteur d'attractivité [fig. 5].

Lin Qiang, président Europe de ZTE, Zhongxing Telecom, équipementier en télécommunications chinois.

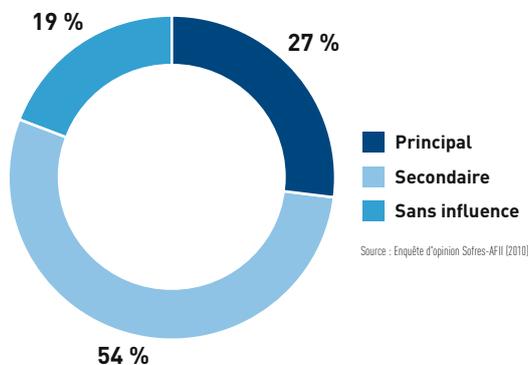
“ Les Français possèdent une importante capacité d'innovation. Ils se passionnent pour l'innovation et la recherche d'idées nouvelles. La France est un modèle pour le monde entier. C'est donc le lieu idéal pour faire de la R&D. La France a d'ailleurs apporté une contribution significative à notre entreprise. Nombre de nos terminaux ont été lancés à partir de la France.”

fig. 4. TRAITEMENT FISCAL DE LA R&D DES ENTREPRISES (2008)
TAUX DE SUBVENTION FISCALE POUR 1 \$ DE R&D*



Source : OCDE, Science, technologie et industrie : tableau de bord 2009.

fig. 5. LE CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE CONSTITUE-T-IL POUR VOTRE ENTREPRISE UN FACTEUR D'IMPLANTATION D'ACTIVITÉS DE R&D ?



TÉMOIGNAGE

Chuck Davis, vice-président R&D de Kraft Foods Europe

« Nous avons choisi la France pour la convivialité de l'accueil réservé à la R&D par les agences gouvernementales et la communauté en général ainsi que, incontestablement, pour les crédits d'impôt en matière d'investissement en R&D. Investir à Saclay, centre de R&D majeur en France, nous donne l'opportunité de travailler en étroite relation avec le milieu universitaire, de collaborer avec d'autres entreprises et d'accéder à des technologies que nous ne possédons pas en interne. Ceci est important dans la mesure où l'objectif de nos centres de R&D est d'intégrer une large communauté technique. »

Les investissements d'avenir

Le programme national d'investissements d'avenir, doté de 35 Md€, vise à renforcer la compétitivité de l'économie française et à soutenir l'innovation dans cinq domaines stratégiques :

- **l'enseignement supérieur et la formation** : 11 Md€ seront consacrés, notamment, à la création de 5 à 10 campus d'excellence en matière d'enseignement supérieur (7,7 Md€), et au plateau de Saclay, pour en faire le plus important campus scientifique et technologique européen (1 Md€) ;
- **la recherche scientifique et technologique** : 8 Md€ pour développer les équipements de recherche (1 Md€) et les laboratoires d'excellence (1 Md€), renforcer les efforts dans les domaines vitaux des biotechnologies et des nanotechnologies (850 M€ iront à la création d'instituts hospitalo- universitaires), financer des actions de valorisation de la recherche publique (création d'un fonds national de valorisation doté d'1 Md€) et les instituts Carnot, piliers de la recherche partenariale (500 M€), et encourager l'innovation technologique (via des instituts de recherche technologiques, dotés de 2 Md€) ;
- **les filières industrielles et les PME** : 6,5 Md€ pour maintenir et renforcer la compétitivité de filières telles que l'aéronautique et le spatial (2 Md€), l'automobile, le ferroviaire et la construction navale (1 Md€). 2,5 Md€ seront en particulier consacrés au développement des PME ;
- **le développement durable** : 5 Md€ s'ajouteront aux 7 Md€ d'investissement de l'Etat prévus chaque année jusqu'en 2020 dans le cadre du « Grenelle de l'environnement ». Ils permettront notamment des progrès en matière technologique et industrielle dans les filières des énergies renouvelables et décarbonées (2,5 Md€), de soutenir le développement des réacteurs nucléaires de 4^e génération (1 Md€), et de développer les transports et l'urbanisme durable (1 Md€) ainsi que la rénovation thermique de l'habitat social (500 M€) ;
- **l'économie numérique** : 4,5 Md€ seront consacrés, via un Fonds national pour la société numérique, à l'équipement de la France en très haut débit (2 Md€) et au développement des services, usages et contenus innovants (2,5 Md€), notamment par la numérisation du patrimoine culturel national.

ENTRETIEN

Delphine Manceau, directrice de l'Institut pour l'innovation et la compétitivité et co-auteur du rapport : « *Pour une nouvelle vision de l'innovation* ».

Comment définissez-vous l'innovation ?

« L'innovation correspond à l'ensemble des produits, des services, des processus et des modèles économiques différents de ce qui existait précédemment. En conséquence, elle peut être fondée non seulement sur la R&D, mais également sur un nouveau design qui modifie la manière d'utiliser le produit ou le service, sur un nouveau mode de commercialisation, ou sur un nouveau modèle économique. Lorsque l'on analyse rétrospectivement le succès de l'iPod d'Apple, on mesure l'importance de la facilité d'accès aux contenus et du modèle économique via iTunes alors que la technologie employée était dans la continuité des lecteurs MP3 de l'époque. Plus récemment, le succès des systèmes d'accès temporaire au vélo comme le Velib et, peut-être bientôt, à la voiture électrique, ou l'engouement pour les consoles permettant de jouer avec son corps comme la Wii ou la Kinect, montrent l'importance d'un travail sur les usages, même pour les innovations qui s'appuient sur des technologies récentes. »

L'innovation non technologique constitue un volet essentiel de l'activité économique et concerne 51 % des entreprises de la zone OCDE. En France, cependant, seules 23 % des entreprises sont concernées. Il conviendrait donc de stimuler la création d'innovations de ce type.

Notre culture française associe souvent innovation et R&D de manière systématique. Bien sûr, la R&D constitue un facteur essentiel pour stimuler l'innovation. Cependant, le chemin est long et périlleux entre R&D et innovation : une R&D réussie aboutit à des inventions (donnant souvent lieu à des brevets), qu'il faut ensuite intégrer à des produits, des services, des processus. La transformation de l'invention en innovation exige des efforts et des compétences spécifiques. Certaines entreprises excellentes en R&D se voient dépassées lorsqu'il s'agit de développer les produits et d'assurer leur réussite commerciale. Il importe donc de stimuler la capacité d'innovation dans son ensemble sans se focaliser uniquement sur la R&D. N'oublions pas que certaines innovations se font sans R&D et qu'à l'inverse, 36 % des brevets déposés dans l'Union européenne ne sont pas utilisés et donc pas intégrés à des innovations. C'est pourquoi il est essentiel de bien distinguer R&D, invention et innovation et d'adopter une vision large de l'innovation. »

Quel est l'impact de l'innovation sur la compétitivité ?

« L'innovation joue un rôle fondamental pour favoriser la compétitivité hors prix, c'est-à-dire pour générer une préférence des marchés pour des produits et services sur d'autres critères que le prix. Autrement dit, l'innovation évite que les produits et services ne deviennent des commodités. Dans une économie mondialisée, il est particulièrement important pour la compétitivité française et européenne de disposer de leviers de différenciation autres que les prix et les coûts de fabrication. Par ailleurs, il faut remarquer que l'innovation stimule la croissance économique en ce qu'elle favorise le renouvellement régulier des produits et des équipements. »

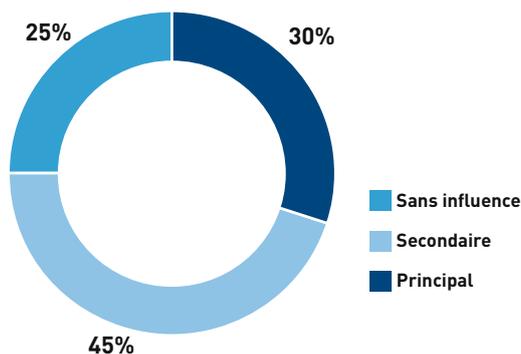
En quoi la France a-t-elle une culture de l'innovation et comment peut-elle en faire un atout ?

« Aujourd'hui, la France se situe à la 11^e place en Europe pour sa capacité d'innovation, derrière les pays scandinaves, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Pour améliorer cette performance, elle peut s'appuyer sur quelques atouts importants : une excellente culture technique, un bon niveau d'éducation dans les domaines scientifiques (77 % des diplômes décernés en France sont des diplômes en science et ingénierie, contre 58 % dans les pays de l'OCDE) et un système fiscal favorable à travers le crédit d'impôt recherche. En parallèle, elle est une référence dans les activités de création telles que la mode et le luxe. Si l'on arrivait à stimuler davantage la rencontre des univers high-tech et de la création et à favoriser le travail commun autour de projets d'innovation, on démultiplierait la capacité d'innovation de certains secteurs. L'innovation naît de la rencontre de cultures et d'esprits différents, elle est stimulée par la fertilisation croisée de compétences et de profils. La diversité culturelle qui caractérise notre pays et, plus globalement, l'Europe, constitue également un terreau favorable. Parce que l'innovation est avant tout affaire de culture et de mentalités, l'éducation joue un rôle essentiel pour apprendre à prendre des risques et à accepter l'échec, ou pour favoriser les rencontres et les travaux communs entre étudiants de profils différents. »

Les pôles de compétitivité

Les pôles de compétitivité jouent un rôle clé dans la politique d'attractivité et d'innovation de notre économie. Ils sont connus de la moitié des investisseurs interrogés par TNS-Sofres fin 2010, dans le cadre de l'enquête annuelle sur l'attractivité française. Ils constituent un facteur de localisation important pour près d'un tiers des investisseurs qui les connaissent et un facteur d'attractivité complémentaire pour 45 % d'entre eux [fig. 6].

fig. 6. LES POLES DE COMPETITIVITE POURRAIENT-ILS CONSTITUER POUR VOTRE ENTREPRISE UN FACTEUR D'IMPLANTATION D'ACTIVITES DE R&D ?



Source : Enquête d'opinion Sofres-AFII (2010)

Une présence étrangère significative dans les pôles de compétitivité

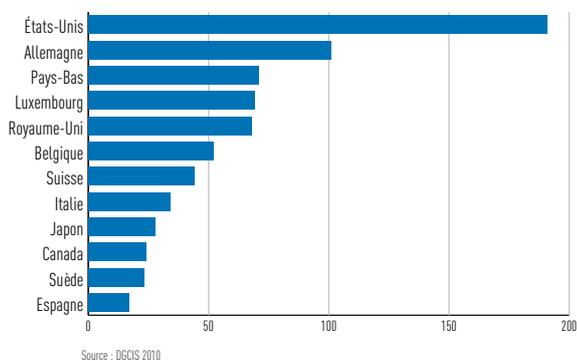
Au nombre de 71, dont 18 à vocation mondiale, les pôles représentent des écosystèmes attractifs pour les investisseurs internationaux. En s'implantant dans un pôle de compétitivité, les entreprises étrangères accèdent non seulement à des instituts de recherche performants, mais aussi à des réseaux de partenaires, fournisseurs, sous-traitants et clients.

Fin 2009, 6 500 sociétés étaient membres des pôles, au travers de près de 7 200 établissements employant près de 800 000 salariés. Parmi elles, 670 sociétés étrangères, appartenant à 536 groupes étrangers, disposent de près de 800 établissements différents dans les pôles de compétitivité (soit 11 % des établissements membres des pôles) (DGCIS, 2010).

Un quart des établissements implantés dans les pôles de compétitivité appartenant à des groupes étrangers sont d'origine américaine, soit 191 établissements. L'Allemagne est le pays européen dont les entreprises

sont les plus présentes, suivi par les Pays-Bas : les établissements allemands (101) et néerlandais (71) représentent respectivement 13 et 9 % des établissements des pôles appartenant à des groupes étrangers [fig. 7].

fig. 7. LES DIX PREMIERS PAYS D'ORIGINE DES ENTREPRISES ETRANGERES MEMBRES DES POLES DE COMPETITIVITE FIN 2009



Une forte concentration des établissements étrangers dans les activités d'ingénierie et d'études techniques

Les cinq premiers secteurs d'activité des sociétés étrangères implantées dans les pôles de compétitivité sont :

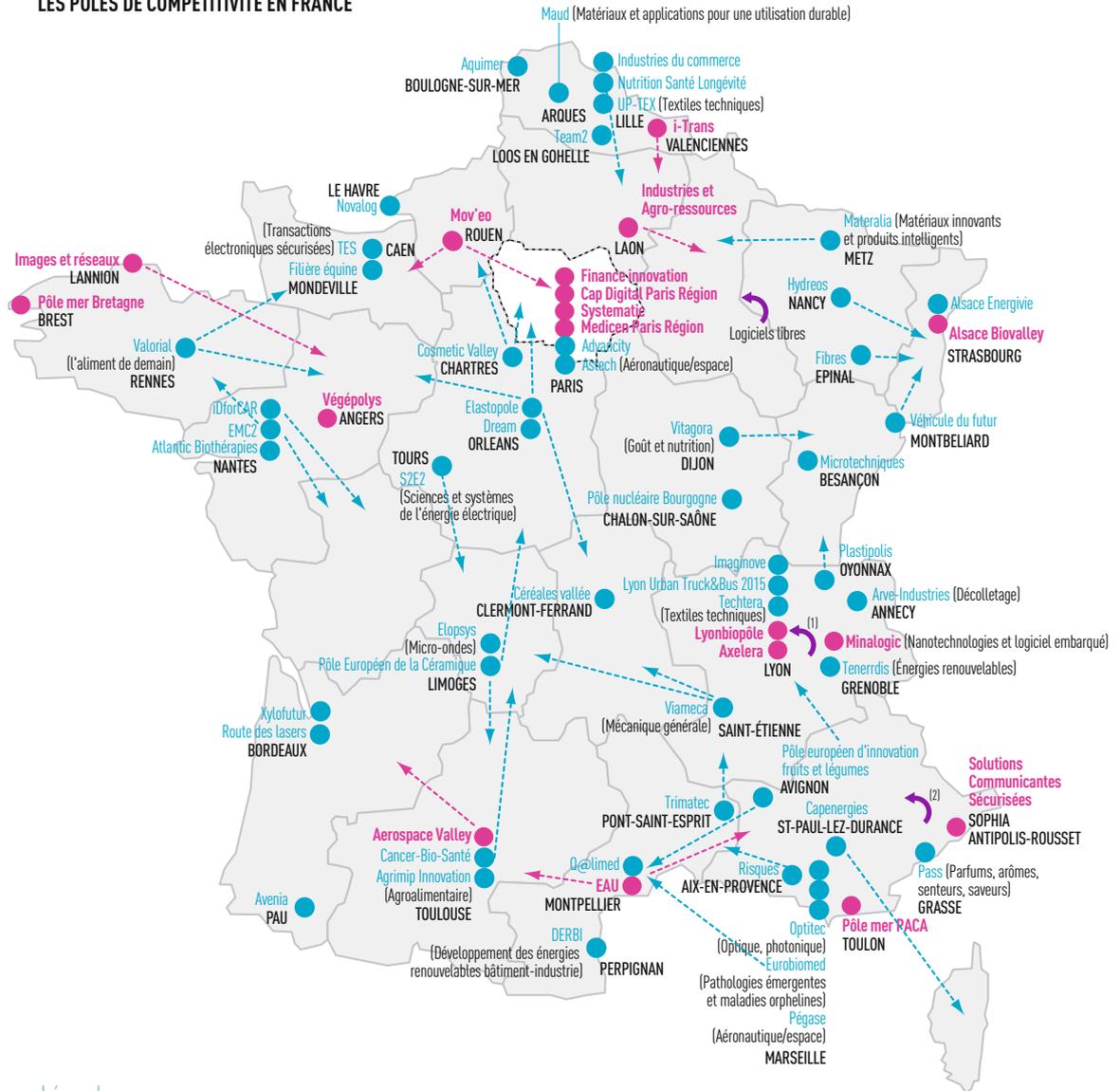
- ingénierie et études techniques (46 établissements),
- fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques (28 établissements),
- fabrication de préparations pharmaceutiques (19 établissements),
- recherche & développement en sciences physiques et naturelles (18 établissements).

TÉMOIGNAGE

Dr Michel Mariton, président-directeur général, Horiba Jobin Yvon, filiale de la société japonaise Horiba.

“ Pour la création de notre centre de R&D, en 2009, l'aide de l'Etat français à la R&D a été essentielle. Le potentiel des pôles de compétitivité franciliens associé aux moyens financiers dégagés par le crédit d'impôt recherche étaient supérieurs à ceux offerts par les autres pays européens concurrents.”

LES POLES DE COMPETITIVITE EN FRANCE



Légende

- Pôles mondiaux
- Autres pôles
- Pôles multirégionaux
- ↪ Volet thématique adossé à un pôle existant

(1)

Santé tropicale
(Lyonbiopôle)

GUYANE

(2)

Technologies écoefficientes
(Capenergies)

GUADELOUPE

Qualitropic
(Agronutrition en milieu tropical)

SAINT-DENIS DE LA REUNION

Source : DGCS / Datar, Septembre 2010 / Conception : Sphère Publique

La contribution des filiales d'entreprises étrangères à l'économie française

La France est l'un des principaux pays d'origine et pays de destination des flux d'investissement dans le monde. Près de 30 000 entreprises françaises ont une implantation à l'étranger, et près de 20 000 sociétés étrangères sont présentes en France.

La France est, en Europe, le second pays d'accueil des investissements étrangers créateurs d'emplois (*Baromètre de l'attractivité européenne*, Ernst & Young, 2010).

Le stock des investissements directs étrangers en France représente plus du tiers de la richesse nationale (42 % du PIB), un taux comparable à celui de l'Espagne (46 %), supérieur à celui de l'Allemagne (21 %), des Etats-Unis (23 %) ou de l'Italie (19 %) [\(fig. 1\)](#).

Composante étrangère du Cac 40

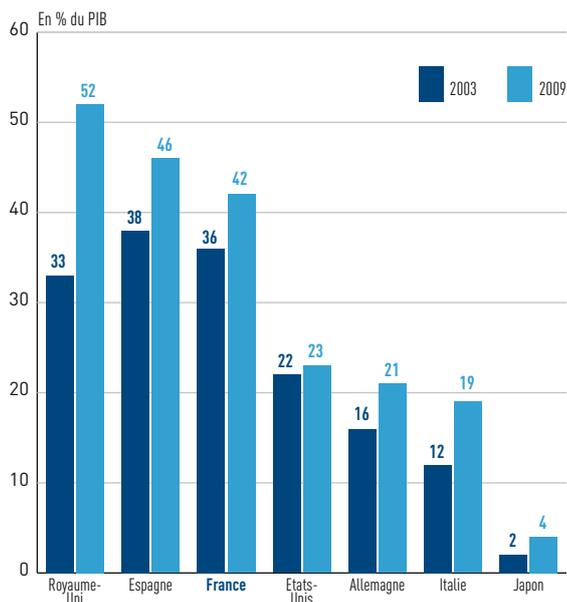
Selon la Banque de France⁽¹⁾, la part de la capitalisation boursière des sociétés françaises du CAC 40 détenue par les non-résidents s'est inscrite en hausse, s'élevant à 42,3 % fin 2009, pour un montant de 404,5 milliards

d'euros (contre 40,2 % en 2008). La progression du taux de détention observée résulte des acquisitions nettes des investisseurs non-résidents, qui ont été positives à hauteur de 31,5 milliards d'euros en 2009, alors qu'elles étaient négatives de 4,3 milliards d'euros en 2008 [\(fig. 2\)](#).

Selon les estimations de la Banque de France, le taux de détention des non-résidents atteint, en 2009, 60,1 % dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC). Fin 2009, la zone euro est la première origine géographique des détenteurs non-résidents d'actions de sociétés françaises du CAC 40 (17 % de la capitalisation boursière), suivie par les Etats-Unis (15,6 %). Viennent ensuite le Royaume-Uni (2,7 %), le Japon (1,3 %), le Canada (1,1 %) et la Suisse (1,1 %). La structure géographique des non-résidents est restée stable durant la crise.

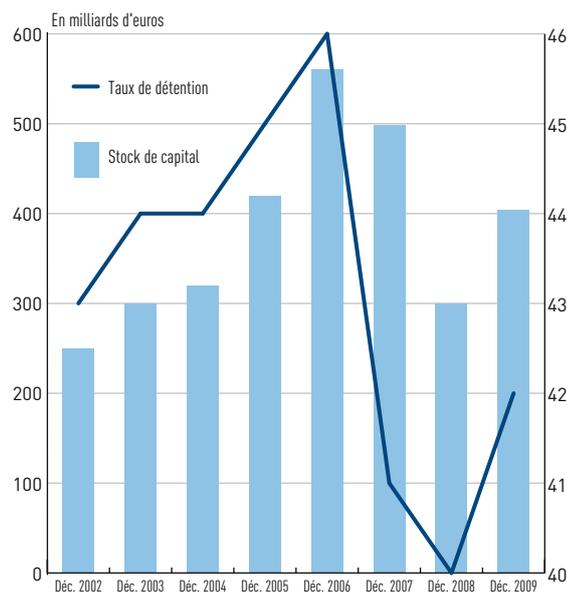
⁽¹⁾ Analyse relative à la composition étrangère du CAC 40 à partir des éléments présentés dans le *Bulletin de la Banque de France* n°180, 2^e trimestre 2010, Julien Le Roux « La détention par les non-résidents des actions des sociétés françaises du CAC 40 à fin 2009 ».

fig. 1. STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ENTRANTS



Source : CNUCED, 2010

fig. 2. TAUX DE DETENTION PAR LES NON-RESIDENTS DU CAC40



Source : Banque de France, 2010

L'OUVERTURE DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

Par rapport à la richesse nationale, la France accueille plus d'investissements étrangers que les principaux pays développés.

Stock d'investissements étrangers, rapporté au PIB :

- Royaume-Uni : 52%
- Espagne : 46%
- France : 42%
- Etats-Unis : 23%
- Allemagne : 21%
- Italie : 19%
- Japon : 4%

[données CNUCED, 2010]

L'économie française est très ouverte aux capitaux étrangers.

Selon l'Insee, l'ensemble des filiales de groupes étrangers :

- emploient 14 % de l'effectif salarié dans l'ensemble de l'économie française ;
- contribuent à hauteur de 21% au chiffre d'affaires de l'économie française ;
- assurent 33 % des exportations de l'économie française ;
- réalisent 8 % de l'investissement corporel de l'économie française.

« L'impact de l'acquisition étrangère est toujours positif trois ans après l'acquisition : l'entreprise cible emploie plus que si elle n'avait pas été rachetée, elle est plus productive, les salaires y sont plus élevés, le chiffre d'affaires est en forte hausse, de même que la productivité. »

[Rapport du Conseil d'analyse économique, janvier 2010 : Investissement direct étranger et performances des entreprises, Lionel Fontagné et Farid Toubal, p.77]

Selon l'Insee, les filiales industrielles de groupes étrangers :

- emploient le quart de l'effectif salarié du secteur de l'industrie en France ;
- contribuent à hauteur de 32% au chiffre d'affaires de l'industrie française ;
- assurent 40 % des exportations de l'industrie manufacturière ;
- réalisent 29 % de l'investissement corporel de l'industrie française.

« Les entreprises localisées en France et appartenant à des groupes étrangers sont plus efficaces que celles appartenant à des groupes français et ces dernières dépassent les entreprises indépendantes : elles créent plus d'emplois, exportent plus, importent plus et sont plus rentables. »

[Rapport du Conseil d'analyse économique, janvier 2010 : Investissement direct étranger et performances des entreprises, Lionel Fontagné et Farid Toubal, p.10]

• Les investisseurs étrangers détiennent 42,3 % du capital des entreprises du CAC 40.

[Banque de France, avril 2010]

• Les filiales françaises d'entreprises étrangères assurent 22,2 % des dépenses de R&D réalisées en France. (MENESR, 2010)

- 536 groupes étrangers sont présents dans les pôles de compétitivité en France soit 793 établissements étrangers représentant 11 % de l'ensemble des établissements présents dans les pôles. (DGCIIS, 2010)

Une contribution majeure en termes d'emploi

Fin 2008, l'Insee recensait près de 20 000 filiales⁽¹⁾ de groupes étrangers installées en France, employant 2,04 millions de personnes, soit 14 % de l'emploi salarié hors secteur financier et administration (environ un salarié sur sept).

La part prépondérante des entreprises américaines et européennes

Les filiales françaises d'entreprises européennes et américaines emploient plus de 90 % des salariés travaillant dans des groupes étrangers présents en France [fig. 3]. Les Etats-Unis sont le premier pays pour le nombre d'emplois : 466 540 personnes travaillent dans des groupes américains, soit près d'un quart des emplois recensés dans les filiales étrangères. L'Allemagne arrive en tête des pays européens, suivie de près par le Royaume-Uni : les groupes allemands et

anglais emploient respectivement 336 400 et 312 200 salariés. Les groupes japonais emploient 54 700 salariés (soit 3 % de l'emploi des implantations étrangères). La contribution à l'emploi des entreprises originaires des principaux pays émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine) est encore très limitée (moins de 1 % des emplois assurés par les entreprises étrangères implantées), la Chine figurant au 18^e rang à ce titre (Insee, 2011).

Les groupes étrangers implantés en France sont de plus grande taille que la moyenne des entreprises françaises

En France, le nombre moyen de salariés dans les entreprises est de 5, quand il est de 118 dans les filiales d'entreprises étrangères. 38 % des salariés de ces entreprises travaillent dans des structures de grande taille [fig. 4].

⁽¹⁾ Unités légales en France appartenant à un groupe étranger - hors agriculture, activités financières et administration.

fig. 3. PAYS D'ORIGINE DES GROUPES ETRANGERS

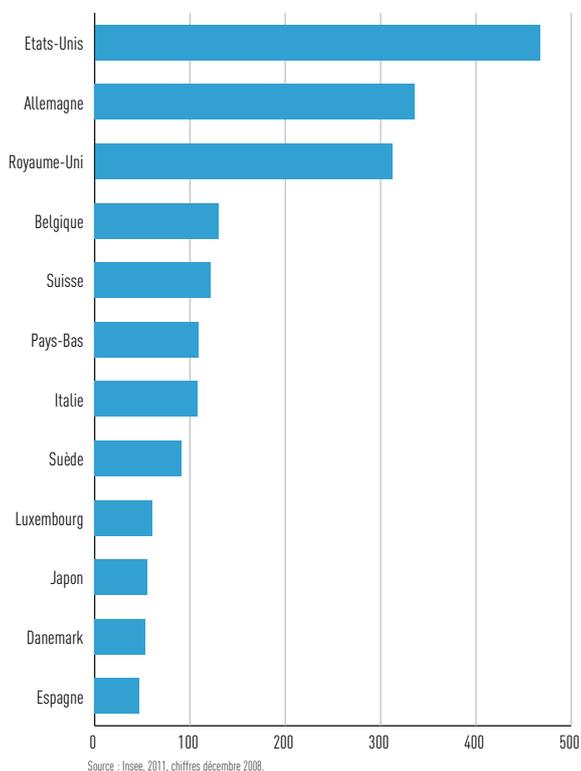
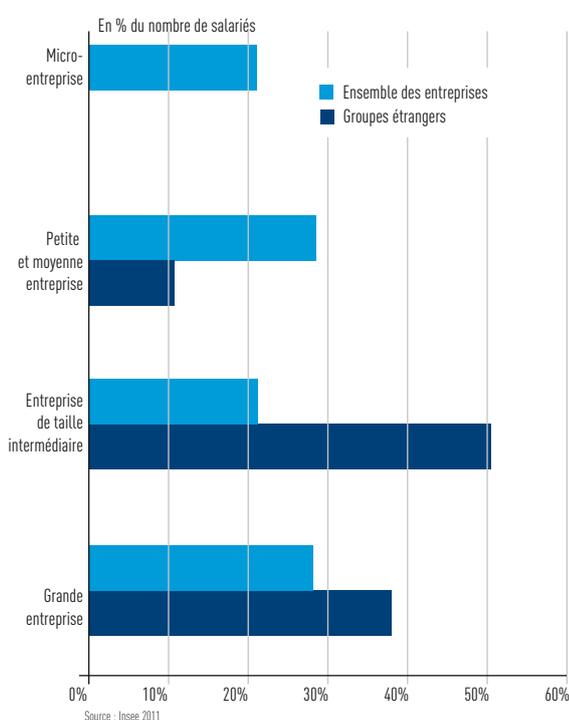


fig. 4. TAILLE DES ENTREPRISES*



* L'Insee distingue quatre catégories selon leur dimension : les micro-entreprises (moins de 40 salariés), les PME (de 10 à 249 salariés), les ETI (de 250 à 4999 salariés) et les grands établissements (plus de 5000 salariés).

LA FRANCE EST OUVERTE AUX TALENTS ETRANGERS

La France est, avec près de 250 000 étudiants étrangers inscrits dans l'enseignement supérieur, le quatrième pays d'accueil au monde, et le deuxième pays d'accueil en Europe (2008). Les étudiants étrangers représentent un peu plus de **11 % de l'ensemble des étudiants** inscrits dans l'enseignement supérieur en France (2008), une proportion comparable à celle de l'Allemagne. Avec 39,8 %, la proportion des étudiants étrangers dans les programmes de recherche est supérieure à la moyenne communautaire.

179 sections internationales en France*: les pays ayant signé l'accord de sections internationales avec la France sont les suivants : Allemagne, Chine (en cours de mise en place), Danemark, Espagne, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal et Suède.

*FDEI (Fondation pour le développement de l'enseignement international), 2010

La France a mis en place des dispositifs destinés à encourager la venue des compétences et des talents :

- **la carte de séjour temporaire « étudiant »** offre la possibilité d'exercer une activité professionnelle salariée à titre accessoire, dans la limite de 60 % de la durée de travail annuelle. A l'issue de la validité de cette carte, l'étudiant titulaire d'un diplôme de master ou équivalent peut bénéficier d'une autorisation de séjour provisoire, valable six mois (non renouvelable). Cette autorisation lui permet également d'exercer une activité salariée à titre accessoire, sous les mêmes conditions que la carte de séjour « étudiant ». L'étudiant diplômé peut travailler à plein temps, en demandant une carte de séjour « compétences et talents » (dès lors qu'il a conclu un contrat en relation avec sa formation, assorti d'une rémunération au moins égale à 1,5 fois le Smic) ;
- **la carte « compétences et talents »** est un titre de séjour temporaire valable trois ans (renouvelables) permettant d'exercer une activité salariée ou commerciale sur le territoire français. Elle est

destinée au ressortissant étranger susceptible de participer de façon significative et durable au développement économique ou au rayonnement, notamment intellectuel, scientifique, culturel, humanitaire ou sportif de la France et du pays dont il a la nationalité. Cette carte vaut autorisation de travail et/ou autorisation de s'enregistrer au registre du commerce et des sociétés pour un porteur de projet ;

- **la procédure en faveur du salarié en mission** : mise en place d'un guichet unique sans condition de rémunération, auprès des directions territoriales de l'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration) des départements de Paris (75), des Hauts-de-Seine (92) et du Rhône (69). Tous les membres de famille des salariés en mission bénéficient désormais de la procédure de « famille accompagnante ». Dès lors que le contrat de travail du salarié en mission est d'une durée égale ou supérieure à six mois, il convient de délivrer une carte de séjour portant la mention « vie privée et familiale » aux membres de la famille. Des dispositions relatives au court séjour des salariés en mission ont été également mises en place : une procédure spécifique permet la délivrance d'une autorisation de trois mois, valable 12 mois, qui sera accompagnée par un visa de circulation de même durée, permettant des séjours de trois mois au maximum par période de six mois durant la validité des documents ;
- **La carte pour « contribution économique exceptionnelle »** complète depuis fin 2010 ce dispositif ;
- **la procédure de recours au mandataire** : le « mandat » ou « procuration » désigne à la fois le pouvoir et le document par lequel le pouvoir est transmis. Le tiers, habilité à agir par le mandat, est le contact des administrations concernées. Il procède à la constitution du dossier, le transmet au service compétent, assure un suivi administratif et fournit des documents complémentaires le cas échéant.

Une forte concentration géographique des filiales étrangères

L'Ile-de-France et Rhône-Alpes accueillent près des deux tiers des emplois générés par les entreprises étrangères. 48 % des filiales étrangères présentes en France et 53 % des emplois liés sont localisés en Ile-de-France.

INSEE

Afin d'estimer la contribution des filiales étrangères à l'économie française, sont utilisées les données fournies par l'Insee relatives à l'emploi, au chiffre d'affaires, à l'investissement corporel, au commerce extérieur des entreprises résidentes sous contrôle étranger pour l'année 2008 (dernière année disponible). Ces données sont issues de l'enquête sur les liaisons financières entre sociétés (LiFi) et l'Esane, dispositif de production de statistiques structurelles de l'entreprise.

PRESENCE DES FILIALES ETRANGERES PAR REGION

(en part de la présence étrangère dans l'économie française)

REGION	Nombre d'unités légales	Nombre de salariés	Chiffres d'affaires	Investissement corporel	Chiffres d'affaires à l'exportation
Ile-de-France	48%	53%	60%	58%	54%
Rhône-Alpes	10%	10%	9%	12%	11%
Nord-Pas de Calais	6%	6%	5%	9%	5%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5%	3%	3%	4%	3%
Alsace	4%	5%	4%	16%	5%
Lorraine	3%	2%	2%	-	3%
Pays de La Loire	3%	3%	2%	1%	3%
Centre	3%	3%	2%	-	2%
Aquitaine	2%	1%	1%	-	1%
Picardie	2%	2%	2%	1%	2%
Midi-Pyrénées	2%	2%	1%	-	2%
Bourgogne	2%	2%	1%	-	2%
Haute-Normandie	2%	2%	2%	1%	2%
Languedoc-Roussillon	2%	1%	1%	1%	1%
Bretagne	1%	1%	1%	2%	1%
Champagne-Ardenne	1%	1%	1%	-	1%
Poitou-Charentes	1%	1%	1%	-	1%
Franche-Comté	1%	1%	1%	1%	1%
DOM	1%	-	-	-	-
Auvergne	1%	1%	-	1%	-
Basse-Normandie	1%	1%	-	-	1%
Total général	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Insee 2011, calculs AFII.

Grille de lecture : la région Ile-de-France est à l'origine de 54 % du chiffre d'affaires à l'exportation réalisé par les entreprises étrangères présentes en France.

Les entreprises étrangères contribuent au développement économique des territoires

Les entreprises étrangères, qui ne représentent que 1 % des entreprises opérant en France, apportent une contribution importante au développement territorial français. Elles assurent, par exemple, le quart de l'emploi ans la région Alsace, et 14,4 % dans la région Rhône-Alpes. Plus de 54 % du chiffre d'affaires à l'exportation réalisé par les entreprises de la région Lorraine est imputable aux filiales de sociétés étrangères. La part de l'investissement corporel réalisé par les groupes étrangers atteint 39,2 % dans la région Alsace, et 10 % dans la région Ile-de-France.

Deux illustrations récentes sont apportées par l'installation d'une base en France (Toulouse) de la compagnie aérienne espagnole *Vueling*, qui créera une centaine d'emplois sur l'aéroport de Toulouse-Montaudou ; et par la création d'un centre de logistique à Montélimar par le groupe américain de commerce en

CONTRIBUTION DES FILIALES ETRANGERES PAR REGION

(en part de la présence étrangère dans l'économie française)

REGION	Nombre de salariés	Chiffres d'affaires	Chiffres d'affaires à l'exportation	Investissement corporel
Alsace	25%	34%	59%	39%
Ile-De-France	20%	28%	29%	10%
Rhône-Alpes	14%	23%	50%	11%
Picardie	14%	28%	53%	6%
Lorraine	14%	21%	54%	-
Nord-Pas de Calais	14%	20%	46%	10%
Centre	13%	19%	52%	-
Haute-Normandie	13%	21%	37%	8%
Bourgogne	13%	16%	51%	-
Champagne-Ardenne	12%	12%	21%	2%
Franche-Comte	9%	14%	50%	8%
Midi-Pyrénées	9%	12%	35%	-
Pays de la Loire	8%	11%	39%	1%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8%	13%	28%	4%
Poitou-Charentes	6%	7%	26%	5%
Auvergne	6%	6%	6%	7%
Bretagne	5%	6%	21%	5%
Aquitaine	5%	8%	24%	-
Languedoc-Roussillon	5%	12%	34%	5%
Basse-Normandie	4%	4%	43%	2%
DOM	4%	5%	1%	-
Total général	14%	21%	33%	8%

Grille de lecture : dans la région Alsace, 59,4 % du chiffre d'affaires à l'exportation est réalisé par les entreprises étrangères.

ligne *Amazon*, destiné à desservir le sud de la France, l'Espagne et l'Italie, qui permettra la création de plusieurs centaines d'emplois.

Une forte présence dans les activités de production

La forte internationalisation de l'industrie manufacturière. La part de l'emploi salarié relevant du secteur industriel est nettement plus élevée au sein des entreprises étrangères présentes en France que dans l'ensemble de l'économie : fin 2008, 41 % de l'emploi dans les groupes étrangers relève de l'industrie, contre 22 % des emplois pour l'ensemble de l'économie [fig. 5]. De même, alors que les filiales de groupes étrangers en France réalisent 21 % du chiffre d'affaires de l'ensemble de l'économie française, cette contribution atteint 32 % dans l'industrie [fig. 6].

Pour autant, la progression des services (observée par l'Insee dès 2003) se confirme : fin 2008, près du tiers des emplois des filiales étrangères sont concentrés dans le secteur tertiaire, contre 20 % fin 2003. Cette progression a accompagné la tertiarisation de l'économie française,

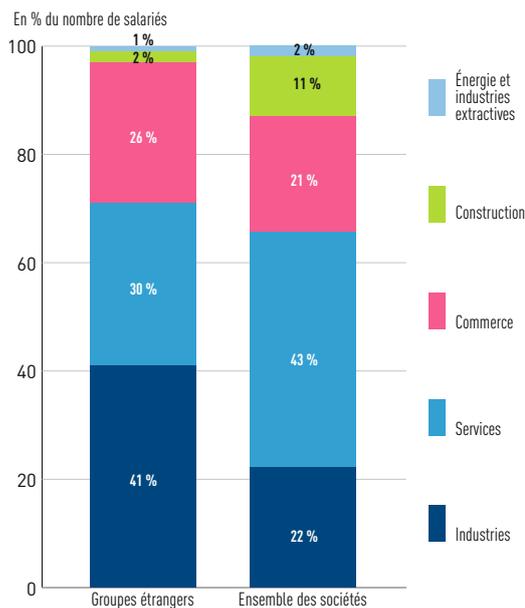
où plus de la moitié des emplois sont issus des activités de services et de commerce. Enfin, les filiales de groupes étrangers contribuent fortement aux exportations : elles génèrent le tiers du chiffre d'affaires à l'exportation de l'économie française, et plus du tiers dans les secteurs des industries manufacturières (40 %) et du commerce (42 %) [fig. 6].

Les filiales de groupes étrangers sont très présentes dans la R&D

Les filiales étrangères participent à l'effort de recherche et développement de l'économie française [fig. 6]. Leur part dans les dépenses de R&D exécutées sur le territoire national est de 22,2 % (2008). Cette contribution est plus forte que celle estimée aux Etats-Unis (14 %), au Japon (6 %) ou encore en Finlande (13,5 %).

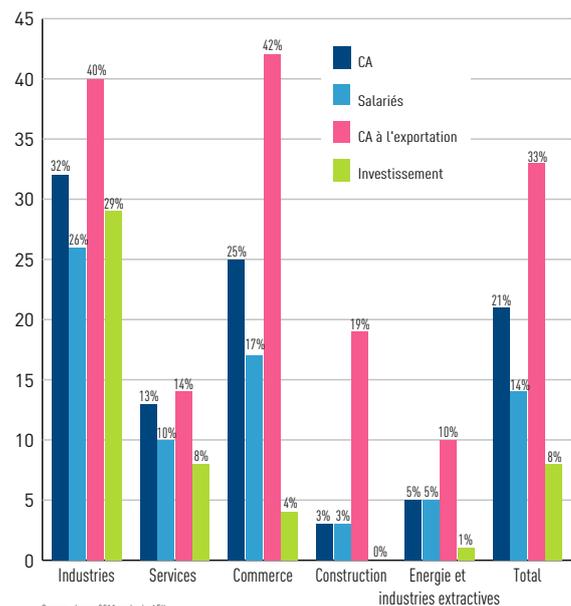
Plus de 2 000 entreprises étrangères opérant en France, en 2008, se sont portées déclarantes au crédit d'impôt recherche (CIR). Cet outil a favorisé les décisions d'implantation de centres de R&D, investissements étrangers dont le nombre connaît une croissance forte depuis trois ans.

fig. 5. L'INDUSTRIE, PREMIERE ACTIVITE DES GROUPES ETRANGERS EN FRANCE



Source : Insee 2011, calculs AFIL.

fig. 6. POIDS DES FILIALES ETRANGERES PAR SECTEUR



Source : Insee 2011, calculs AFIL.



Annexes

METHODOLOGIE

Critères de prise en compte des projets au Bilan France.....	94
Nomenclatures du Bilan France.....	96
Diversité statistique sur l'investissement étranger en France.....	98
Une étroite coopération avec les partenaires territoriaux.....	100
Le réseau AFII.....	102

Critères de prise en compte des projets au Bilan France

Le bilan des investissements étrangers en France : un outil d'analyse des projets d'investissement étrangers et de leur contribution à l'économie française.

Élaboré depuis 1993, le Bilan France recense les projets d'investissement d'origine étrangère créateurs d'emploi durable. Il repose sur des annonces de projets validés, et comptabilise le nombre d'emplois associés. Il fournit des statistiques détaillées par secteur d'activité, type d'opération et de fonction, pays d'origine et région d'accueil. Il ne fournit pas le montant de chaque investissement, cette donnée n'étant pas toujours disponible.

Quatre types d'investissement retenus au bilan

- Les **créations** génèrent des emplois sur un nouveau site. *Exemple : un industriel étranger crée en France une usine de tréfilerie et recrute 30 personnes.*
- Les **extensions** renforcent la présence d'une entreprise. *Exemple : une entreprise étrangère est implantée depuis plusieurs années en France et souhaite y développer ses activités. Elle investit 100 millions d'euros et recrute 30 personnes supplémentaires.*
- Les **reprises** concernent l'acquisition d'une société en difficulté, qui permet de sauvegarder des emplois. Les difficultés de l'entreprise doivent être juridiquement avérées – procédure de dépôt de bilan ou de redressement judiciaire devant le tribunal de commerce. Si l'entreprise a changé de propriétaire dans les trois années précédentes, le projet n'est pas retenu dans le bilan afin d'éviter des comptabilisations successives de rachat d'une même entreprise ; *Exemple : une entreprise implantée en France connaît depuis plusieurs mois de sérieuses difficultés et doit déposer son bilan. Un investisseur étranger rachète l'entreprise en difficulté et conserve la totalité ou une partie du personnel employé.*
- Une **reprise-extension** vise l'acquisition d'une entreprise française qui n'est pas en difficulté, par un investisseur étranger. Les emplois comptabilisés dans

le bilan sont ceux relatifs à la seule extension. *Exemple : une entreprise étrangère acquiert une entreprise implantée en France. Elle investit 100 millions d'euros et recrute 30 personnes supplémentaires.*

La définition des investissements d'origine étrangère

La nationalité d'un investissement est déterminée à partir de celle de la société mère. L'investissement est réputé d'origine étrangère si la société est détenue à plus de 50 % par des capitaux étrangers. Dans le cas d'une répartition distincte du capital, les emplois sont attribués à chaque pays au prorata de la part de ses ressortissants.

Dans le cas d'un capital émiété :

- si plus de 50 % du capital est détenu par des actionnaires d'un même pays, les emplois sont attribués à ce dernier ;
- dans le cas opposé, l'origine d'un investissement est définie en fonction de l'actionnaire majoritaire, des membres du conseil (*board members*) et du centre de décision. Par exception, dans le cas d'une « JV franco-étrangère », les emplois correspondants sont décomptés au prorata de la participation étrangère dans l'investissement.

Recueil et validation des données

Le recensement des projets et la comptabilisation des emplois associés font l'objet d'un travail de coordination entre l'AFII Paris, les bureaux de l'Agence à l'étranger et les partenaires territoriaux. La compilation des données collectées par l'AFII en vue de l'établissement final du Bilan donne lieu à un processus de validation croisée avec les Agences régionales de développement (ARD) et les partenaires en charge de l'aménagement du territoire.

COMPARAISON DES CRITERES DE COMPTABILISATION DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS

TYPES D'OPERATION	AFII	UKTI	Ernst & Young	fDi Markets
Création	x	x	x	x
Extension	x	x	x	x
Reprise-extension	x	x		
Reprise de site en difficulté	x	x		
Acquisitions, JV et fusions		x		
Nature des projets pris en compte	Annonces publiques et fermes des projets et emplois à 3 ans	Projets réalisés et annonces d'emplois à 3 ans	Annonces publiques et fermes des projets et emplois	Annonces publiques des investissements et emplois projetés et réalisés
Seuil de comptabilisation des emplois	Règle générale : 10 emplois <i>Exceptions :</i> -dès le premier emploi pour les projets à forte VA et/ou les premières implantations en Europe ; -à partir de 50 emplois à l'échelon national avec un minimum de 10 emplois par site pour les points de vente.	Dès le premier emploi	Dès le premier emploi	Dès le premier emploi
Réalisation d'une enquête	Enquête sur la perception de l'attractivité de la France réalisée auprès d'environ 1 000 investisseurs étrangers		Enquête sur la perception de l'attractivité de la France réalisée auprès d'environ 200 investisseurs étrangers	
Prise en compte des points de vente	Seuil minimal de 50 emplois à l'échelon national, avec au moins 10 emplois par site	A partir du moment où un nombre significatif d'emplois et de sites sont créés		x

Ne sont pas pris en compte dans le bilan

- les emplois intérimaires et saisonniers;
- les emplois apportés à un site par transfert d'activité d'une entreprise à l'intérieur du territoire français, du fait d'une réorganisation, d'un regroupement ou d'une restructuration des activités de cette même entreprise ayant entraîné des suppressions d'emplois sur les sites d'origine;
- les investissements purement financiers, les opérations boursières et les franchises quand le franchisé est français;
- les représentations diplomatiques, sauf si elles présentent un caractère internationalement mobile (siège social d'une organisation internationale par exemple).

Nomenclatures du Bilan France

Les classifications sont conçues pour refléter les caractéristiques du marché de l'investissement international.

La classification par secteur d'activité s'appuie sur une nomenclature à 25 postes, compatible avec celle de l'Insee (NAF 700 rév.2) et adaptée à la réalité du marché des investissements internationaux. Les projets sont classés selon la nature du bien ou du service qu'ils contribuent à concevoir, à produire ou à distribuer. Cette nomenclature évolue progressivement en fonction des nouvelles tendances du marché.

CLASSIFICATION PAR SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE

1	Agroalimentaire, agriculture et pêche
2	Textile, textile industriel, habillement et accessoires
3	Médicaments et biotechnologies appliquées
4	Parfums, cosmétiques
5	Ameublement & Equipement du foyer
6	Electronique grand public
7	Constructeurs automobiles et équipementiers
8	Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires
9	Machines et équipements mécaniques
10	Composants électroniques
11	Equipements électriques, électroniques, informatiques
12	Equipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux
13	Verre, céramique, minéraux, bois-papier
14	Chimie, Plasturgie
15	Métaux, travail des métaux
16	Transport, Stockage
17	Bâtiment et Travaux publics, Matériaux de construction
18	Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès à l'Internet
19	Logiciels et prestations informatiques
20	Conseils, Ingénierie et services opérationnels aux entreprises
21	Energie, recyclage et autres services concédés
22	Hôtellerie, tourisme et restaurant
23	Services financiers, bancaires et assurances
24	Commerce et distribution
25	Autres activités de services

Les types d'investissement

Un projet peut être réalisé selon différentes modalités, qu'il s'agisse d'une création de site, d'une extension de site, de la reprise d'une entreprise française en difficulté ou d'une extension suite à un rachat (reprise-extension).

Les projets industriels qui permettent de « conforter » un site et de sauvegarder les emplois qui auraient disparu à terme (pérennisation), au même titre que les partenariats technologiques et les fusions-acquisitions (F&A), ne sont pas repris dans les statistiques globales des projets créateurs d'emploi du Bilan.

1	Création : emplois créés sur un nouveau site.
2	Extension : emplois créés sur un site déjà occupé par l'entreprise.
3	Reprise d'entreprise française en difficulté : emplois maintenus suite à l'acquisition d'une société résidente en France en difficulté par un investisseur étranger
4	Reprise-extension : emplois créés à la suite de l'acquisition par un investisseur étranger d'une société résidente en France qui n'est pas en difficulté.
5	Pérennisation ou modernisation : les investissements de pérennisation sont des projets industriels qui permettent de « conforter » un site et de sauvegarder les emplois qui auraient disparu à terme.
6	Partenariats technologiques et de R&D
7	Fusions & Acquisitions

La fonction servie par le projet

Pour mener à bien leurs activités, les entreprises recourent à plusieurs types de fonctions : production de biens et de services, R&D, centres de décision, logistique, commerce et services aux entreprises et aux particuliers, etc. De la production se distinguent

les fonctions tertiaires, qui regroupent un ensemble d'activités telles que le commerce et les services aux entreprises, la logistique, les centres de R&D, conseil et ingénierie. Une nomenclature spécifique est prévue dans le Bilan pour classer les projets selon le type de fonction qu'ils contribuent à remplir.

FONCTION SERVIE PAR LE PROJET

	FONCTION DU PROJET	DEFINITION
1	R&D, ingénierie, design	Site ayant pour mission l'avancement des connaissances scientifiques, la mise au point ou l'application de nouvelles technologies ou produits.
2	Centres de décision	Primo implantation en France et quartiers généraux français
3	Quartiers généraux	Quartiers généraux mondiaux ou européens. Site autonome chargé de mener à bien une activité de support administratif interne à l'entreprise (ressources humaines, trésorerie, etc.)
4	Production / Réalisation	Site qui combine les ressources en main-d'œuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services.
5	Logistique	Site contribuant à l'acheminement et au stockage des produits.
6	Services aux entreprises	Site ayant pour mission la fourniture de services marchands aux entreprises (conseil, marketing, services bancaires, data-center...)
7	Services aux particuliers	Site ayant pour mission principale la vente de produits et services aux particuliers (hôtellerie, services bancaires).
8	Points de vente	Ensemble des lieux de commercialisation de biens.

Illustrations :

- l'extension d'une plateforme logistique (fonction du projet : logistique) par Agrati, filiale d'origine italienne, opérant dans l'industrie manufacturière (secteur de l'entreprise : constructeurs automobiles) spécialisée dans la production de fixation (écrous, vis) pour le secteur automobile (dans la région Nord-Pas de Calais, 80 emplois).
- l'extension du centre de recherche et développement (fonction du projet : recherche et développement) de l'entreprise manufacturière d'origine britannique ARM France (secteur de l'entreprise : composants électroniques), spécialisée dans la fabrication de composants et cartes électroniques, puces électroniques, semi-conducteurs, connecteurs (dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, 15 emplois).
- l'entreprise industrielle autrichienne Ds Automotion GmbH (secteur de l'entreprise : machines et équipements mécaniques), spécialisée dans la construction de systèmes de transport par véhicules autoguidés (AGV), a décidé de développer une activité de services aux entreprises (fonction du projet : services aux entreprises) spécialisée dans l'installation et la maintenance d'AGV.

Diversité statistique sur l'investissement étranger en France

L'hétérogénéité des données disponibles sur l'investissement étranger en France peut être source de confusion.

L'analyse des investissements étrangers constitue un domaine relativement nouveau. Elle fait l'objet d'approches très hétérogènes.

On peut distinguer en la matière quatre principaux types de source : les statistiques d'investissement direct (flux et stocks) ; les données sur les fusions-acquisitions internationales ; les données sur les investissements physiques d'origine étrangère ; les données sur la présence étrangère dans l'économie nationale.

Les statistiques d'investissement direct

La statistique la plus communément utilisée pour mesurer les flux d'investissement internationaux est une donnée financière issue des balances des paiements, rendant compte des investissements directs étrangers (IDE).

Selon la définition de l'OCDE : « *L'investissement direct est un type d'investissement transnational effectué par le résident d'une économie (l'investisseur direct) afin d'établir un intérêt durable dans une entreprise (l'entreprise d'investissement direct) qui est résidente d'une autre économie que celle de l'investisseur direct. L'investisseur est motivé par la volonté d'établir, avec l'entreprise, une relation stratégique durable afin d'exercer une influence significative sur sa gestion. L'existence d'un "intérêt durable" est établie dès lors que l'investisseur direct détient au moins 10 % des droits de vote de l'entreprise d'investissement direct. L'investissement direct peut également permettre à l'investisseur d'accéder à l'économie de résidence de l'entreprise d'investissement direct, ce qui pourrait lui être impossible en d'autres circonstances. L'investissement direct n'a donc pas les mêmes finalités que l'investissement de portefeuille, l'investisseur de portefeuille ne cherchant généralement pas à influencer sur la gestion de l'entreprise.* »

Produites par la Banque de France, ces données prennent deux formes :

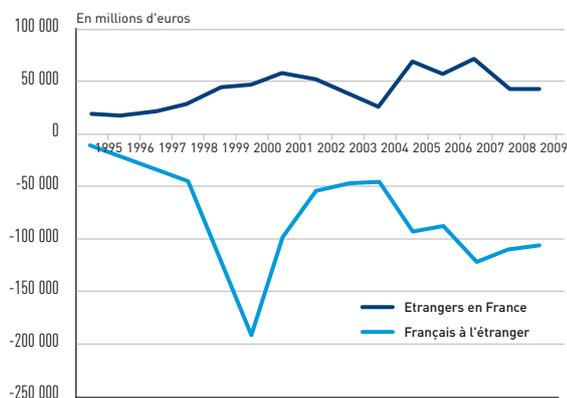
- les statistiques dites de « flux », qui retracent les transferts de capitaux propres entre la maison mère et sa filiale française ;
- les statistiques dites de « stocks », qui retracent le montant cumulé des actifs possédés par les firmes étrangères dans notre pays.

Les données harmonisées produites par différents organismes internationaux (Eurostat, OCDE, CNUCED, FMI et Banque mondiale notamment) permettent des comparaisons avec les autres pays d'accueil ^[Fig.1].

Cette statistique, cependant, est peu adaptée à la mesure des flux d'investissements physiques, directement créateurs d'emploi et de capacités productives, pour deux raisons principales :

- elle intègre d'autres opérations que l'investissement physique (acquisitions, rapatriement de bénéfices, transferts de trésorerie, flux financiers inter-groupes, quelle que soit leur nature) ;

fig. 1. LES FLUX CROISES D'IDE ENTRE LA FRANCE ET LES PAYS ETRANGERS



Source : Banque de France, 2010

- elle ne rend pas compte de certains investissements physiques, qui sont financés non par des flux d'IDE mais par d'autres sources (levées de fonds sur les marchés locaux notamment).

Données sur les investissements physiques d'origine étrangère

Pour disposer d'un outil mieux adapté à leurs besoins, les agences de promotion de l'investissement et les consultants en implantation, comme IBM/PLI, fDi Markets ou Ernst & Young, ont mis au point un système alternatif de mesure. Celui-ci repose sur le recensement, grâce à des outils de veille économique, des projets d'investissement internationaux annoncés. Des données du même type sont produites à l'étranger par certaines agences de promotion homologues de l'AFII, comme UK Trade & Investment (UKTI) au Royaume-Uni ou Tzechinvest en République tchèque. Cependant, les différences de champs et de méthodes de comptabilisation rendent difficiles ces comparaisons.

Données sur les fusions-acquisitions internationales

Produites essentiellement par des consultants privés (ex. : *Thomson Financier*), elles permettent de retracer les prises de contrôle d'entreprises par des firmes étrangères et les montants financiers correspondants.

Données sur la présence étrangère en France

L'Insee établit des statistiques sur l'activité des filiales françaises d'entreprises étrangères à partir d'une enquête sur les liaisons financières entre sociétés (LiFi) réalisée auprès des entreprises. Le taux de 50 % des droits de vote ou du capital social est retenu pour établir le contrôle d'une entreprise par une société étrangère.

Le dispositif Esane combine des données administratives (obtenues à partir des déclarations annuelles de bénéficiaires que font les entreprises à l'administration fiscale, et à partir des données annuelles de données sociales qui fournissent des informations sur les salariés) et des données obtenues à partir d'un échantillon d'entreprises enquêtées par un questionnaire spécifique, pour produire les statistiques structurelles d'entreprises. Ces bases contiennent des données relatives à l'emploi, au chiffre d'affaires, à l'investissement corporel, au commerce extérieur des entreprises résidentes sous contrôle étranger.

L'OCDE et le Fonds monétaire international (FMI) sont les dépositaires des définitions internationales de l'investissement direct étranger (IDE). Ils collectent des statistiques de l'investissement international. L'OCDE publie des rapports sur les tendances et l'évolution récente de l'IDE en s'appuyant sur ces statistiques.

Une étroite coopération avec les partenaires territoriaux

Un partenariat fort entre tous les acteurs de l'attractivité de la France.

L'AFII forme, avec les Agences territoriales de développement économique, un réseau dédié à l'accueil des entreprises étrangères en France. Le réseau associe des métropoles urbaines et d'autres acteurs, tels les pôles de compétitivité. Cette coopération se traduit notamment par :

- l'existence d'une procédure de partage de l'information sur les projets d'investissement étranger (Cospe, Comité d'orientation et de suivi des projets étrangers) ;
- une concertation pour la définition des stratégies et des programmes de prospection, incluant la définition de segments prioritaires de prospection ;
- des actions de co-prospection à l'étranger ;
- la mutualisation d'éléments d'analyse et de veille économique ;
- un renforcement des modules de formation partagée.

L'AFII a contractualisé, au travers de conventions de coopération quinquennales, ses relations de partenariat avec les organismes chargés de la promotion économique des régions, les Agences régionales de développement. Les partenaires régionaux participent à la réalisation du Bilan annuel des investissements internationaux. Les informations qui constituent le Bilan annuel font l'objet d'un travail de collecte, doublé d'une vérification menée conjointement en fin d'année.

L'outil de coordination du réseau : le comité de suivi des projets (Cospe)

Trait d'union entre l'AFII et l'ensemble des correspondants régionaux, le Cospe transmet l'information collectée à l'étranger par l'AFII sur les projets d'investissement vers les partenaires régionaux, afin que les territoires puissent proposer une offre, dès lors qu'un projet détecté peut s'insérer dans le tissu industriel local. Le Cospe étudie la liste des nouveaux projets et diffuse chaque semaine une synthèse des projets aux régions éligibles.

Le Cospe permet de proposer à l'investisseur étranger une offre France adaptée à ses attentes.

Des partenaires institutionnels

Plusieurs administrations d'Etat – au premier rang desquelles la Direction générale du Trésor, la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (Datar), ainsi que les ambassades françaises à l'étranger sont impliquées dans la politique d'attraction des investissements étrangers. Dans le cadre du développement des synergies avec Ubifrance – l'Agence française pour le développement international des entreprises –, l'AFII a signé avec cet organisme un contrat prévoyant, notamment, la diffusion de communiqués, ainsi que l'échange de données et l'organisation de voyages de presse sectorielle et professionnelle. L'AFII s'est engagée dans une coopération avec ses homologues internationaux : participation aux activités du Waipa (World Association of Investment Promotion Agencies) ; publication avec « Germany Trade and Invest » du *Tableau de bord de l'attractivité de l'Europe* ; conventions de partenariat signées avec les agences Apex (Brésil, 2009), Cipa (Chine, 2010) et Invest India (Inde, 2010). Des coopérations ont par ailleurs été nouées par l'AFII avec Paris Europlace, Oseo, l'Uccife, le CNCCEF, Atout-France.

Des entreprises partenaires

Le « Club AFII » rassemble des entreprises qui participent, dans leur domaine de compétence, à l'accompagnement des investisseurs étrangers qui s'implantent en France. Il s'agit de sociétés de conseil, banques et assurances, sociétés d'ingénierie et bureaux d'étude, aménageurs et promoteurs immobiliers, sociétés de reconversion, cabinets de recrutement et de ressources humaines, prestataires de services externalisés, etc. Ils sont associés, à l'étranger comme en France, aux événements et opérations de promotion organisés par l'AFII.

**AGENCES REGIONALES DE DEVELOPPEMENT
PARTENAIRES DE L'AFII**



WWW.INVESTINFRA.NC, RUBRIQUE PARTENAIRES

Le réseau AFII

EUROPE

AFII FRANCE PARIS

David APPIA
Président
71-77 boulevard Saint-Jacques
75680 Paris Cedex 14
Tél: +33 1 44 87 17 17
info@investinfrance.org

AFII ALLEMAGNE, AUTRICHE, SUISSE DÜSSELDORF

Didier BOULOGNE
Directeur
Französische Botschaft
Martin Luther Platz 26
D - 40212 Düsseldorf
Tél: +49 (0) 211 54 22 67 0
didier.boulogne@investinfrance.org

AFII PAYS-BAS, BELGIQUE, LUXEMBOURG

Frédérique LEFEVRE
Directeur IFA BENELUX

AMSTERDAM
Frédérique LEFEVRE
Directeur
French Embassy
Stadionweg 137
1077 SL Amsterdam
Tél: +31 (0)20 662 20 39
frederique.lefevre@investinfrance.org

BRUXELLES

Michel GILBERT
Directeur
475, avenue Louise
B-1050 Brussels
Tél: +32 2 646 59 40
michel.gilbert@investinfrance.org

AFII ESPAGNE, PORTUGAL MADRID

Sébastien CARBON
Directeur
Embajada de Francia
Marqués de la Ensenada, 10
4^a planta
E-28004 Madrid
Tél: +34 91 83 77 850
sebastien.carbon@investinfrance.org

AFII ROYAUME-UNI, IRLANDE LONDRES

Fabrice ETIENVRE
Directeur
Haymarket House
28/29 Haymarket
London SW1Y 4RX
Tél: +44 (0) 20 7024 3672
fabrice.etienvre@investinfrance.org

AFII ITALIE MILAN

Hervé POTTIER
Directeur
Ambasciata di Francia
Via Cusani, 10
I-20121 Milano
Tél: +39 02 72 02 25 43
herve.pottier@investinfrance.org

AFII RUSSIE MOSCOU

Philippe BAUDRY
Directeur
Jérôme CLAUSEN
Directeur de projet
Bolchaïa Yakimanka 45
119049 Moscow
Tél: +7 (495) 937 24 00
jerome.clausen@investinfrance.org

AFII SCANDINAVIE STOCKHOLM

Gilles DEBUIRE
Directeur
French Embassy
Kungsgatan 58
S-11122 Stockholm
Tél: +46 8 545 850 40
gilles.debuire@investinfrance.org

AFII TURQUIE ISTANBUL

Pierre COSTE
Directeur
Géraldine FILIPPI
Directeur de projet
French Embassy in Turkey
Odakule Is Merkezi, Kat.10
Istiklal Cad. No 142
34430 Beyoglu Istanbul
Tél: +90 (0) 212 251 9100
geraldine.filippi@investinfrance.org

ASIE

Pascal GONDRAND
Directeur IFA Greater China

AFII CHINE SHANGHAI

Pascal GONDRAND
Directeur
Suite 202
Hai Tong Securities Building
689, Guang Dong Lu
Shanghai, 200001
Tél: +86 (21) 6135 2040
pascal.gondrand@investinfrance.org

HONG KONG

Morgan JACQUAT
Directeur
25/F, Admiralty Center,
Tower II
18 Hourcourt Road
GPO Box N° 24 21 Hong Kong
Tél: +852 3752 9100
morgan.jacquat@investinfrance.org

AFII TAIWAN TAIWAN

Emmanuel LY BATALLAN
Directeur
Suite 1401, n° 205, TunHwa
North Road, 105 Taipei, Taiwan
P.O. Box 118-1361 Taipei
Tél: +886 2 2713 3552
emmanuelly-batallan@investinfrance.org

AFII COREE DU SUD SEOUL

Benoit GAUTHIER
Directeur
Samheung Bldg. 8th Fl., 705-9,
Yeoksam-dong, Gangnam-gu,
135-711 Seoul
Corée du sud
Tél: +822 564 0419
benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

AFII SINGAPOUR SINGAPOUR

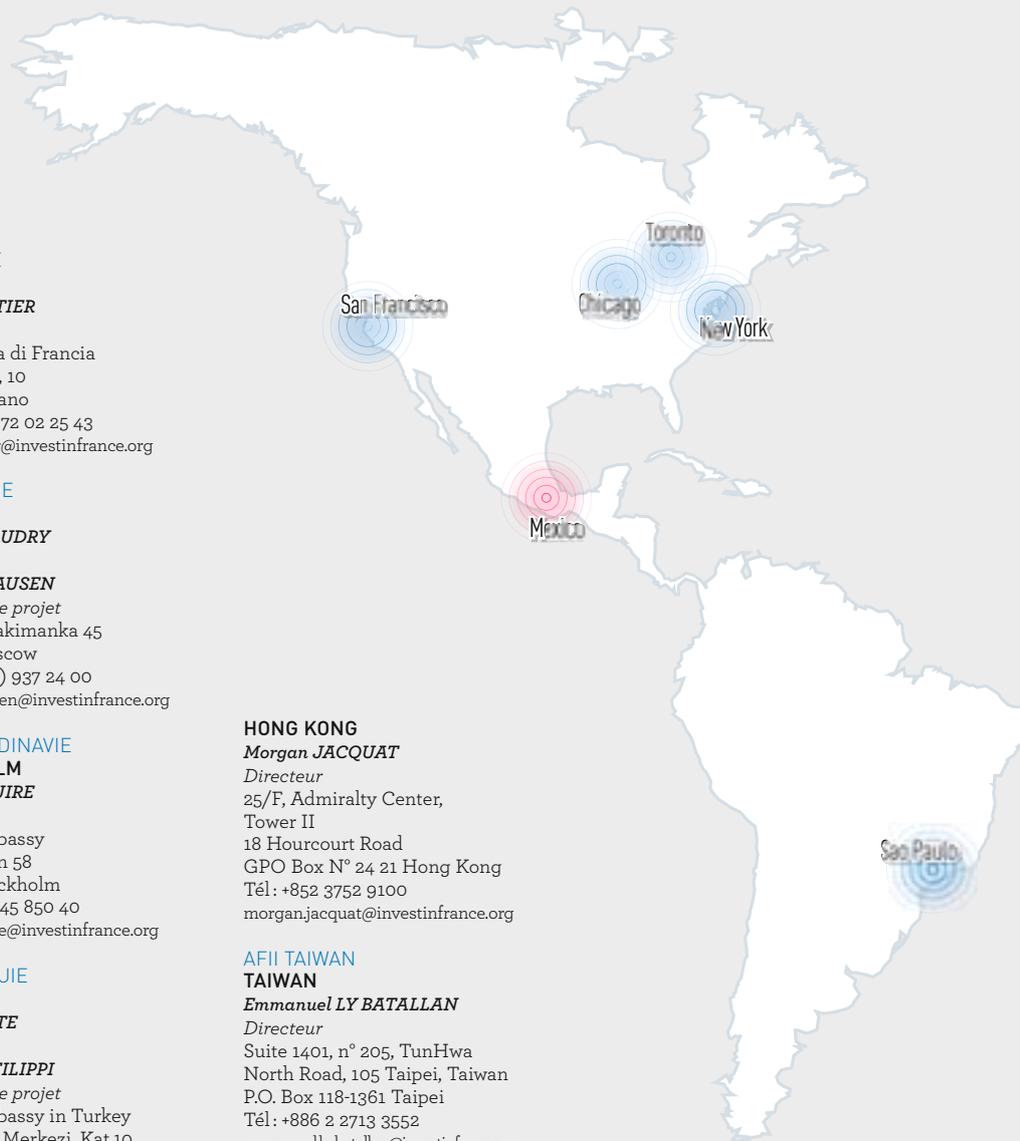
Hubert TESTARD
Directeur
French Embassy
101-103 Cluny Park Road
259595
Singapore
Tél: +65 68 80 78 78
duc.nguyen@investinfrance.org

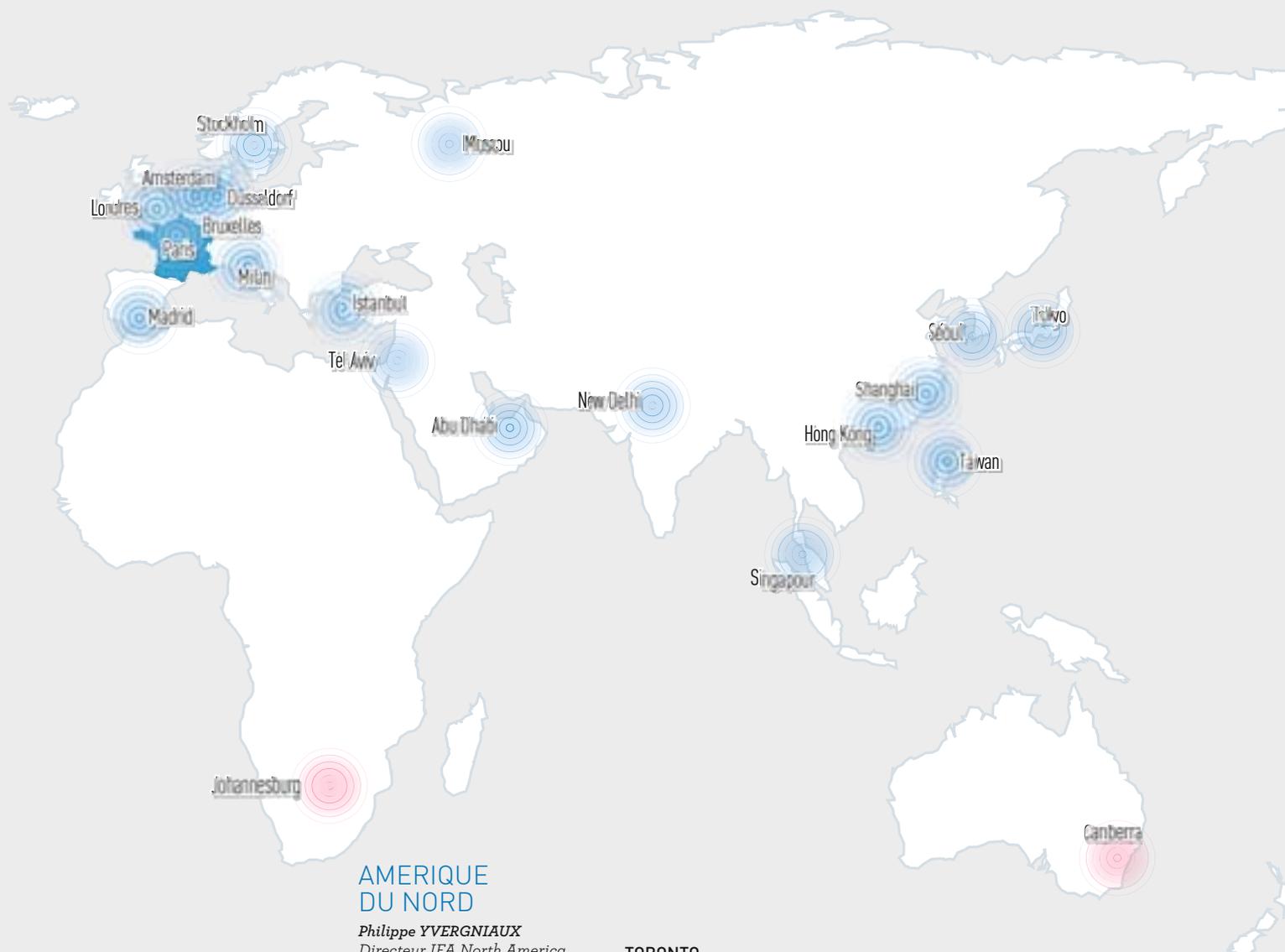
AFII JAPON TOKYO

Christophe GRIGNON
Directeur
French Embassy
4-11-44 Minami-Azabu
Minato-ku
Tokyo 106-8514
Tél: +81 3 5798 6140
christophe.grignon@investinfrance.org

AFII INDE NEW DELHI

Jean LEVIOL
Directeur
Embassy of France in India
2/50 E Shantipath Chanakyapuri
110 021 New Delhi
Tél: +91 11 2419 6300
guillaume.page@investinfrance.org





MOYEN-ORIENT

ABU DHABI

Jacques de LAJUGIE
Directeur
 Hamdan Street
 Al Masaood Tower, Suite 1103
 PO Box 4036 Abu Dhabi
 United Arab Emirates
 Tél: +971 2 496 94 44
 jacques.delajugie@dgtresor.gouv.fr

TEL AVIV

Didier WISSELMANN
Directeur
 7, rue Havakuk
 63505 Tel Aviv
 Israël
 Tél: +972 (0) 3 546 65 35
 didier.wisselmann@investinfrance.org

AMERIQUE DU NORD

Philippe YVERGNIAUX
Directeur IFA North America

NEW YORK

Philippe PARFAIT
Directeur
 810 Seventh Avenue, Suite 3800
 New York, NY 10019
 Tél: +1 212 757 9340
 philippe.parfait@investinfrance.org

CHICAGO

Jean-Pierre NOVAK
Directeur
 French Embassy
 205 North Michigan Avenue
 Suite 3750
 Chicago, IL 60601
 Tél: +1 312 628 1054
 jean-pierre.novak@investinfrance.org

SAN FRANCISCO

Caroline LAPORTE
Directeur
 88 Kearny Street, Suite 700
 San Francisco, CA 94108
 Tél: +1 415 781 0986
 caroline.laporte@investinfrance.org

TORONTO

Valérie BUCHALET
Directeur de projet
 20 Queen Street West
 Suite 2004
 Toronto, ON M5H 3R3
 Canada
 Tél: +1 416 977 12 57
 valerie.buchalet@investinfrance.org

AMERIQUE DU SUD

BRESIL

Hervé LE ROY
Directeur
François REMOVILLE
Directeur de projet
 Embaixada da França
 Avenida Paulista,
 1842 - 14° andar
 Bela Vista
 01310-923 São Paulo - SP
 Tél: +55 11 3371 5446
 francois.removille@investinfrance.org

CORRESPONDANTS

AFRIQUE DU SUD

Inanda Greens Business Park
 Augusta House
 54 Wierda Road West
 Wierda Valley
 Sandton
 2196 Johannesburg
 Tél: +27 11 303 71 50
 raphael.pequignot@dgtresor.gouv.fr

AUSTRALIE

6 Perth Avenue
 Yarralumla Act 2600
 Canberra
 Tél: +61 (0)2 6216 0116
 eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

MEXIQUE

La Fontaine 32
 Col. Polanco
 11560
 Mexico - D.F.
 Tél: +52 (55) 91 71 98 89
 maurice.croci@dgtresor.gouv.fr

L'AFII remercie l'ensemble de ses partenaires et, particulièrement, les agences régionales de développement.

Directeur de la publication : David Appia, Président. Rédactrice en chef : Sylvie Montout, Economiste.

Recensement des données : Anaël Gadrat, chargé de mission ; Fany Robin, Chargée d'analyses économiques.

Coordination éditoriale : Alexandra Chabut, Pôle Communication. Rédacteur anglophone : David Williams.

Conception, réalisation : **SPHÈRE
PUBLIQUE**  agence@spherepublique.com – Imprimé sur papier recyclé – mars 2011

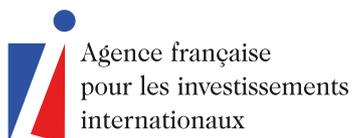


BILAN 2010 INVESTISSEMENTS ETRANGERS CREATEURS D'EMPLOI EN FRANCE

L'Agence française pour les investissements internationaux (AFII) est l'agence nationale chargée de la promotion, de la prospection et de l'accueil des investissements internationaux en France.

Elle est l'organisme de référence sur l'attractivité et l'image économique de la France à l'étranger. L'AFII s'appuie sur un réseau international, national et territorial. Elle travaille en partenariat étroit avec les agences régionales de développement économique pour apporter les meilleures opportunités d'affaires et un service personnalisé aux investisseurs étrangers.

Pour plus d'informations
www.investinfrance.org



Invest in France Agency
77, boulevard Saint-Jacques
75680 Paris Cedex 14 France
info@investinfrance.org
www.investinfrance.org
Tél. : +33 1 44 87 17 17
Fax : +33 1 40 74 73 27

